



Ministère *des* Finances

**COMPTES
PUBLICS
de
L'ONTARIO**

2012–2013

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1



Ministère *des* Finances

**COMPTES
PUBLICS
de
L'ONTARIO

2012–2013**

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-22
Fonds ontarien d'initiative	1-25
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	1-27

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques et Immigration	2-7
Affaires municipales et Logement	2-21
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2-33
Bureau de l'Assemblée législative	2-47
Bureau du Conseil des ministres	2-55
Bureau du directeur général des élections	2-61
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-67
Bureau du vérificateur général	2-71
Cabinet du Premier ministre	2-75
Développement du Nord et Mines	2-81
Développement économique et Innovation	2-93
Éducation	2-103
Énergie	2-117
Environnement	2-127
Finances	2-139
Formation, Collèges et Universités	2-165
Infrastructure	2-179
Office des affaires francophones	2-189
Ombudsman Ontario	2-197
Procureur général	2-203
Richesses naturelles	2-225
Santé et Soins de longue durée	2-241
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-273
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-299
Services aux consommateurs	2-311
Services gouvernementaux	2-317
Services sociaux et communautaires	2-339
Tourisme, Culture et Sport	2-349
Transports	2-369
Travail	2-387

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
 Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme émise.....	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme.....	3-10
Sommaire de l’encours de la dette	3-11
Encours de la dette	3-14
Opérations de la Société financière de l’industrie de l’électricité de l’Ontario (SFIEO).....	3-40
 Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
Prêts et investissements	4-1
Fonds et autre passif.....	4-8
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l’Ontario	4-13
Créances exigibles de la Couronne.....	4-16

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2012-2013 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des organismes de services du gouvernement et des entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2012-2013 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/fr/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais. On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de:

Publications ServiceOntario
Téléphone: 416 326-5300
Sans frais 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais: 1 800 268-7095
Site Web: www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca.

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes – Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2013	2012
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	25 573 836 197	24 548 359 609
Taxe de vente	20 957 365 596	20 158 969 576
Impôts sur les sociétés.....	12 093 047 448	9 943 931 478
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 510 541 765	5 765 027 639
Impôt-santé des employeurs.....	5 137 107 267	5 091 982 323
Contribution-santé de l'Ontario.....	3 066 623 565	2 916 010 522
Taxe sur l'essence	2 390 305 974	2 380 138 197
Droits de cession immobilière.....	1 476 576 552	1 413 586 831
Taxe sur le tabac.....	1 141 960 327	1 150 105 259
Taxe sur les carburants	709 862 784	710 219 822
Taxe sur la bière et le vin	560 453 625	560 806 503
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	324 000 000	367 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	206 112 308	258 525 911
Impôt sur l'administration des successions	128 133 244	124 169 366
Impôt sur les bénéfices miniers	110 479 545	176 019 365
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.....	18 160 362	9 611 568
Impôt foncier provincial.....	7 222 129	18 529 792
Taxe sur le pari mutuel.....	4 540 538	4 952 502
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i>	1 973 765	58 236
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	79 418 302 991	75 598 004 499
	=====	=====

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province ont été réduits de 1 597 972 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges en 2012-2013.

Pour 2013, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 723 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 723 \$ jusqu'à 79 448 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 79 448 \$ jusqu'à 509 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 509 000 \$. Pour 2012, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 020 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 020 \$ jusqu'à 78 043 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 78 043 \$ jusqu'à 500 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 500 000 \$. Pour 2011, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 37 774 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 37 774 \$ jusqu'à 75 550 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 75 550 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale ou la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2013, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 289 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 489 \$. En 2012, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 213 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 392 \$. En 2011, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 078 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 219 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2013, le montant déterminant de base est de 221 \$, auquel on ajoute 409 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge. Pour 2012, le montant déterminant de base est de 217 \$, auquel on ajoute 401 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2011, le montant déterminant de base est de 210 \$, auquel on ajoute 389 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers. Ces deux taxes de vente sont administrées par l'Ontario. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 602 163 031 \$ en 2012-2013 et de 1 431 824 715 \$ en 2011-2012.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 14 %. Il est passé à 12 % le 1^{er} juillet 2010 et à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011. Le taux général d'IRS devrait diminuer de nouveau pour passer à 11 % le 1^{er} juillet 2012 et à 10 % le 1^{er} juillet 2013. Dans le budget de l'Ontario de 2012, on proposait de geler le taux général d'IRS à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de l'Ontario soit équilibré en 2017-2018. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre (12 %), qui est passé à 10 % le 1^{er} juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 5,5 %, qui est passé à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. L'avantage du taux réduit accordé aux petites entreprises s'estompe graduellement lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 \$ et 1,5 million de dollars. Cette surtaxe a été éliminée à compter du 1^{er} juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1^{er} juillet 2010. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Il s'agit des crédits : i) à l'innovation de l'Ontario, ii) pour l'éducation coopérative de l'Ontario, iii) pour la formation à l'apprentissage de l'Ontario, iv) pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, v) de l'Ontario pour les maisons d'édition, vi) de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques, vii) de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, viii) de l'Ontario pour les services de production, ix) de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, x) de l'Ontario pour l'enregistrement sonore et xi) pour les petits fabricants de bière remboursable de l'Ontario, à compter du 1^{er} juillet 2010. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement, les contributions politiques, les crédit unions et certaines activités du secteur des ressources.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux de taxe sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Avant le 1^{er} juillet 2010, les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires était de 0,15 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2010 étaient les suivants: 0,3 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,45 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,36 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en faisant des investissements admissibles en Ontario dans de petites entreprises en vertu du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1^{er} janvier 2007. L'impôt sur le capital a été éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés de ces impôts indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers de 783 millions de dollars en 2012-13 et de 693 millions de dollars en 2011-12. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'exploitation minière en Ontario, à l'exclusion des diamants. Les mines non éloignées sont imposées à un taux de 10 %. Les mines qui ne sont pas dans des régions éloignées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les trois premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés (nouvelle mine ou projet d'expansion majeure d'une mine existante). Les mines éloignées sont admissibles à un taux d'impôt minier réduit, soit de 5 %. Les nouvelles mines ouvertes dans des régions éloignées de l'Ontario peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les dix premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 18,4 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 10,1 milliards de dollars. En 2012-2013, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont augmenté par 151 millions de dollars pour passer à 3 067 millions de dollars, comparativement à 2 916 millions de dollars en 2011-2012. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 1 080 millions de dollars pour passer à 47 582 millions de dollars, par rapport à 46 502 millions de dollars en 2011-2012.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2012-2013, les recettes tirées de la contribution ont été de 3 067 millions de dollars, ce qui représente 6,4 % des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 47 582 millions de dollars. À titre de comparaison, les données en 2011-2012 étaient 2 916 millions de dollars, soit 6,3 % des 46 502 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2011-2012 et en 2012-2013 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses (En millions de dollars)	2012-2013 6,4 %	2011-2012 6,3 %
Hôpitaux	1 059	1 013
Assurance-santé de l'Ontario	826	786
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	275	255
Foyers de soins de longue durée	237	227
Programmes de médicaments de l'Ontario	220	218
Santé publique, promotion de la santé et autres	450	417
Total	3 067	2 916

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013	2012
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	11 315 154 000	10 705 120 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	4 590 792 000	4 468 649 000
Péréquation.....	3 260 666 000	2 199 537 000
Entente sur le développement du marché du travail.....	607 074 327	609 313 723
Entente sur le logement social.....	482 694 567	489 466 247
Services de bien-être aux Autochtones.....	220 250 058	219 871 989
Entente sur le marché du travail.....	189 935 784	193 908 000
Programmes d'infrastructure.....	116 438 044	361 985 126
Transfert pour la réduction des temps d'attente	96 823 000	96 955 000
Expansion du bilinguisme	88 135 338	92 256 973
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.....	76 411 478	76 411 478
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	65 544 142	66 563 401
Aide juridique – Droit criminel	50 277 124	53 784 433
Cultivons l'avenir.....	34 306 398	37 565 432
Fonds de recrutement de policiers.....	31 360 000	31 360 000
Aide financière aux étudiants	23 754 755	25 501 330
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	17 445 914	17 545 947
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 467 365	11 916 029
Projet des dossiers de santé électroniques	13 248 500	15 752 000
Programme de formation relais	10 000 000	12 000 000
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables.....	4 005 899	20 381 464
Aide de transition fédérale	0	1 300 000 000
Autres	353 063 330	199 393 592
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	21 660 848 023	21 305 238 164
	=====	=====

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le TCS est réparti entre les provinces et les territoires en fonction de la population et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures proviennent du Fonds Chantiers Canada, de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable et d'autres ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Cultivons l'avenir est une initiative fédérale-provinciale-territoriale qui appuie la gestion des risques pour les entreprises agricoles et les programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise. L'accord-cadre multilatéral Cultivons l'avenir appuie l'établissement d'un secteur agro-alimentaire innovateur et rentable qui est en mesure de gérer les risques et de répondre aux demandes du marché.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers dans son budget de 2008 afin d'appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne partout au pays afin qu'ils soient affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Les fonds ont été répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessaires, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Le gouvernement fédéral offre du soutien dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA), qui permet aux chômeurs âgés de 55 à 64 ans de bénéficier de services d'aide à l'emploi et d'activités servant à améliorer l'employabilité, telles des activités axées sur le perfectionnement des compétences et sur l'expérience de travail, destinés à les aider à retourner au travail.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Des fonds sont reçus d'Inforoute Santé du Canada en vue d'appuyer les efforts déployés pour augmenter le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossiers de santé électroniques interopérables.

Le gouvernement du Canada verse des fonds à la province pour les programmes de formation relais de l'Ontario. Les fonds appuient des programmes mis sur pied en Ontario pour aider les nouveaux arrivants qualifiés à obtenir une licence ou un certificat pour exercer leur profession ou leur métier, de façon à intégrer le marché du travail en trouvant un emploi correspondant à leurs études et leurs compétences.

Le programme d'investissement dans les dossiers de santé électroniques interopérables d'Inforoute Santé du Canada appuie les projets mis sur pied par des provinces et des territoires pour mettre en place des systèmes de dossiers de santé électroniques interopérables. Le financement fédéral est accordé à l'Ontario dans le cadre de l'entente relative aux dossiers de santé électroniques interopérables/couches d'accès à l'information sur la santé. Ces systèmes permettront aux fournisseurs de soins de santé autorisés d'avoir accès à l'information essentielle sur la santé d'un patient et, dans certains cas, de la mettre à jour.

En novembre 2009, les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont signé l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF). Dans le cadre de cette entente, le gouvernement fédéral a accordé une aide de transition de 4,3 milliards de dollars afin d'aider à compenser les coûts de transition et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois suite à l'adoption de la taxe de vente harmonisée. L'Ontario a reçu 1,3 milliard de dollars en 2011-2012 dans le cadre de cette entente.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- b) des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013	2012
	\$	\$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	1 815 991 000	1 882 660 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 721 054 000	1 658 731 000
Hydro One Incorporated.....	796 000 000	615 500 000
Ontario Power Generation Incorporated	136 000 000	256 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	4 469 045 000	4 412 891 000
	=====	=====

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des loteries dans des casinos commerciaux et dans des casinos exploités par l'OLG et des salles de machines à sous. La province soumet à la consolidation le revenu net tiré des loteries de l'OLG, des casinos commerciaux, des casinos et des salles de machines à sous, dont l'ajout d'une contribution de 20 % (gains) des recettes de jeux brutes des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que de ses salles de machines à sous au Great Blue Heron Charity Casino.

En 2012-2013, le produit des loteries exploitées par l'OLG, des casinos et des salles de machines à sous a été distribué par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 120 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour l'octroi de subventions aux organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 39 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; 10 millions de dollars pour le soutien financier des athlètes ontariens de haut calibre. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

En 2012-2013, les revenus tirés des casinos commerciaux de l'OLG ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure publique.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	1 187 926 122	1 192 768 786
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 125 000 811	1 074 728 956
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	51 964 891	51 795 106
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	40 765 082	38 967 050
Air pur Ontario	27 784 039	30 057 883
Constitutions en société.....	22 086 798	28 850 183
Revenus tirés des jeux	18 839 928	20 418 634
Autres	598 201 837	615 216 689
Total des droits, permis et autorisations	1 884 643 386	1 860 034 501
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	114 215 043	111 711 738
Teranet – Redevances, FIEF	33 000 000	33 000 000
Droits sur le bois de la Couronne	27 566 017	31 994 056
Autres.....	50 994 057	23 732 766
Total, redevances.....	225 775 117	200 438 560
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	677 855 242	1 314 963 992
Remboursement des dépenses.....	932 365 323	830 617 727
Amendes et pénalités.....	54 050 991	52 130 035
Divers :		
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	1 323 000 000	1 372 000 000
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	939 000 000	952 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	263 000 000	317 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité.....	120 046 000	114 247 000
Autres	213 330 888	250 442 060
Total, divers.....	2 858 376 888	3 005 689 060
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	7 820 993 069	8 456 642 661

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits les plus récents varient entre 142 \$ et 3 539 \$. Les droits les plus récents pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 82 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 41 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le programme Air pur Ontario modernisé a été mis en œuvre le 1^{er} janvier 2013. Les droits liés à ce programme sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2012-2013 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), de 4,26 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 17,82 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2012-2013, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$; cela s'est produit en novembre 2012 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2014, sont entièrement recouverts auprès des consommateurs.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs d'électricité, en fonction de leur consommation, jusqu'à ce que la dette insurmontable soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2013	2012
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES	113 369 189 083	109 772 776 324
	=====	=====

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	1 653	-
Affaires civiques et Immigration	-	12 006 462	-	-	2 767 847	-
Affaires municipales et Logement	-	553 268 021	-	104 613 738	510 912	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	-	67 813 952	-	45 240	898 367	2 000
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	485	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	765	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	1 973 765	-	-	-	1 157 969	330
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	-	-	-	6 505 673	23 012	-
Éducation	-	81 358 770	-	139 924	686 598	-
Énergie	-	-	-	-	11 648	-
Environnement	-	283 858	-	579 740	44 492 186	-
Finances	79 092 329 228	19 302 877 321	3 821 019 575	145 346 978	145 669 375	657 135
Formation, Collèges et Universités	-	867 916 100	-	1 064 693	8 840 649	318 065
Infrastructure	-	-	-	4 728 185	5 240	-
Office des affaires francophones	-	1 510 000	-	629	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	58 244 707	-	38 297 483	116 464 869	46 175 436
Richesses naturelles	-	13 621 375	-	5 115 974	7 519 604	396 262
Santé et Soins de longue durée	-	74 113 357	-	25 025 514	8 634 087	13 658
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	36 960 455	-	374 028 710	13 399 589	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	177 096 395	-	-	47 497	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	7 620 934	2 400
Services gouvernementaux	-	82 494	-	2 335 695	103 709 584	-
Services sociaux et communautaires	-	132 504 338	-	12 786 319	24 137 877	-
Tourisme, Culture et Sport	-	9 166 752	-	-	1 172 870	-
Transports	-	31 336 756	-	50	1 132 795 570	1 341 799
Travail	-	30 848	-	194 785 433	641 803	666 906
Total avant la consolidation	79 094 302 993	21 420 191 961	3 821 019 575	915 399 978	1 621 210 990	49 573 991
Redressements de consolidation et autres	323 999 998	240 656 062	648 025 425	16 965 345	263 432 396	4 477 000
Selon les états financiers consolidés	79 418 302 991	21 660 848 023	4 469 045 000	932 365 323	1 884 643 386	54 050 991

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
le 31 mars 2013

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	1 262 312	7	1 263 972	Affaires autochtones
-	-	439 926	2 000 129	17 214 364	Affaires civiques et Immigration
249 083	-	517 601	924 598	660 083 953	Affaires municipales et Logement
23 771 117	-	28 596 783	2 021 219	123 148 678	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
26 346	-	293 617	933	321 381	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	950	22	1 737	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	-	-	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	157	-	157	Cabinet du Premier ministre
299 875	3 867 276	6 122 834	223 051	13 645 100	Développement du Nord et Mines
-	3 003 397	15 302 648	626 454	25 461 184	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
-	-	168 923 570	3 123	251 111 985	Éducation
-	-	6 711 979	7	6 723 634	Énergie
4 760	-	3 316 324	5 724	48 682 592	Environnement
89 388	33 000 000	31 307 158	28 122 474	102 600 418 632	Finances
-	-	46 343 924	9 285 197	933 768 628	Formation, Collèges et Universités
148 278 889	-	852 517	3 814 028	157 678 859	Infrastructure
-	-	9 350	2	1 519 981	Office des affaires francophones
-	-	18 056	26 349	44 405	Ombudsman Ontario
400 734	-	6 736 998	60 292 379	326 612 606	Procureur général
5 648 116	146 310 347	6 083 525	885 089	185 580 292	Richesses naturelles
-	-	539 807 763	336 206	647 930 585	Santé et Soins de longue durée
436 666	181 013	17 330 683	4 267 316	446 604 432	Sécurité communautaire et Services correctionnels
9 764	-	26 016 745	1 370 284	204 540 685	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	1 582 643	63 603	9 269 580	Services aux consommateurs
219 495	-	1 502 836	2 476 983	110 327 087	Services gouvernementaux
-	-	11 418 885	2 385 740	183 233 159	Services sociaux et communautaires
47 978	-	4 083 730	2 752	14 474 082	Tourisme, Culture et Sport
10 332 744	11 778	38 805 336	215 558	1 214 839 591	Transports
57 474	-	8 602	780 952	196 972 018	Travail
189 872 429	186 373 811	963 397 452	120 130 179	108 381 473 359	Total avant la consolidation
998 053 693	39 401 306	(285 542 210)	2 738 246 709	4 987 715 724	Redressements de consolidation et autres
1 187 926 122	225 775 117	677 855 242	2 858 376 888	113 369 189 083	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	12 750 825	1 529 897	748 540	11 738 619	162 907
Affaires civiques et Immigration	29 052 577	3 774 224	1 268 055	18 267 153	645 590
Affaires municipales et Logement	38 890 058	5 672 042	840 765	26 161 589	972 951
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	75 420 592	10 738 123	4 316 171	39 740 742	2 012 111
Bureau de l'Assemblée législative	79 089 325	19 773 636	7 723 268	29 765 488	6 642 036
Bureau du Conseil des ministres	19 116 655	2 183 037	583 118	3 595 561	399 285
Bureau du directeur général des élections	6 526 238	1 367 434	44 768	699 719	86 499
Bureau du lieutenant-gouverneur	718 272	72 798	45 555	175 858	166 271
Bureau du vérificateur général	9 532 014	1 922 948	308 567	2 897 309	465 761
Cabinet du Premier ministre	2 038 937	237 528	118 473	29 095	18 057
Développement du Nord et Mines	32 701 687	4 643 769	2 418 488	72 226 732	3 183 607
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	45 939 400	5 916 075	3 154 834	51 164 476	1 281 265
Éducation	132 842 019	17 843 691	7 330 470	84 857 579	7 224 874
Énergie	17 171 741	2 218 876	450 942	10 995 719	210 464
Environnement	173 074 790	24 675 468	3 936 287	94 970 093	5 343 026
Finances	150 805 085	22 505 357	6 092 551	206 970 361	2 784 410
Formation, Collèges et Universités	90 104 599	12 778 510	4 283 608	73 813 680	1 570 288
Infrastructure	11 470 615	1 414 703	196 410	197 497 031	77 464
Office des affaires francophones	2 352 543	249 314	108 076	2 101 146	47 979
Ombudsman Ontario	7 040 462	1 521 066	338 599	1 537 185	721 988
Procureur général	693 137 277	84 285 937	25 317 497	305 665 001	18 194 886
Richesses naturelles	243 364 297	36 509 559	14 975 503	234 213 476	37 122 162
Santé et Soins de longue durée	281 688 802	46 564 217	17 192 490	212 672 122	4 327 645
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 372 963 389	196 304 610	39 576 057	324 950 871	137 458 768
Services à l'enfance et à la jeunesse	205 384 946	34 756 174	6 808 381	61 563 845	6 905 196
Services aux consommateurs	11 070 589	1 466 775	489 609	6 318 928	194 414
Services gouvernementaux	359 703 376	1 968 534 251	55 460 265	217 267 622	16 545 163
Services sociaux et communautaires	230 176 398	39 674 286	14 401 373	99 753 142	2 816 697
Tourisme, Culture et Sport	30 233 424	4 015 661	853 108	17 855 658	2 241 211
Transports	182 173 690	29 819 125	8 595 614	369 098 403	33 473 624
Travail	102 999 425	13 945 956	6 053 327	45 216 162	2 406 697
	4 649 534 047	2 596 915 047	234 030 769	2 823 780 365	295 703 296
Reclassification des dépenses**	251 371 726	28 540 550	(6 443 323)	(280 315 366)	6 846 413
Total avant la consolidation	4 900 905 773	2 625 455 597	227 587 446	2 543 464 999	302 549 709
Redressements de consolidation et autres	1 200 850 272	1 120 892 195	120 404 925	981 733 748	417 797 615
Selon les états financiers consolidés	6 101 756 045	3 746 347 792	347 992 371	3 525 198 747	720 347 324

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2013

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
38 407 161	-	65 337 949	-	-	65 337 949	Affaires autochtones
387 032 302	-	440 039 901	-	30 935 273	470 975 174	Affaires civiques et Immigration
855 282 989	-	927 820 394	-	(86 659 700)	841 160 694	Affaires municipales et Logement
695 064 016	2 101 851	829 393 606	-	208 349 951	1 037 743 557	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
262 000	-	143 255 753	-	(4 117 368)	139 138 385	Bureau de l'Assemblée législative
807 290	-	26 684 946	-	-	26 684 946	Bureau du Conseil des ministres
-	24 944 721	33 669 379	-	(542 083)	33 127 296	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 334 554	-	-	1 334 554	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 199 588	-	(753 699)	14 445 889	Bureau du vérificateur général
-	-	2 442 090	-	-	2 442 090	Cabinet du Premier ministre
333 423 973	214 927 498	663 525 754	-	56 855 000	720 380 754	Développement du Nord et Mines
949 576 510	10 742 850	1 067 775 410	-	(114 249 733)	953 525 677	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
25 144 905 765	11 445 277	25 406 449 675	-	(2 777 400 873)	22 629 048 802	Éducation
1 070 469 450	-	1 101 517 192	-	233 536 969	1 335 054 161	Énergie
31 460 011	93 630 500	427 090 175	-	150 080 000	577 170 175	Environnement
883 088 519	10 088 341 119	11 360 587 402	-	1 789 441 585	13 150 028 987	Finances
7 199 712 565	52 928 282	7 435 191 532	-	(73 654 244)	7 361 537 288	Formation, Collèges et Universités
83 994 303	3 795 700	298 446 226	-	(232 060 885)	66 385 341	Infrastructure
124 000	-	4 983 058	-	-	4 983 058	Office des affaires francophones
-	-	11 159 300	-	(554 344)	10 604 956	Ombudsman Ontario
473 143 790	61 439 657	1 661 184 045	-	16 785 900	1 677 969 945	Procureur général
63 743 885	18 915 767	648 844 649	-	206 288 690	855 133 339	Richesses naturelles
48 009 563 888	30 124 691	48 602 133 855	-	(1 019 730 466)	47 582 403 389	Santé et Soins de longue durée
169 314 688	63 152 072	2 303 720 455	-	(19 510 392)	2 284 210 063	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 792 629 386	188 008	4 108 235 936	-	(108 852 912)	3 999 383 024	Services à l'enfance et à la jeunesse
846 553	-	20 386 868	-	-	20 386 868	Services aux consommateurs
307 700	42 652 103	2 660 470 480	-	(44 967 301)	2 615 503 179	Services gouvernementaux
9 523 373 071	28 830 412	9 939 025 379	-	(17 315 285)	9 921 710 094	Services sociaux et communautaires
1 169 121 979	-	1 224 321 041	-	208 036 496	1 432 357 537	Tourisme, Culture et Sport
2 501 958 828	597 545 501	3 722 664 785	-	(1 245 706 987)	2 476 957 798	Transports
95 957 829	1 286	266 580 682	-	15 780 681	282 361 363	Travail
103 473 645 440	11 345 863 095	125 419 472 059	-	(2 829 985 727)	122 589 486 332	
-	-	0	-	-	-	Reclassification des dépenses**
103 473 645 440	11 345 863 095	125 419 472 059	-	(2 829 985 727)	122 589 486 332	Total avant la consolidation
(5 621 101 154)	(1 050 563 328)					Redressements de consolidation et autres
97 852 544 286	10 295 299 767				122 589 486 332	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2012-2013 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	12 750 825	1 529 897	748 540	11 738 619	162 907
Affaires civiques et Immigration	29 052 577	3 774 224	1 268 055	18 267 153	645 590
Affaires municipales et Logement	38 890 058	5 672 042	840 765	26 161 589	972 951
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	75 420 592	10 738 123	4 316 171	39 740 742	2 012 111
Bureau de l'Assemblée législative	79 089 325	19 773 636	7 723 268	29 765 488	6 642 036
Bureau du Conseil des ministres	19 116 655	2 183 037	583 118	3 595 561	399 285
Bureau du directeur général des élections	6 526 238	1 367 434	44 768	699 719	86 499
Bureau du lieutenant-gouverneur	718 272	72 798	45 555	175 858	166 271
Bureau du vérificateur général	9 532 014	1 922 948	308 567	2 897 309	465 761
Cabinet du Premier ministre	2 038 937	237 528	118 473	29 095	18 057
Développement du Nord et Mines	32 701 687	4 643 769	2 405 751	31 152 689	2 162 035
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	45 939 400	5 916 075	3 154 834	51 164 476	1 281 265
Éducation	132 842 019	17 843 691	7 330 470	84 857 579	7 224 874
Énergie	17 171 741	2 218 876	450 942	10 995 719	210 464
Environnement	173 074 790	24 675 468	3 936 287	94 970 093	5 343 026
Finances	150 805 085	22 505 357	6 092 551	206 970 361	2 784 410
Formation, Collèges et Universités	90 104 599	12 778 510	4 283 608	73 813 680	1 570 288
Infrastructure	11 470 615	1 414 703	196 410	59 194 280	77 464
Office des affaires francophones	2 352 543	249 314	108 076	2 101 146	47 979
Ombudsman Ontario	7 040 462	1 521 066	338 599	1 537 185	721 988
Procureur général	693 137 277	84 285 937	25 317 497	305 665 001	18 194 886
Richesses naturelles	243 364 297	36 509 559	14 193 524	194 022 663	29 891 951
Santé et Soins de longue durée	281 688 802	46 564 217	17 192 490	212 672 122	4 327 645
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 372 963 389	196 304 610	39 576 057	311 659 297	137 458 768
Services à l'enfance et à la jeunesse	205 384 946	34 756 174	6 808 381	61 563 845	6 905 196
Services aux consommateurs	11 070 589	1 466 775	489 609	6 318 928	194 414
Services gouvernementaux	359 703 376	1 968 534 251	55 457 074	194 338 001	16 545 163
Services sociaux et communautaires	230 176 398	39 674 286	14 401 373	99 753 142	2 816 697
Tourisme, Culture et Sport	30 233 424	4 015 661	853 108	12 776 439	1 368 182
Transports	180 758 765	29 657 906	8 226 269	355 445 209	30 579 392
Travail	102 999 425	13 945 956	6 053 327	45 216 162	2 406 697
	4 648 119 122	2 596 753 828	232 863 517	2 549 259 150	283 684 252
Reclassification des dépenses**	251 371 726	28 540 550	(6 443 323)	(280 315 366)	6 846 413
Total avant la consolidation	4 899 490 848	2 625 294 378	226 420 194	2 268 943 784	290 530 665

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2013

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
35 578 137	-	62 508 925	-	-	62 508 925	Affaires autochtones
169 185 433	-	222 193 032	-	30 935 273	253 128 305	Affaires civiques et Immigration
716 096 496	-	788 633 901	-	(83 739 700)	704 894 201	Affaires municipales et Logement
501 053 608	1 812 187	635 093 534	-	225 335 037	860 428 571	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
262 000	-	143 255 753	-	(4 117 368)	139 138 385	Bureau de l'Assemblée législative
807 290	-	26 684 946	-	-	26 684 946	Bureau du Conseil des ministres
-	24 944 721	33 669 379	-	(542 083)	33 127 296	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 334 554	-	-	1 334 554	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 199 588	-	(753 699)	14 445 889	Bureau du vérificateur général
-	-	2 442 090	-	-	2 442 090	Cabinet du Premier ministre
230 106 195	312 917	303 485 043	-	59 697 000	363 182 043	Développement du Nord et Mines
817 868 510	10 742 850	936 067 410	-	(63 407 733)	872 659 677	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
23 950 415 335	550	24 200 514 518	-	(2 304 252 696)	21 896 261 822	Éducation
1 070 469 450	-	1 101 517 192	-	211 457 700	1 312 974 892	Énergie
28 852 403	-	330 852 067	-	147 034 000	477 886 067	Environnement
883 088 519	10 085 703 510	11 357 949 793	-	1 786 036 585	13 143 986 378	Finances
7 028 918 256	51 681 608	7 263 150 549	-	(227 415 393)	7 035 735 156	Formation, Collèges et Universités
3 547 521	3 795 700	79 696 693	-	189 553 484	269 250 177	Infrastructure
124 000	-	4 983 058	-	-	4 983 058	Office des affaires francophones
-	-	11 159 300	-	(554 344)	10 604 956	Ombudsman Ontario
472 558 669	13 539 716	1 612 698 983	-	15 155 900	1 627 854 883	Procureur général
61 244 188	7 214 597	586 440 779	-	206 120 690	792 561 469	Richesses naturelles
46 502 453 555	10 633 312	47 075 532 143	-	(649 612 746)	46 425 919 397	Santé et Soins de longue durée
169 159 888	11 237 255	2 238 359 264	-	(19 510 392)	2 218 848 872	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 758 804 167	-	4 074 222 709	-	(101 750 412)	3 972 472 297	Services à l'enfance et à la jeunesse
846 553	-	20 386 868	-	-	20 386 868	Services aux consommateurs
307 700	35 423 190	2 630 308 755	-	(44 967 301)	2 585 341 454	Services gouvernementaux
9 510 961 171	26 257 038	9 924 040 105	-	(17 315 285)	9 906 724 820	Services sociaux et communautaires
1 123 416 651	-	1 172 663 465	-	179 573 496	1 352 236 961	Tourisme, Culture et Sport
445 263 646	300 000	1 050 231 187	-	402 990 000	1 453 221 187	Transports
95 363 829	1 286	265 986 682	-	15 780 681	281 767 363	Travail
97 576 826 159	10 283 756 237	118 171 262 265	-	(48 269 306)	118 122 992 959	
-	-	0				Reclassification des dépenses**
97 576 826 159	10 283 756 237	118 171 262 265			118 122 992 959	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2012-2013 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiles et Immigration	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	12 737	41 074 043	1 021 572
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	138 302 751	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	781 979	40 190 813	7 230 211
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	13 291 574	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	3 191	22 929 621	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	5 079 219	873 029
Transports	1 414 925	161 219	369 345	13 653 194	2 894 232
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	1 414 925	161 219	1 167 252	274 521 215	12 019 044

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2013

Paielements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
2 829 024	-	2 829 024	-	-	2 829 024	Affaires autochtones
217 846 869	-	217 846 869	-	-	217 846 869	Affaires civiques et Immigration
139 186 493	-	139 186 493	-	(2 920 000)	136 266 493	Affaires municipales et Logement
194 010 408	289 664	194 300 072	-	(16 985 086)	177 314 986	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
103 317 778	214 614 581	360 040 711	-	(2 842 000)	357 198 711	Développement du Nord et Mines
131 708 000	-	131 708 000	-	(50 842 000)	80 866 000	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
1 194 490 430	11 444 727	1 205 935 157	-	(473 148 177)	732 786 980	Éducation
-	-	-	-	22 079 269	22 079 269	Énergie
2 607 608	93 630 500	96 238 108	-	3 046 000	99 284 108	Environnement
-	2 637 609	2 637 609	-	3 405 000	6 042 609	Finances
170 794 309	1 246 674	172 040 983	-	153 761 149	325 802 132	Formation, Collèges et Universités
80 446 782	-	218 749 533	-	(421 614 369)	(202 864 836)	Infrastructure
585 121	47 899 941	48 485 062	-	1 630 000	50 115 062	Procureur général
2 499 697	11 701 170	62 403 870	-	168 000	62 571 870	Richesses naturelles
1 507 110 333	19 491 379	1 526 601 712	-	(370 117 720)	1 156 483 992	Santé et Soins de longue durée
154 800	51 914 817	65 361 191	-	-	65 361 191	Sécurité communautaire et Services correctionnels
33 825 219	188 008	34 013 227	-	(7 102 500)	26 910 727	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	-	-	-	-	Services aux consommateurs
-	7 228 913	30 161 725	-	-	30 161 725	Services gouvernementaux
12 411 900	2 573 374	14 985 274	-	-	14 985 274	Services sociaux et communautaires
45 705 328	-	51 657 576	-	28 463 000	80 120 576	Tourisme, Culture et Sport
2 056 695 182	597 245 501	2 672 433 598	-	(1 648 696 987)	1 023 736 611	Transports
594 000	-	594 000	-	-	594 000	Travail
5 896 819 281	1 062 106 858	7 248 209 794	-	(2 781 716 421)	4 466 493 373	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2012-2013 a été publié.

Fonds ontarien d'initiative**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2013	2012
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	144 766 \$	146 304 \$
	144 766 \$	146 304 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le coût réel du crédit comparativement au coût prévu sera indiqué ici lorsque nous disposerons de renseignements pour une année intégrale*.

*Le gouvernement n'est pas en mesure de fournir le coût réel du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être. Les dépenses admissibles liées à ce crédit peuvent être déduites pour la première fois dans les déclarations de revenus de 2012. L'Ontario ne disposera donc pas de données exactes et raisonnablement complètes sur le coût réel du crédit pour l'année d'imposition 2012 avant 2014, en raison du temps qu'il faut à l'Agence du revenu du Canada pour recevoir et traiter les déclarations de revenus une fois qu'elles ont été produites.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-4
ÉTAT DES RECETTES	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

86 923 139	Ministère des Affaires autochtones	63 371 414	62 508 925
<u>86 923 139</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>63 371 414</u>	<u>62 508 925</u>
=====		=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

8 616 740	Ministère des Affaires autochtones	3 422 000	2 829 024
<u>8 616 740</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>3 422 000</u>	<u>2 829 024</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				PROGRAMME DU MINISTÈRE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DES AFFAIRES AUTOCHTONES
4	10 880 300	455 500	11 335 800	Administration du ministère 10 973 561
1	61 009 200	(9 387 700)	51 621 500	Affaires autochtones 51 180 461
2	2 000	348 100	350 100	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 348 153
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 750
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	71 955 514	(8 584 100)	63 371 414	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU MINISTÈRE
				DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 62 508 925
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 801 000	(379 000)	3 422 000	Ministère des Affaires autochtones..... 2 829 024
	3 801 000	(379 000)	3 422 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU MINISTÈRE
				DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 2 829 024
				=====

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones repose sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO).

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)	
Administration du ministère (Poste 4)			Paiements de transfert	
Traitements et salaires.....	3 901 634		Règlements négociés.....	348 153
Avantages sociaux	481 546			-----
Transports et communications	205 065			348 153
Services.....	6 312 624			-----
Fournitures et matériel	72 692			

	10 973 561		Crédits législatifs	

Affaires autochtones (Poste 1)			Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 750

				6 750

Traitements et salaires.....	8 842 441		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	62 508 925
Avantages sociaux	1 048 351			=====
Transports et communications	543 475			
Services.....	5 425 995			
Fournitures et matériel	90 215			
Paiements de transfert			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Fonds de participation.....	8 753 894			
Soutien au fonds de négociations communautaires	2 811 133		Affaires autochtones (Poste 3)	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	1 762 008			
Négociations sur les revendications territoriales des Six-Nations	62 140		Paiements de transfert	
Les Chefs de l'Ontario	247 100		Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone.....	2 072 096
Ontario Native Women's Association.....	371 700		Règlements négociés.....	35 000
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	446 100		Programme d'infrastructure des centres d'amitié	721 928
Métis Nation of Ontario	200 000			-----
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington... ..	1 560 090			2 829 024
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain.....	450 000			-----
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	1 232 802			2 829 024
Fonds pour les nouvelles relations	14 333 017			-----
Fonds de développement économique des Métis.....	3 000 000		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	2 829 024
	-----			=====
	35 229 984			

	51 180 461			

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	1 338	1 395
Droits de demande – Accès à l'information.....	315	0
	<u>1 653</u>	<u>1 395</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>1 262 312</u>	<u>1 357 694</u>
DIVERS.....	<u>7</u>	<u>1</u>
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>1 263 972</u>	<u>1 359 090</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SERVICES RÉGIONAUX	2-15
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS	2-17
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-19

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 776 027	Administration du ministère	20 369 687	20 191 660
133 215 605	Affaires civiles et immigration	139 764 400	139 547 693
17 766 122	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 704 300	17 696 284
6 464 685	Services régionaux	6 463 600	6 350 591
22 477 819	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	40 168 900	38 406 804
202 700 258 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	224 470 887 =====	222 193 032 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services régionaux	2 000	0
36 446 987	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	217 846 900	217 846 869
36 446 987 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	217 850 900 =====	217 846 869 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services régionaux	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	19 602 000	687 500	20 289 500	Administration du ministère 20 140 123
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 37 152
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 14 385
	19 682 187	687 500	20 369 687	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 20 191 660
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à deux ministères (Affaires civiles et Immigration, Tourisme, Culture et Sport).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 324 505	
			Avantages sociaux	276 380	
			Transports et communications	49 128	
			Services	472 746	
			Fournitures et matériel	65 313	
				-----	3 188 072
Traitements et salaires.....	7 424 726		<i>Analyse et planification</i>		
Avantages sociaux	902 573		Traitements et salaires	544 744	
Transports et communications	264 590		Avantages sociaux	67 240	
Services.....	11 324 340		Transports et communications	6 266	
Fournitures et matériel	223 894		Services	7 871	
	-----		Fournitures et matériel	5 660	
	20 140 123			-----	631 781
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	2 561	
Traitements et salaires.....	1 422 843		Transports et communications	14 893	
Avantages sociaux	159 520		Services	2 042 176	
Transports et communications	115 969		Fournitures et matériel	61 253	
Services.....	64 766			-----	2 120 883
Fournitures et matériel	16 873		<i>Systèmes informatiques</i>		
	-----	1 779 971	Transports et communications	4 378	
		-----	Services	3 641 191	
<i>Services financiers et administratifs</i>				-----	3 645 569
Traitements et salaires.....	1 889 159		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux	252 559		Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications	56 750		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		37 152
Services.....	5 025 990		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Fournitures et matériel	58 331		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		14 385
	-----	7 282 789		-----	51 537
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Ressources humaines</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Traitements et salaires.....	1 240 914			20 191 660	
Avantages sociaux	146 874			=====	
Transports et communications	17 206				
Services.....	69 600				
Fournitures et matériel	16 464				
	-----	1 491 058			

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

602
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES
ET DE L'IMMIGRATION**

1	129 822 500	9 941 900	139 764 400	Affaires civiles et immigration	139 547 693
	129 822 500	9 941 900	139 764 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES AFFAIRES	
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION	139 547 693
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Division des affaires civiles et de l'immigration est responsable de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La Division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario et pour que soient reconnus les particuliers qui ont fait des contributions extraordinaires dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		9 463 788
Avantages sociaux		1 360 936
Transports et communications		508 633
Services.....		4 268 118
Fournitures et matériel		204 081
Paiements de transfert		
Course de langues	65 379 490	
Formation en milieu de travail	36 547 490	
Subventions pour l'établissement et l'intégration.....	12 668 504	
Initiatives de bénévolat	9 146 653	
	-----	123 742 137

		139 547 693

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVILES ET DE L'IMMIGRATION		139 547 693
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**

1	18 232 200	(527 900)	17 704 300	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 696 284
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	
	18 232 200	(527 900)	17 704 300		17 696 284
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à promouvoir l'égalité des femmes, à faire avancer la sécurité économique des femmes et à prévenir la violence à l'égard des femmes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		1 788 212
Avantages sociaux		229 862
Transports et communications		72 790
Services.....		441 257
Fournitures et matériel		20 867
Paielements de transfert		
Initiatives de prévention		
de la violence	7 930 413	
Initiatives de promotion de		
l'autonomie financière	7 212 883	
	-----	15 143 296

		17 696 284

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA DIRECTION		
GÉNÉRALE DE LA CONDITION		
FÉMININE DE L'ONTARIO		17 696 284
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX
1	6 710 700	(247 100)	6 463 600	Services régionaux..... 6 350 591
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	6 710 700	(247 100)	6 463 600	SERVICES RÉGIONAUX 6 350 591
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services régionaux..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
	2 000		2 000	SERVICES RÉGIONAUX 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Services régionaux..... 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
	1 000		1 000	SERVICES RÉGIONAUX 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration et le ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services régionaux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	4 963 258	
Avantages sociaux	694 454	
Transports et communications	228 156	
Services.....	393 555	
Fournitures et matériel	71 168	

	6 350 591	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES		
SERVICES RÉGIONAUX	6 350 591	
	=====	

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

607
CHARGES DE FONCTIONNEMENTSECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS
ET PARAPANAMÉRICAINS

1	47 968 900	(7 800 000)	40 168 900	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	38 406 804
	<u>47 968 900</u>	<u>(7 800 000)</u>	<u>40 168 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS.....	<u>38 406 804</u>
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2	271 627 800	(53 780 900)	217 846 900	Jeux panaméricains et parapanaméricains – Immobilisations	217 846 869
	<u>271 627 800</u>	<u>(53 780 900)</u>	<u>217 846 900</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS.....	<u>217 846 869</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains est chargé de surveiller les engagements financiers de l'Ontario à l'égard des Jeux et de collaborer avec le comité d'organisation TO2015 et les administrations fédérales et municipales pour veiller à l'atteinte de la vision des Jeux.

Le Secrétariat coordonne la participation de la province à la planification et aux activités opérationnelles relatives aux Jeux, fournit des services importants et de l'expertise pour l'accueil des Jeux et fait en sorte que les générations futures de l'Ontario puissent continuer d'en retirer les fruits.

Le Secrétariat travaille avec Infrastructure Ontario et le ministère de l'Infrastructure à la coordination de l'accélération de l'aménagement de West Don Lands pour le village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains, et il collabore étroitement avec tous les partenaires participant à l'élaboration de projets de construction et d'amélioration d'installations sportives et récréatives à l'intention des athlètes et de toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS – CRÉDIT 607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains (Poste 1)		Jeux panaméricains et parapanaméricains – Immobilisations (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	5 361 056	Paiements de transfert	
Avantages sociaux	586 399	Infrastructure des Jeux panaméricains	
Transports et communications	193 886	et parapanaméricains.....	217 846 869
Services.....	1 839 883		-----
Fournitures et matériel	125 580		217 846 869
Paiements de transfert			-----
Jeux panaméricains et parapanaméricains.....	30 300 000		
	-----	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	38 406 804	SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS	
	-----	ET PARAPANAMÉRICAINS	217 846 869
			=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS			
ET PARAPANAMÉRICAINS	38 406 804		
	=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais.....	10 000 000	12 000 000
Accord d'immigration	2 006 462	0
	<u>12 006 462</u>	<u>12 000 000</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	 <u>2 767 847</u>	 <u>2 246 332</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 <u>439 926</u>	 <u>1 020 914</u>
 DIVERS.....	 <u>2 000 129</u>	 <u>124</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>17 214 364</u>	 <u>15 267 370</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-22
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-23
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-25
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-27
LOGEMENT ABORDABLE	2-29
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-24
ÉTAT DES RECETTES	2-31
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 092 732	Administration du ministère	29 869 887	28 254 894
28 450 020	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	50 573 200	50 054 015
13 240 181	Administrations locales et politiques d'aménagement	14 138 000	14 105 157
660 386 157	Logement abordable	698 085 800	696 219 835
729 169 090 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	792 666 887 =====	788 633 901 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
752 707	Logement abordable	0	0
752 707 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	0 =====	0 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3 000 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	15 377 200	15 273 200
75 943 195	Logement abordable	123 913 300	123 913 293
78 943 195 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	139 290 500 =====	139 186 493 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	31 439 700	(1 650 000)	29 789 700	Administration du ministère 28 187 785
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 36 057
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 052
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 28 254 894
	31 519 887	(1 650 000)	29 869 887	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et de ses biens matériels. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	10 067 407	Traitements et salaires	1 263 511
Avantages sociaux	1 612 964	Avantages sociaux	204 299
Transports et communications	197 665	Transports et communications	15 203
Services.....	15 744 201	Services	83 466
Fournitures et matériel	565 548	Fournitures et matériel	19 682
	-----		-----
	28 187 785		1 586 161
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 839 525	Transports et communications	18 753
Avantages sociaux	235 444	Services	5 171 349
Transports et communications	56 732	Fournitures et matériel	61 884
Services.....	65 393		-----
Fournitures et matériel	29 255		5 251 986
	-----		-----
	2 226 349		-----
	-----		-----
<i>Services de communication</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	2 700 260	Services	904 026
Avantages sociaux	392 075		-----
Transports et communications	44 906		904 026
Services.....	269 147		-----
Fournitures et matériel	22 739		-----
	-----		-----
	3 429 127		-----
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	4 264 111	Avantages sociaux	6 331
Avantages sociaux	774 815	Transports et communications	8 560
Transports et communications	53 511	Services	7 608 995
Services.....	1 641 825	Fournitures et matériel	4 731
Fournitures et matériel	427 257		-----
	-----		7 628 617
	7 161 519		-----
	-----		-----
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	36 057
		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	31 052

			67 109

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	28 254 894
			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
4	23 696 400	26 876 800	50 573 200	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 50 054 015
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.... 50 054 015
	23 696 400	26 876 800	50 573 200	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 002 000	12 373 200	15 375 200	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 15 273 200
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.... 15 273 200
	3 004 000	12 373 200	15 377 200	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme travaille avec les municipalités pour accroître la réceptivité à l'investissement, la capacité de gestion des biens, la stabilité financière à long terme des municipalités afin d'optimiser leur contribution au programme économique de la province. Il supervise la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement* ainsi que de la législation, des politiques et des programmes s'y rattachant. Il surveille également la mise en œuvre du Code du bâtiment de l'Ontario. De plus, par l'élaboration de politiques et de programmes, il soutient des initiatives gouvernementales de premier plan comme la conservation de l'eau et de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection des sources d'eau et l'accès facile dans le milieu bâti. Ce programme est un canal essentiel pour le partage du renseignement entre la province et les principaux intervenants, dont les municipalités, les communautés autochtones et le secteur du bâtiment, afin de soutenir la prise de décisions et l'élaboration de politiques. Il dirige également le système d'aménagement du territoire à guichet unique de la province et administre les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe pour aider les municipalités et les particuliers à se rétablir rapidement après des tornades, des inondations et d'autres catastrophes naturelles.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	13 719 109	Paiements de transfert	
Avantages sociaux	1 861 782	Aide aux municipalités en	
Transports et communications	395 992	cas de catastrophes.....	10 798 200
Services.....	4 025 402	Aide spéciale aux municipalités et aux	
Fournitures et matériel	218 080	organisations municipales.....	4 475 000
Paiements de transfert			-----
Secours aux victimes			15 273 200
de catastrophes.....	4 600 000		-----
Aide aux municipalités		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
en cas de catastrophes	7 251 900	PROGRAMME DES SERVICES	
Paiements en vertu de la <i>Loi</i>		AUX MUNICIPALITÉS ET	
<i>sur les subventions tenant lieu</i>		RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT...	15 273 200
<i>d'impôt aux municipalités</i>	65 418 021		=====
Impôts sur les propriétés			
provinciales louées en vertu de la			
<i>Loi sur les subventions tenant lieu</i>			
<i>d'impôt aux municipalités</i>	9 908 813		
Aide au Conseil de la zone de			
développement de Moosonee	2 166 000		
Aide aux conseils d'aménagement	350 000		
Règlement.....	15 000 000		
Aide spéciale aux municipalités et			
aux organisations municipales.....	465 750		

	105 160 484		

	125 380 849		
Moins : Recouvrements	75 326 834		

	50 054 015		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX MUNICIPALITÉS ET			
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT...	50 054 015		
	=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1903
CHARGES DE FONCTIONNEMENTADMINISTRATIONS LOCALES ET
POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT

7	13 238 000	900 000	14 138 000	Administrations locales et politiques d'aménagement.....	14 105 157
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– ADMINISTRATIONS LOCALES ET	
				POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	14 105 157
	13 238 000	900 000	14 138 000		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques et durables qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la qualité et l'efficacité des administrations locales, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables, et bâtit et entretient des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités, les Autochtones et les autres ministères et administrations. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	8 415 376
Avantages sociaux	1 136 371
Transports et communications	123 742
Services.....	2 351 654
Fournitures et matériel	78 014
Paielements de transfert	
Subvention pour la recherche et l'analyse –	
données sur les municipalités	2 000 000

	14 105 157

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ADMINISTRATIONS LOCALES	
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	14 105 157
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1904
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE

2	593 635 000	102 295 400	695 930 400	Logement social et logement du marché privé	694 150 719
3	1 855 400	300 000	2 155 400	Location à usage d'habitation	2 069 116
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	696 219 835
	595 490 400	102 595 400	698 085 800		
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	170 081 000	(46 167 700)	123 913 300	Logement abordable – immobilisations	123 913 293
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	123 913 293
	170 081 000	(46 167 700)	123 913 300		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et de soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement de programmes à l'intention des promoteurs de logements sociaux et abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	9 087 912		Traitements et salaires	1 241 095	
Avantages sociaux	1 343 693		Avantages sociaux	193 391	
Transports et communications	138 776		Transports et communications	49 180	
Services.....	4 602 381		Services	564 712	
Fournitures et matériel	125 411		Fournitures et matériel	20 738	
Paiements de transfert					
Paiements aux gestionnaires des					
services, y compris pour les					
activités sans but lucratif offertes					
dans les territoires non					
érigés en municipalité.....	441 250 239				
Paiements à la Société					
ontarienne d'hypothèques					
et de logement	93 272 057				
Programme d'allocations					
de logement.....	5 922 546				
Investissement dans le logement					
abordable – Supplément au					
loyer - Fédéral	12 578 395				
Investissement dans le logement					
abordable – Supplément au					
loyer - Provincial.....	11 793 615				
Investissement dans le logement					
abordable – Allocation de					
logement - Fédéral.....	13 047 129				
Investissement dans le logement					
abordable – Allocation de					
logement - Provincial	12 233 106				
Programme de logement en milieu					
rural et autochtone.....	7 573 400				
Programme ontarien d'aide					
aux familles locataires.....	3 607 393				
Banques d'aide au loyer	5 300 000				
Programme à court					
terme d'aide au loyer.....	11 741 448				
Programme de prévention					
de l'itinérance.....	58 473 505				
Payments for Non-Profit					
Housing Operations.....	8 670 013				
	-----	685 462 846			
		700 761 019			
Moins : Recouvrements		6 610 300			

		694 150 719			

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DE		
			LOGEMENT ABORDABLE		696 219 835
			=====		=====
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
			Paiements de transfert		
			Dépenses en immobilisations –		
			Société ontarienne		
			d'hypothèques et de logement.....		2 919 565
			Programme de logement		
			abordable – contribution du		
			gouvernement fédéral.....		55 655 030
			Programme de logement		
			abordable – contribution du		
			gouvernement provinciale.....		65 338 698
				-----	123 913 293

					123 913 293

			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DE		
			LOGEMENT ABORDABLE		123 913 293
			=====		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.).....	467 099 446	472 745 512
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.).....	55 655 030	42 386 163
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs.....	81 229	80 101
Autres	30 432 316	8 869 421
	<u>553 268 021</u>	<u>524 081 197</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	93 830 063	94 365 330
Intérêt sur la dette publique	10 431 738	10 535 594
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	213 893
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités.....	84 326	68 492
Rénovation urbaine.....	46 558	46 558
Syndicat/Association	7 160	9 110
Subventions des années précédentes.....	0	39 625
Autres	0	6 393
	<u>104 613 738</u>	<u>105 284 995</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	377 249	360 367
Droits – Formation adm. code du bâtiment.....	70 344	107 422
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	42 758	58 550
Droits d'entretien et liés aux normes	17 305	12 190
Évaluation de matériaux de construction	3 221	6 441
Frais pour chèques refusés	35	0
	<u>510 912</u>	<u>544 970</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario.....	161 820	197 803
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	50 992	68 671
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	36 271	889 825
	<u>249 083</u>	<u>1 156 299</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>517 601</u>	<u>1 115 323</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts.....	1 576	5 542
Pénalités – intérêts	1 143	2 416
Autres	921 879	8 183
	-----	-----
	924 598	16 141
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	660 083 953	632 198 925
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains.....</i>	7 058	16 308
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles.....	18 209	19 943
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	25 267	36 251
	=====	=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-34
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-35
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	2-38
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	2-40
ÉLABORATION DES POLITIQUES	2-44
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-36, 2-37, 2-39, 2-42
ÉTAT DES RECETTES	2-46
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-46

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 321 927	Administration du ministère	26 381 014	25 466 034
85 627 079	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	86 622 700	85 280 275
486 701 389	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	517 248 100	509 042 934
15 660 731	Élaboration des politiques	16 698 800	15 304 291
613 311 126 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	646 950 614 =====	635 093 534 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
5 500 300	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	4 563 500
201 039	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	5 300 000	0
5 701 339 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	17 900 000 =====	4 563 500 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
281 945	Administration du ministère	468 000	289 664
542 631 756	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	222 351 300	194 010 408
542 913 701 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	222 819 300 =====	194 300 072 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 297 900	1 102 827
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 297 900 =====	1 102 827 =====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	26 117 000	200 000	26 317 000	Administration du ministère 25 400 066
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>26 181 014</u>	<u>200 000</u>	<u>26 381 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 25 466 034
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Administration du ministère 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	467 000		467 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 289 664
	<u>468 000</u>		<u>468 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 289 664
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 297 900		1 297 900	Administration du ministère 1 102 827
	<u>1 297 900</u>		<u>1 297 900</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 102 827
				=====

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à fournir une orientation de haut niveau et des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Elle vise à offrir au ministère des conseils et de l'expertise en matière financière, opérationnelle, transactionnelle ou relativement aux autres activités et aux ressources humaines, et ce, de la manière suivante : élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, fournir des services de planification financière, de gestion de projet, de communication et de vérification, administrer les services juridiques et de technologie de l'information, offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, maintenir des liens avec les organismes centraux du gouvernement et assurer la prestation des services en français, des programmes de gestion des situations d'urgence et des initiatives de promotion de la diversité et de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 883 833	
Traitements et salaires.....	12 997 634		Avantages sociaux	219 828	
Avantages sociaux	2 317 284		Transports et communications	25 589	
Transports et communications	585 209		Services	246 679	
Services.....	8 718 420		Fournitures et matériel	33 472	
Fournitures et matériel	781 519				2 409 401

			<i>Services de communication</i>		
			Traitements et salaires	3 622 836	
			Avantages sociaux	547 587	
			Transports et communications	89 195	
			Services	900 974	
			Fournitures et matériel	64 827	
					5 225 419

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 290 458		Traitements et salaires	4 418	
Avantages sociaux	249 088		Transports et communications	21 010	
Transports et communications	102 852		Services	2 375 886	
Services.....	180 099		Fournitures et matériel	45 252	
Fournitures et matériel	33 345				2 446 566
		2 855 842			-----

			<i>Services de vérification</i>		
<i>Services opérationnels</i>			Transports et communications	450	
Traitements et salaires.....	2 401 403		Services	351 109	
Avantages sociaux	857 586				351 559
Transports et communications	307 754				-----
Services.....	4 255 687				
Fournitures et matériel	578 781				
		8 401 211			

			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Planification des activités et services financiers</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	2 794 686		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux	443 195		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications	38 359		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
Services.....	407 986				-----
Fournitures et matériel	25 842				65 968
		3 710 068			-----

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
					25 466 034
					=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATION		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs		Administration du ministère (Poste 4)	
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.</i>	289 664	Parc automobile et flotte de bateaux	1 102 827
	-----		-----
	289 664		1 102 827
	-----		-----
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	289 664	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 102 827
	=====		=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	85 612 700	1 000 000	86 612 700	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 85 237 263
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 43 012
	85 622 700	1 000 000	86 622 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT 85 280 275
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 51 400
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 4 512 100
	12 300 000		12 300 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT 4 563 500
				=====

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé des animaux, à l'aménagement du territoire et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

[illegible]

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108	PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES			
	BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES			
1	141 495 800	8 536 000	150 031 800	Développement économique..... 147 178 929
3	73 546 400	17 700 000	91 246 400	Recherche 90 885 273
4	330 447 900	(54 500 000)	275 947 900	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 269 209 557
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 1 769 175
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
	545 512 100	(28 264 000)	517 248 100	509 042 934
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	4 999 000		4 999 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 0
L	1 000		1 000	Gestion des risques des entreprises – avances et montants récupérables de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
	5 300 000		5 300 000	0
	=====	=====	=====	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et des organismes afin d'entreprendre des initiatives de développement économique.

**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

[illegible]

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires		
d'hygiène vétérinaire		
et d'agroalimentaire	1 000 000	
Fonds pour l'infrastructure		
à large bande	37 403 131	
Fonds pour l'infrastructure à large		
bande – contribution fédérale	10 316 001	
Fonds Chantiers Canada –		
Volet Collectivités.....	9 412 914	
Fonds Chantiers Canada –		
Volet Collectivités –		
contribution fédérale	2 520 762	
Fonds Chantiers Canada –		
Volet Grandes infrastructures.....	18 121 265	
Fonds pour l'infrastructure verte	15 709 204	
Programme ontarien d'aide aux		
petits réseaux de distribution		
d'eau – 3 ^e période.....	7 382 556	
Autre financement pour		
l'infrastructure communautaire		
– contribution fédérale	12 000 000	
Autre financement pour		
l'infrastructure communautaire		
– contribution provinciale	51 180 275	
Investissements dans l'entretien		
des installations de recherche		
et d'éducation.....	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure		
de recherche et d'éducation....	17 714 300	
Stratégie relative aux infrastructures		
municipales	8 250 000	
	-----	194 010 408

		194 010 408

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
ET DES BIOPRODUITS ET		
COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..	194 010 408	
	=====	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

109
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES

1	16 898 800	(200 000)	16 698 800	Élaboration des politiques.....	15 304 291
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ÉLABORATION	
	16 898 800	(200 000)	16 698 800	DES POLITIQUES	15 304 291
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils et de services d'élaboration de politiques stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes. Élaboration des politiques est responsable de l'analyse des politiques ministérielles dans les domaines de la salubrité des aliments, de la santé des animaux, de l'environnement et du développement économique, de la planification et des politiques stratégiques ainsi que du commerce et des relations intergouvernementales. La stratégie comprend également l'élaboration de lois et de programmes et la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que des responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Élaboration des politiques (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	10 412 802	
Avantages sociaux	1 429 587	
Transports et communications	409 590	
Services.....	2 911 100	
Fournitures et matériel	141 212	

	15 304 291	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME D'ÉLABORATION		
DES POLITIQUES	15 304 291	
	=====	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Cultivons l'avenir	34 306 398	37 565 432
Autre infrastructure communautaire	12 000 000	0
Fonds pour l'infrastructure à large bande	10 316 001	14 000 001
Agri-flexibilité – Projet pilote sur l'hygiène des viandes.....	7 196 638	371 946
Fonds Chantiers Canada	2 520 762	58 662 870
Indemnisation des dommages causés par la faune	1 156 153	1 166 559
Agri-Stabilité – Administration	318 000	338 271
Fonds de stimulation de l'infrastructure	0	99 512 884
Fonds Chantiers Canada – 2 ^e période	0	23 667 729
Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario	0	11 172 100
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario.....	0	252 141
Programme d'indemnisation contre la rage	0	400
	<u>67 813 952</u>	<u>246 710 333</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	 45 240	 35 105
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	 898 367	 887 896
 AMENDES ET PÉNALITÉS	 2 000	 0
 VENTES ET LOCATIONS.....	 23 771 117	 6 365 674
 REDEVANCES.....	 0	 107
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 28 596 783	 34 239 892
 DIVERS.....	 2 021 219	 2 982 237
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 123 148 678	 291 221 244
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux	6 275 679	5 812 492
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	88 300	34 332
	<u>6 363 979</u>	<u>5 846 824</u>
 TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	 6 363 979	 5 846 824
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-49
COMMISSAIRES	2-52
ÉTAT DES RECETTES	2-54

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	400 200		400 200	Présidence..... 260 708
2	789 400	9 900	799 300	Bureau du greffier..... 595 624
3	12 151 500	(26 400)	12 125 100	Services parlementaires 10 739 728
4	11 422 700	(18 200)	11 404 500	Services d'information et de technologie..... 10 194 492
5	6 015 600	21 900	6 037 500	Services administratifs..... 5 560 397
6	20 596 100	12 800	20 608 900	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire 19 025 111
8	12 105 600		12 105 600	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 12 073 876
9	22 637 100		22 637 100	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 21 280 503
10	38 903 400		38 903 400	Services de soutien aux bureaux des députés..... 36 232 188
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 262 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE 116 224 627
	125 283 600	0	125 283 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Présidence (Poste 1)		Traitements et salaires	6 950 473
		Avantages sociaux	1 656 987
		Transports et communications	113 842
		Services	914 475
		Fournitures et matériel	568 532
			10 204 309
		Moins : Recouvrements	9 817
			10 194 492
Traitements et salaires.....	53 591	Services administratifs (Poste 5)	
Avantages sociaux	33 836	Traitements et salaires	3 690 001
Transports et communications	36 833	Avantages sociaux	796 207
Services.....	115 012	Transports et communications	582 603
Fournitures et matériel	21 436	Services	420 385
	260 708	Fournitures et matériel	140 637
			5 629 833
Bureau du greffier (Poste 2)		Moins : Recouvrements	69 436
			5 560 397
Traitements et salaires.....	465 333	Sergent d'armes et locaux de	
Avantages sociaux	78 828	l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Transports et communications	10 394	Traitements et salaires	6 507 344
Services.....	20 076	Avantages sociaux	1 386 918
Fournitures et matériel	20 993	Transports et communications	42 108
	595 624	Services	8 872 904
		Fournitures et matériel	2 360 933
Services parlementaires (Poste 3)			19 170 207
		Moins : Recouvrements	145 096
			19 025 111
Traitements et salaires.....	7 085 065	Services de soutien aux	
Avantages sociaux	1 723 764	groupes parlementaires (Poste 8)	
Transports et communications	332 530	Traitements et salaires	6 250 432
Services.....	1 337 643	Avantages sociaux	1 277 718
Fournitures et matériel	382 347	Transports et communications	633 795
	10 861 349	Services	3 538 655
Moins : Recouvrements	121 621	Fournitures et matériel	373 276
	10 739 728		12 073 876

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	12 977 838
Avantages sociaux	5 260 304
Transports et communications	1 676 351
Services.....	1 349 172
Fournitures et matériel	16 838

	21 280 503

Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	18 949 867
Avantages sociaux	4 118 311
Transports et communications	2 968 758
Services.....	8 207 177
Fournitures et matériel	1 988 075

	36 232 188

Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	262 000

	262 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	116 224 627
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

202
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES COMMISSAIRES

1	3 789 400		3 789 400	Commissaire à l'environnement	3 714 047
2	15 096 700		15 096 700	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée.....	13 846 714
3	2 414 000		2 414 000	Bureau du commissaire à l'intégrité	1 751 911
4	8 543 000		8 543 000	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes.....	7 718 454
	29 843 100		29 843 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....	27 031 126
					=====

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario*; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 046 132
Avantages sociaux	369 791
Transports et communications	94 659
Services.....	1 030 188
Fournitures et matériel	173 277

	3 714 047

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	9 663 655
Avantages sociaux	1 847 767
Transports et communications	231 120
Services.....	1 785 107
Fournitures et matériel	319 065

	13 846 714

Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	1 006 046
Avantages sociaux	214 301
Transports et communications	72 197
Services.....	435 104
Fournitures et matériel	24 263

	1 751 911

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	3 443 548
Avantages sociaux	1 008 904
Transports et communications	928 078
Services.....	2 085 560
Fournitures et matériel	252 364

	7 718 454

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES	27 031 126
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	485	1 052
VENTES ET LOCATIONS.....	26 346	30 245
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	293 617	95 089
DIVERS.....	933	408
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	321 381 =====	126 794 =====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-56
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-57
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-58
ÉTAT DES RECETTES	2-59

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

27 207 623	Bureau du conseil des ministres	27 827 914	26 684 946
<u>27 207 623</u>		<u>27 827 914</u>	<u>26 684 946</u>
=====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	26 895 900	540 000	27 435 900	Bureau principal 26 365 402
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement..... 312 794
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 750
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	27 287 914	540 000	27 827 914	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU
				DU CONSEIL DES MINISTRES 26 684 946
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Affaires intergouvernementales</i>			
Bureau principal (Poste 1)						
Traitements et salaires.....	18 842 926		Traitements et salaires	4 922 766		
Avantages sociaux	2 152 204		Avantages sociaux	550 240		
Transports et communications	577 394		Transports et communications	262 265		
Services.....	3 590 651		Services	890 735		
Fournitures et matériel	394 937		Fournitures et matériel	98 701		
Paiements de transfert			Paiements de transfert			
Secrétariat des conférences			Secrétariat des conférences			
intergouvernementales			intergouvernementales			
canadiennes	90 600		canadiennes.....	90 600		
Institut des relations			Institut des relations			
intergouvernementales	24 000		intergouvernementales .	24 000		
Conseil de la fédération.....	692 690		Conseil de la fédération ..	692 690		
	-----			-----		
	807 290			807 290		
	-----			-----		
	26 365 402			7 531 997		
	-----			-----		
			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)			
Bureau du Conseil des ministres						
Traitements et salaires.....	13 920 160		Traitements et salaires	266 979		
Avantages sociaux	1 601 964		Avantages sociaux	30 833		
Transports et communications	315 129		Transports et communications	5 724		
Services.....	2 699 916		Services	4 910		
Fournitures et matériel	296 236		Fournitures et matériel	4 348		
	-----			-----		
	18 833 405			312 794		
	-----			-----		
			Crédits législatifs			
			Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....			
			6 750			

			6 750			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....			26 684 946			
			=====			

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	729
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	765	1 364
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	950	0
	-----	-----
DIVERS.....	22	9
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	1 737	2 102
	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-62
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-64
ÉTAT DES RECETTES	2-65

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

98 332 612	Bureau du directeur général des élections	17 492 600	33 669 379
<u>98 332 612</u>		<u>17 492 600</u>	<u>33 669 379</u>
98 332 612	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	17 492 600	33 669 379
=====	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	7 595 400		7 595 400	Administration des élections..... 6 914 907
2	9 897 200		9 897 200	Administration du financement des élections 6 181 306
L	0		0	Loi électorale..... 20 573 166
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
				DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..... 33 669 379
	17 492 600		17 492 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 400 associations de circonscription et 13 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 720 585
Avantages sociaux	1 194 322

	6 914 907

Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	805 653
Avantages sociaux	173 112
Transports et communications	44 768
Services.....	699 719
Fournitures et matériel	86 499
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en	
vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i> .	4 446 798

	6 256 549
Moins : Recouvrements	75 243

	6 181 306

Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	20 573 166

	20 573 166

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS...	33 669 379
	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DIVERS.....	0	8 264
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	0	8 264
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	2-69

2011 – 2012		2012 – 2013	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

1 192 629	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 359 100	1 334 554
1 192 629	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	1 359 100	1 334 554

[illegible]

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabetisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	718 272	
Avantages sociaux	72 798	
Transports et communications	45 555	
Services.....	175 858	
Fournitures et matériel	166 271	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire	155 800	

	1 334 554	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 334 554	
	=====	

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-72
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	2-73
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-74

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

15 240 093	Bureau du vérificateur général	16 224 100	15 199 588
<u>15 240 093</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>16 224 100</u>	<u>15 199 588</u>
=====	LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	=====	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

1	15 821 400	15 821 400	Bureau du vérificateur général.....	14 920 655
L	402 700	402 700	Loi sur le vérificateur général	278 933
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DU BUREAU	
			DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	
	16 224 100	16 224 100		15 199 588

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	9 286 283
Avantages sociaux	1 922 948
Transports et communications	308 567
Services.....	2 864 107
Fournitures et matériel	465 761
Paielements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.....	72 989

	14 920 655

Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	245 731
Services.....	33 202

	278 933

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	15 199 588
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-76
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-77
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-78
ÉTAT DES RECETTES.....	2-79

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

2 683 137	Cabinet du Premier ministre	2 761 161	2 442 090
<u>2 683 137</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>2 761 161</u>	<u>2 442 090</u>
=====	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	=====	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE

1	2 655 300	2 655 300	Cabinet du Premier ministre	2 335 281
L	89 688	89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
L	16 173	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 385
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DU	
			CABINET DU PREMIER MINISTRE	
	2 761 161	2 761 161		2 442 090

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 932 128	
Avantages sociaux	237 528	
Transports et communications	118 473	
Services	29 095	
Fournitures et matériel	18 057	

	2 335 281	

Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 385	

	106 809	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 442 090	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	157 -----	0 -----
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	157 =====	0 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-82
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-83
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-86
MINES ET MINÉRAUX.....	2-89
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-85, 2-88, 2-91
ÉTAT DES RECETTES	2-92
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-92

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 174 735	Administration du ministère	13 043 914	11 720 644
270 433 935	Développement du Nord	241 127 200	236 670 666
50 391 434	Mines et minéraux	57 865 500	55 093 733
332 000 104 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	312 036 614 =====	303 485 043 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 003 853	Développement du Nord	7 599 300	5 467 917
0	Mines et minéraux	1 000	0
1 003 853 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 601 300 =====	5 467 917 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	7 400	6 968
328 199 668	Développement du Nord	346 421 100	342 745 644
4 923 136	Mines et minéraux	17 452 900	17 288 099
333 122 804 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	363 881 400 =====	360 040 711 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
44 616	Administration du ministère	1 000	0
633 303 583	Développement du Nord	548 825 800	522 238 301
204 613	Mines et minéraux	126 000	118 081
633 552 812 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	548 952 800 =====	522 356 382 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 308 900	670 000	12 978 900	Administration du ministère 11 655 703
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 15 640
	<u>12 373 914</u>	<u>670 000</u>	<u>13 043 914</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 11 720 644
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	6 400		6 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 6 968
	<u>7 400</u>		<u>7 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 6 968
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communications</i>		
Traitements et salaires.....	6 464 740		Traitements et salaires	1 421 796	
Avantages sociaux	889 813		Avantages sociaux	189 332	
Transports et communications	380 410		Transports et communications	79 128	
Services.....	10 860 234		Services	290 611	
Fournitures et matériel	237 731		Fournitures et matériel	73 442	
	-----			-----	2 054 309
	18 832 928				-----
Moins : Recouvrements	7 177 225		<i>Analyse et planification</i>		
	-----		Traitements et salaires	1 219 841	
	11 655 703		Avantages sociaux	126 965	
	-----		Transports et communications	27 992	
			Services	62 243	
<i>Bureau principal</i>			Fournitures et matériel	17 543	
Traitements et salaires.....	1 643 098			-----	1 454 584
Avantages sociaux	216 685				-----
Transports et communications	143 794		<i>Services juridiques</i>		
Services.....	116 100		Traitements et salaires	23 042	
Fournitures et matériel	48 317		Avantages sociaux	3 427	
	-----	2 167 994	Transports et communications	15 627	
		-----	Services	1 801 638	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Fournitures et matériel	15 731	
Traitements et salaires.....	1 414 110			-----	1 859 465
Avantages sociaux	181 233				-----
Transports et communications	69 567		<i>Services de vérification</i>		
Services.....	6 548 481		Services	145 000	
Fournitures et matériel	68 159			-----	145 000
	-----				-----
	8 281 550		<i>Systèmes informatiques</i>		
Moins : Recouvrements	5 562 725		Services	1 827 430	
	-----	2 718 825	Moins : Recouvrements	1 614 500	
		-----		-----	212 930

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	742 853				
Avantages sociaux	172 171				
Transports et communications	44 302				
Services.....	68 731				
Fournitures et matériel	14 539				
	-----	1 042 596			

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs			
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	15 640		
	-----	Autres opérations	
	64 941	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	6 968
	-----		-----
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			6 968
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 720 644	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	=====	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 968
			=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 599 300	5 000 000	7 599 300	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... 5 467 917
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD
	2 599 300	5 000 000	7 599 300	5 467 917

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	135 674 000	(1 900 000)	133 774 000	Développement économique du Nord 131 001 344
L	212 647 100		212 647 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 211 744 300
	348 321 100	(1 900 000)	346 421 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD 342 745 644
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

4	550 925 800	(2 100 000)	548 825 800	Développement du Nord – immobilisations 522 238 301
	550 925 800	(2 100 000)	548 825 800	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD 522 238 301
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques, fortes et durables. Le ministère dirige des initiatives visant à stimuler la croissance économique, la création d'emplois, la promotion du commerce et des investissements, l'amélioration de l'infrastructure et une meilleure qualité de vie pour les Nord-Ontariens, et il contribue à leur réalisation.

Les programmes ministériels comme l'Aide à l'exportation pour les secteurs minier et forestier s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la diversification économique par les programmes améliorés de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, notamment le Programme des entrepreneurs, un de sept programmes visant à aider les secteurs public et privé dans leurs efforts de croissance et de diversification de l'économie du Nord. Parmi les autres initiatives ayant pour but de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, mentionnons le Programme de réceptivité des collectivités du Nord à l'investissement et le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

Le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Grâce à ce programme, le réseau de bureaux du ministère offre aux collectivités, aux entreprises et aux entrepreneurs du Nord un accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de participer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Développement économique du Nord (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	9 118 818
Avantages sociaux	1 269 219
Transports et communications	477 320
Services.....	12 999 379
Fournitures et matériel	222 389
Paiements de transfert	
Services communautaires	592 758
Développement économique.....	2 508 966
Service d'emplois d'été.....	3 360 000
Commission de transport	
Ontario Northland	55 248 000
Compagnie de transport	
d'Owen Sound	1 376 110
Programme InvestiNord	
du gouvernement de l'Ontario.....	419 677
Fonds du patrimoine du	
Nord de l'Ontario	34 500 000
Associations municipales	
du Nord de l'Ontario	100 000
Centres d'encadrement des	
petits entrepreneurs	450 000
Programme de réduction des	
tarifs d'électricité pour le	
secteur industriel du Nord	119 951 875
Développement économique	
des communautés autochtones	4 041 410

	222 548 796

	246 635 921
Moins : Recouvrements	10 186 406

	236 449 515

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Loi sur	
l'administration financière.....	221 151

	221 151

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
	236 670 666
	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)	
Prêts et investissements	
Développement économique.....	5 467 917

	5 467 917

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
	5 467 917
	=====

\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Développement économique du Nord (Poste 2)	
Services	24 907 567
Paiements de transfert	
Programme des routes d'hiver	4 788 800
Commission de transport	
Ontario Northland.....	28 972 720
Compagnie de transport	
d'Owen Sound	1 233 431
Fonds du patrimoine du	
Nord de l'Ontario.....	65 500 000
Renouvellement de	
l'infrastructure ferroviaire.....	2 822 827

	103 317 778
Autres opérations	
Autre – Routes d'accès aux ressources	2 775 999

	131 001 344

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Loi sur l'administration financière ..	211 744 300

	211 744 300

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
	342 745 644
	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Développement du Nord – immobilisations (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	56 634
Infrastructure des transports – coûts	
relatifs aux immobilisations.....	522 181 667

	522 238 301

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	
	522 238 301
	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203	PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	54 569 700	2 894 800	57 464 500	Compétitivité du secteur des minéraux..... 55 001 967
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 91 766
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	54 970 700	2 894 800	57 865 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 55 093 733
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux..... 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
				<u>=====</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 001 000	12 350 000	17 351 000	Compétitivité du secteur des minéraux..... 17 200 785
L	101 900		101 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 87 314
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	5 102 900	12 350 000	17 452 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 17 288 099
				<u>=====</u>

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Ce programme soutient l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes consacrés à tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées, en consultant les Nord-Ontariens, les Autochtones et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	1 973 765	58 236
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	95
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>)	1 154 170	1 517 698
Droits de demande – Accès à l'information.....	3 659	1 262
Frais pour chèques refusés.....	140	140
Droits de garantie – autres	0	24 000
	-----	-----
	1 157 969	1 543 100
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	330	1 020
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS.....	299 875	374 387
	-----	-----
REDEVANCES.....	3 867 276	35 813 095
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 122 834	4 581 380
	-----	-----
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	221 150	3 401 559
Autres	1 901	173 335
	-----	-----
	223 051	3 574 894
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	13 645 100	45 946 207
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Développement économique – Remboursements	0	1 566 667
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET		
DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	0	1 566 667
	=====	=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET DE L'INNOVATION**

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-94
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-95
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INNOVATION.....	2-97
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-96, 2-101
ÉTAT DES RECETTES	2-102
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-102

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
16 256 283	Administration du ministère	17 134 987	17 029 345
911 503 500	Développement économique et innovation	937 414 300	919 038 065
927 759 783 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	954 549 287 =====	936 067 410 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
85 584 764	Développement économique et innovation	58 506 000	21 353 122
85 584 764 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	58 506 000 =====	21 353 122 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
114 982 983	Développement économique et innovation	151 710 000	131 708 000
114 982 983 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	151 710 000 =====	131 708 000 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement économique et innovation	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	18 053 800	(1 000 000)	17 053 800	Administration du ministère 16 953 618
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 56 051
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 19 676
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	18 134 987	(1 000 000)	17 134 987	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 17 029 345
				=====

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services généraux (financiers, juridiques, communications, ressources humaines, planification et autres). Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Services aux consommateurs.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	8 838 184		Traitements et salaires	2 758 503	
Avantages sociaux	1 208 721		Avantages sociaux	365 972	
Transports et communications	340 622		Transports et communications	63 768	
Services.....	6 324 037		Services	969 554	
Fournitures et matériel	242 054		Fournitures et matériel	100 799	
	-----			-----	4 258 596
	16 953 618				-----
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	1 746	
Traitements et salaires.....	2 945 525		Transports et communications	33 733	
Avantages sociaux	367 829		Services	1 996 102	
Transports et communications	151 254		Fournitures et matériel	17 811	
Services.....	542 339			-----	2 049 392
Fournitures et matériel	40 560				-----
	-----	4 047 507			
		-----	<i>Services de vérification</i>		
<i>Planification et finances</i>			Services	934 700	
Traitements et salaires.....	2 442 738			-----	934 700
Avantages sociaux	388 625				-----
Transports et communications	74 144		<i>Systèmes informatiques</i>		
Services.....	841 764		Services	844 535	
Fournitures et matériel	75 304			-----	844 535
	-----	3 822 575			-----
		-----	<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Ressources humaines</i>			Traitements versés aux ministres en vertu		
Traitements et salaires.....	689 672		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		56 051
Avantages sociaux	86 295		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Transports et communications	17 723		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		19 676
Services.....	195 043				-----
Fournitures et matériel	7 580				75 727
	-----	996 313			-----
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
					17 029 345
					=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION
21	108 709 000	43 000 000	151 709 000	Développement économique et Innovation..... 131 708 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	108 710 000	43 000 000	151 710 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	=====	=====	=====	ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION..... 131 708 000
				=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

22	1 000		1 000	Développement économique et Innovation..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	=====	=====	=====	ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique, la création d'emplois et l'innovation dans une province plus vigoureuse. Pour ce faire, il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et l'innovation et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il procure du financement et du soutien aux nouvelles sociétés en pleine croissance, aux PME et aux entreprises nationales et multinationales, aux services de recherche et aux chercheurs qui travaillent dans tout l'Ontario; il met en œuvre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les principales collectivités et les principaux secteurs confrontés à des difficultés économiques; il fait la promotion à grande échelle de l'excellence et de la réussite dans les domaines de la recherche et de l'innovation partout en Ontario; il attire des investissements et des talents de calibre international; il met en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province afin de renforcer la compétitivité économique et la croissance des entreprises et des entités de recherche en Ontario; il renforce la commercialisation en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 902
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Développement économique et Innovation (Poste 13) (suite)	
Développement économique et Innovation (Poste 13)		Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche.....	
Traitements et salaires.....	37 025 489		13 111 300
Avantages sociaux	4 707 354	Subventions à l'appui des sciences et de la recherche	4 200 272
Transports et communications	2 814 212	Institut ontarien de recherche sur le cerveau	7 560 000
Services.....	44 840 439	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.....	249 834 000
Fournitures et matériel	1 039 211	Institut ontarien de recherche sur le cancer.....	89 800 000
Paielements de transfert		Fonds pour la recherche en Ontario	112 000 000
Collectivités en transition.....	311 400	Institut Perimeter	5 000 000
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	7 468 287	Projet en matière d'énergie renouvelable.....	300 000
Subventions à l'appui du développement économique.....	392 100	Programmes visant les talents en recherche.....	4 299 700
Institute for Competitiveness and Prosperity	750 000	Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	469 872
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	225 380	Institute for Diagnostic Imaging Research de l'Université de Windsor	1 341 000
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	2 534 755	Subventions pour le développement des entreprises.....	14 959 063
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires	15 534 245	Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants –	
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie	4 000 000	Entreprise d'été	1 348 169
Soutien aux réseau d'innovation et de commercialisation.....	76 221 734	Partenariats Jeunesse.....	1 381 183
Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation.....	396 100	Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	514 085
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	11 438 678	Subventions à l'appui du commerce et des investissements	295 000
Collaboration internationales	1 300 277	Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents.....	77 030 992
Initiative Next		Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	59 928 908
Generation of Baycrest.....	4 700 000	Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	1 212 158
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique	1 964 335	Fonds ontarien de capital-risque II.	30 000 000
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	14 500 000		818 768 510
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie.....	718 017		909 195 215
Projet de développement accéléré des technologies de l'eau.....	1 727 500	Moins : Recouvrements	900 000
			908 295 215

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 902
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Développement économique</i>			<i>Sciences et recherche</i>		
Traitements et salaires.....	7 334 290		Traitements et salaires	3 850 380	
Avantages sociaux	990 619		Avantages sociaux	408 908	
Transports et communications	331 587		Transports et communications	172 536	
Services.....	2 259 472		Services	836 643	
Fournitures et matériel	291 271		Fournitures et matériel	39 265	
Paielements de transfert			Paielements de transfert		
Collectivités en transition.....	311 400		Crédit d'impôt de l'Ontario pour		
Fonds de développement de			les entreprises parrainant les		
l'Est de l'Ontario.....	7 468 287		instituts de recherche.....	13 111 300	
Subventions à l'appui du			Subventions à l'appui des		
développement économique	392 100		sciences et de la recherche	4 200 272	
Institute for Competitiveness			Institut ontarien de		
and Prosperity	750 000		recherche sur le cerveau	7 560 000	
Fonds pour la Stratégie ontarienne			Crédit d'impôt à		
d'investissement dans			l'innovation de l'Ontario.....	249 834 000	
l'industrie automobile	225 380		Institut ontarien de		
Fonds de développement du			recherche sur le cancer.....	89 800 000	
Sud-Ouest de l'Ontario	2 534 755		Fonds pour la		
	-----	22 889 161	recherche en Ontario.....	112 000 000	
		-----	Institut Perimeter	5 000 000	
<i>Innovation et commercialisation</i>			Projet en matière		
Traitements et salaires.....	4 057 090		d'énergie renouvelable.....	300 000	
Avantages sociaux	428 553		Programmes visant les		
Transports et communications	120 876		talents en recherche.....	4 299 700	
Services.....	1 786 873		Partenariats et sensibilisation aux		
Fournitures et matériel	55 003		sciences et à la technologie	469 872	
Paielements de transfert			Institute for Diagnostic		
Fonds de soutien aux			Imaging Research de		
écosystèmes d'affaires	15 534 245		l'Université de Windsor	1 341 000	
Centre de recherche et				-----	493 223 876
d'innovation en bioéconomie	4 000 000				-----
Soutien aux réseau d'innovation			<i>Petites et moyennes entreprises</i>		
et de commercialisation.....	76 221 734		Traitements et salaires	7 732 423	
Subventions à l'appui de la			Avantages sociaux	1 117 065	
commercialisation			Transports et communications	388 079	
et de l'innovation.....	396 100		Services	7 229 594	
Fonds pour les projets			Fournitures et matériel	123 609	
pilotes d'innovation.....	11 438 678		Paielements de transfert		
Collaboration internationales	1 300 277		Subventions pour le développement		
Initiative Next Generation			des entreprises.....	14 959 063	
of Baycrest	4 700 000		Expérience d'entrepreneuriat		
Fonds pour les emplois dans les			pour les étudiants –		
secteurs émergents – Programme			Entreprise d'été	1 348 169	
d'investissement dans le			Partenariats Jeunesse.....	1 381 183	
secteur biopharmaceutique	1 964 335			-----	
Fonds ontarien de développement				34 279 185	
des technologies émergentes	14 500 000		Moins : Recouvrements	900 000	
Stratégie ontarienne de commercialisation				-----	
des sciences de la vie.....	718 017				
Fonds ontarien de capital-risque II.	30 000 000				
Projet de développement accéléré					
des technologies de l'eau.....	1 727 500				
	-----	168 949 281			

					33 379 185

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Commerce et investissements</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Développement économique et Innovation (Poste 14)		
Traitements et salaires.....	14 051 306		Prêts et investissements		
Avantages sociaux	1 762 209		Stratégie d'investissement dans le		
Transports et communications	1 801 134		secteur de fabrication de pointe...	5 563 742	
Services.....	32 727 857		Fonds pour les emplois et les		
Fournitures et matériel	530 063		investissements stratégiques.....	15 789 380	
Paiements de transfert				-----	21 353 122
Stratégie d'investissement dans le					-----
secteur de la fabrication de pointe					21 353 122
– Bonifications d'intérêts	514 085				-----
Subventions à l'appui du commerce					
et des investissements	295 000		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Fonds pour les emplois dans			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
les secteurs émergents	77 030 992		ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION.....		21 353 122
Fonds pour les emplois et les					=====
investissements stratégiques.....	59 928 908				
Fonds pour les emplois et les					
investissements stratégiques –					
Bonifications d'intérêts	1 212 158				

		189 853 712			

			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
<i>Crédits législatifs</i>			Développement économique et Innovation (Poste 21)		
Autres opérations			Paiements de transfert		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			Investissements mineurs		
<i>l'administration financière</i>	10 742 850		en immobilisations.....	15 559 000	
	-----		Fonds pour la recherche		
	10 742 850		en Ontario	86 149 000	
	-----		Projet de construction du		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			centre de recherche	30 000 000	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT				-----	131 708 000
ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION.....		919 038 065			-----
		=====			131 708 000

			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
			ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION.....		131 708 000
					=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	6 505 673	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	23 012	28 347
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	2 677 044	9 828 585
Divers.	326 353	421 421
	3 003 397	10 250 006
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	167 810	19 844
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	15 134 838	16 032 592
	15 302 648	16 052 436
DIVERS.....	626 454	387 698
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	25 461 184	26 718 487

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	23 256 193	6 373 807
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	1 000 000	0
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	600 000	800 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	24 856 193	7 173 807

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-104
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-105
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2-107
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-111
GARDE D'ENFANTS	2-113
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-106, 2-109, 2-110
ÉTAT DES RECETTES	2-115

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 826 287	Administration du ministère	24 123 014	21 870 780
22 116 565 737	Éducation élémentaire et secondaire	23 343 034 500	23 200 897 963
10 212 816	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	10 350 500	9 988 369
872 009 170	Garde d'enfants	967 835 800	967 757 406
23 022 614 010 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	24 345 343 814 =====	24 200 514 518 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Éducation élémentaire et secondaire	2 966 200	2 965 200
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 967 200 =====	2 965 200 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 345 057 858	Éducation élémentaire et secondaire	1 418 630 800	1 197 342 856
1 963 214	Garde d'enfants	8 861 700	8 592 301
1 347 021 072 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 427 492 500 =====	1 205 935 157 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
690 562	Éducation élémentaire et secondaire	400 000	376 341
0	Garde d'enfants	5 523 500	3 219 639
690 562 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	5 923 500 =====	3 595 980 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	26 469 300	(2 410 300)	24 059 000	Administration du ministère 21 804 262
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 550
	<u>26 533 314</u>	<u>(2 410 300)</u>	<u>24 123 014</u>	<u>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</u>
	=====	=====	=====	<u>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION</u>
				<u>DU MINISTÈRE 21 870 780</u>
				=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	15 932 165	Traitements et salaires	5 313 522
Avantages sociaux	2 290 616	Avantages sociaux	761 141
Transports et communications	359 918	Transports et communications	126 369
Services.....	14 201 866	Services	923 034
Fournitures et matériel	401 997	Fournitures et matériel	145 694
	-----		-----
	33 186 562		7 269 760
Moins : Recouvrements	11 382 300	Moins : Recouvrements	3 940 000
	-----		-----
	21 804 262		3 329 760
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 310 070	Traitements et salaires	23 364
Avantages sociaux	252 461	Transports et communications	27 643
Transports et communications	52 863	Services	3 192 823
Services.....	61 793	Fournitures et matériel	77 347
Fournitures et matériel	43 783		-----
	-----		3 321 177
	2 720 970	Moins : Recouvrements	1 223 000
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			2 098 177
Traitements et salaires.....	6 402 542	<i>Services de vérification</i>	
Avantages sociaux	1 074 091	Services	2 098 700
Transports et communications	127 269	Moins : Recouvrements	770 600
Services.....	502 936		-----
Fournitures et matériel	109 772		1 328 100
	-----		-----
	8 216 610	<i>Systèmes informatiques</i>	
Moins : Recouvrements	4 158 000	Transports et communications	25
	-----	Services	7 116 700
	4 058 610		-----
	-----		7 116 725

<i>Ressources humaines</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	1 882 667	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux	202 923	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Transports et communications	25 749	Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
Services.....	305 880	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
Fournitures et matériel	25 401	Autres opérations	
	-----	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>	
	2 442 620	sur l' <i>administration financière</i>	550
Moins : Recouvrements	1 290 700		-----
	-----		66 518
	1 151 920		-----
	-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...	21 870 780
			=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1	22 043 188 600	303 538 100	22 346 726 700	Politiques et prestation des programmes.....
2	147 007 800	(700 000)	146 307 800	Activités éducatives.....
L	850 000 000		850 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....
	23 040 196 400	302 838 100	23 343 034 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				23 200 897 963
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000	2 965 200	2 966 200	Politiques et prestation des programmes.....
	1 000	2 965 200	2 966 200	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				2 965 200
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 593 893 100	(175 663 300)	1 418 229 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire
5	1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations.....
L	400 000		400 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>
	1 594 294 100	(175 663 300)	1 418 630 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
				1 197 342 856
				=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1002			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
6	400 000		400 000	Éducation élémentaire et secondaire..... 376 341
	<u>400 000</u>		<u>400 000</u>	<u>TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)</u>
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 376 341

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs	
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
Traitements et salaires.....	64 450 643		Paiements de transfert	
Avantages sociaux	7 512 932		Prestations prises en charge par le gouvernement,	
Transports et communications	5 346 983		Loi sur le régime de retraite des enseignants.....	894 451 779
Services.....	59 796 524			894 451 779
Fournitures et matériel	1 237 924			
Paiements de transfert				
Subventions de fonctionnement			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
aux conseils scolaires.....	14 686 729 600		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Programmes d'éducation			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	23 200 897 963
– Autres.....	809 384 201			=====
Office de la qualité et de la				
responsabilité en éducation	31 882 100			
Projets des langues officielles	38 011 170			
Subventions diverses.....	1 870 649			
Charge sans effet sur la				
trésorerie relative à				
l'impôt foncier scolaire	6 456 876 741		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
	-----	22 024 754 461		

		22 163 099 467		
Moins : Recouvrements	1 087 600		Politiques et prestation des programmes (Poste 4)	
	-----	22 162 011 867		

Activités éducatives (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	48 027 995		Dépôts et charges payées d'avance	2 965 200
Avantages sociaux	7 472 621			-----
Transports et communications	1 217 491			2 965 200
Services.....	10 388 420			-----
Fournitures et matériel	5 291 635			
Paiements de transfert			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements tenant lieu d'impôt			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
aux municipalités	52 950		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2 965 200
Office des télécommunications				=====
éducatives de langue				
française de l'Ontario.....	24 088 700			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario	47 894 505			
	-----	72 036 155		

		144 434 317		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert				
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires.....	832 720 925		Matériel de technologie de l'information.....	292 819
Initiative Écoles éco-énergétiques.....	26 261 571		Parc automobile et flotte de bateaux	83 522
Programme d'apprentissage des jeunes enfants.....	278 412 133			-----
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario.....	3 000 000			376 341
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.....	1 600 000			-----
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants....	43 903 500		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	376 341
	-----	1 185 898 129		=====
Autres opérations				
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire....		11 068 886		

		1 196 967 015		

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement – Loi sur l'administration financière..		375 841		

		375 841		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		1 197 342 856		
		=====		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1003
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET
DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**

1	10 350 500		10 350 500	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	9 988 369
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ....	
	10 350 500		10 350 500		9 988 369

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000	1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	0
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
			– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ....	0
	1 000	1 000		

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation, Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Groupement de l'information et de la technologie de
l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)

Traitements et salaires.....	23 040 489
Avantages sociaux	2 766 972
Transports et communications	303 917
Services.....	52 403 837
Fournitures et matériel	304 720

78 819 935

Moins : Recouvrements 68 831 566

9 988 369

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.. 9 988 369
 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS
1	970 385 800	(2 550 000)	967 835 800	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 967 757 406
	<u>970 385 800</u>	<u>(2 550 000)</u>	<u>967 835 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GARDE D'ENFANTS..... 967 757 406
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	8 161 700	700 000	8 861 700	Immobilisations pour les services de garde d'enfants... 8 592 301
	<u>8 161 700</u>	<u>700 000</u>	<u>8 861 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- GARDE D'ENFANTS..... 8 592 301
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	5 523 500		5 523 500	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants 3 219 639
	<u>5 523 500</u>		<u>5 523 500</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- GARDE D'ENFANTS..... 3 219 639
				=====

Description du programme :

Des services de garde d'enfants de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage des jeunes enfants.

L'intégration de la garde d'enfants et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, ce qui centre les efforts sur le développement sain des enfants et les résultats du point de vue de la maturité scolaire et préserve la gestion des systèmes locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)		Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	6 805 848	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	61 870
Avantages sociaux	1 010 942	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	8 230
Transports et communications	306 729	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	3 149 539
Services.....	364 835		-----
Fournitures et matériel	96 112		3 219 639
Paielements de transfert			-----
Garde d'enfants.....	959 172 940		

	967 757 406		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
– GARDE D'ENFANTS.....	967 757 406	– GARDE D'ENFANTS	3 219 639
	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)			
Paielements de transfert			
Stabilisation pour les services de garde d'enfants .	8 592 301		

	8 592 301		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
– GARDE D'ENFANTS.....	8 592 301		
	=====		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	69 773 312	73 008 312
Entente sur le bien-être des Indiens	11 585 458	11 195 439
	<u>81 358 770</u>	<u>84 203 751</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	 139 924	 1 760 076
	<u>139 924</u>	<u>1 760 076</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées / des écoles privées de form. prof	624 923	408 865
Permis – Garderies.....	61 640	55 170
Frais pour chèques refusés.....	35	140
	<u>686 598</u>	<u>464 175</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	9 164 532	13 634 741
Autres	159 759 038	248 494 408
	<u>168 923 570</u>	<u>262 129 149</u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires	3 123	2 459
	<u>3 123</u>	<u>2 459</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 251 111 985 =====	 348 559 610 =====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-118
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-119
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-121
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-123
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-120
ÉTAT DES RECETTES	2-125

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
13 889 495	Administration du ministère	16 833 014	13 223 957
226 190 051	Développement et gestion des sources d'énergie	78 077 400	70 558 962
1 055 710 524	Atténuation du prix de l'électricité	1 053 868 000	1 017 734 273
1 295 790 070	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 148 778 414	1 101 517 192
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 769 000		16 769 000	Administration du ministère 13 157 989
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	16 833 014		16 833 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 13 223 957
				=====

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, approvisionnement, planification de la continuité des opérations, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.). Le programme offre également des services généraux à deux ministères, le ministère de l'Énergie et le ministère de l'Infrastructure.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		<i>Services financiers et administratifs</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Transports et communications	243
Traitements et salaires.....	7 002 727	Services	3 577 152
Avantages sociaux	836 747	Fournitures et matériel	14 671
Transports et communications	230 228		3 592 066
Services.....	8 197 237	Moins : Recouvrements	2 456 000
Fournitures et matériel	118 350		1 136 066
	16 385 289		
Moins : Recouvrements	3 227 300	<i>Ressources humaines</i>	
	13 157 989	Avantages sociaux	49
		Transports et communications	85
<i>Bureau principal</i>		Services	32 361
Traitements et salaires.....	2 067 115		32 495
Avantages sociaux	216 290	Moins : Recouvrements	21 300
Transports et communications	76 719		11 195
Services.....	95 264		
Fournitures et matériel	26 549	<i>Services de vérification</i>	
	2 481 937	Services	236 004
		Moins : Recouvrements	160 000
<i>Services de communication</i>			76 004
Traitements et salaires.....	2 572 948		
Avantages sociaux	326 078	<i>Systèmes informatiques</i>	
Transports et communications	51 879	Transports et communications	2 442
Services.....	409 909	Services	856 728
Fournitures et matériel	28 274	Fournitures et matériel	1 741
	3 389 088		860 911
		Moins : Recouvrements	590 000
<i>Services juridiques</i>			270 911
Transports et communications	33 480		
Services.....	2 937 040	<i>Crédits législatifs</i>	
Fournitures et matériel	20 245	Traitements versés aux ministres en vertu	
	2 990 765	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
<i>Analyse et planification</i>		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667
Traitements et salaires.....	2 362 664		65 968
Avantages sociaux	294 330		
Transports et communications	65 380	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Services.....	52 779	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
Fournitures et matériel	26 870		13 223 957
	2 802 023		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	39 230 400	38 847 000	78 077 400	Politiques et programmes 70 558 962
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE ... 70 558 962
	39 230 400	38 847 000	78 077 400	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE ... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE ... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, rentables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la mise en valeur d'énergies plus propres et la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*. De plus, ce programme facilite la participation des communautés autochtones à l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de transport et de distribution, et il supervise les consultations avec les Premières nations et les Métis à l'égard de ces activités.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		10 103 046
Avantages sociaux		1 382 129
Transports et communications		220 714
Services.....		6 025 782
Fournitures et matériel		92 114
Paiements de transfert		
Ententes relatives à la participation des Autochtones	106 393	
Initiatives en matière d'énergie verte	582 277	
Fonds de développement du réseau intelligent	12 046 507	
Initiatives relatives à l'approvisionnement en énergie.....	40 000 000	
	-----	52 735 177

		70 558 962

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE....		70 558 962
		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	1 070 000 000	(40 632 000)	1 029 368 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre..... 993 504 774
2	39 200 000	(14 700 000)	24 500 000	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario 24 229 499
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ATTÉNUATION
				DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ 1 017 734 273
	1 109 200 000	(55 332 000)	1 053 868 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité, facilite pour les consommateurs la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre et complète les prestations existantes liées à l'impôt qui favorisent l'atténuation.

La Prestation ontarienne pour l'énergie propre est une mesure visant à fournir une aide directe aux consommateurs d'électricité admissibles, en leur accordant une prestation égale à 10 p. 100 du coût total d'électricité (taxes comprises) indiqué sur leurs factures d'électricité. Le crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario aide les familles et les particuliers âgés de 18 ans et plus à revenu faible ou moyen vivant dans le Nord de l'Ontario à payer leurs coûts d'énergie domiciliaire, qui sont souvent plus élevés dans le Nord en raison des hivers plus rigoureux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)		
Paiements de transfert		
La Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre	993 504 774	

	993 504 774	

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	24 229 499	

	24 229 499	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	1 017 734 273	
	=====	

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information – Droits	11 648	5 496
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paievements de transfert.....	6 679 370	140 543 477
Services et Locations	32 609	35 646
	-----	-----
	6 711 979	140 579 123
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	7	6
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	6 723 634	140 584 625
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-129
ASSAINISSEMENT DE L' AIR.....	2-132
ASSAINISSEMENT DE L'EAU	2-134
GESTION DES DÉCHETS.....	2-136
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-131
ÉTAT DES RECETTES	2-138

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
53 752 445	Administration du ministère	52 144 814	51 195 663
84 877 853	Assainissement de l'air	77 803 400	77 803 381
177 395 231	Assainissement de l'eau	155 975 800	155 972 789
58 676 061	Gestion des déchets	45 884 200	45 880 234
374 701 590 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	331 808 214 =====	330 852 067 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
326 427	Administration du ministère	600 000	472 075
300 000	Assainissement de l'air	1 375 100	300 000
8 716 320	Assainissement de l'eau	4 079 000	4 074 133
15 528 610	Gestion des déchets	91 391 900	91 391 900
24 871 357 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	97 446 000 =====	96 238 108 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
866 766	Administration du ministère	1 900 000	1 401 708
6 424 792	Assainissement de l'air	7 650 900	6 371 035
7 291 558 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	9 550 900 =====	7 772 743 =====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	52 080 800		52 080 800	Soutien à la gestion stratégique 51 129 695
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	52 144 814		52 144 814	DU MINISTÈRE 51 195 663
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère 0
L	600 000		600 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 472 075
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	601 000	(1 000)	600 000	DU MINISTÈRE 472 075
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 900 000		1 900 000	Administration du ministère 1 401 708
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	1 900 000		1 900 000	DU MINISTÈRE 1 401 708
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	22 460 395		Traitements et salaires	3 919 666	
Avantages sociaux	2 809 142		Avantages sociaux	490 236	
Transports et communications	864 602		Transports et communications	362 342	
Services.....	24 674 198		Services	3 706 635	
Fournitures et matériel	355 358		Fournitures et matériel	63 806	
	-----			-----	
	51 163 695			8 542 685	
Moins : Recouvrements	34 000		Moins : Recouvrements	34 000	
	-----			-----	8 508 685
	51 129 695				
	-----		<i>Communications</i>		
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	1 893 389		Traitements et salaires	4 638 383	
Avantages sociaux	236 808		Avantages sociaux	580 127	
Transports et communications	58 362		Transports et communications	87 427	
Services.....	32 777		Services	306 789	
Fournitures et matériel	28 820		Fournitures et matériel	37 459	
	-----			-----	5 650 185
	2 250 156				
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Planification et contrôle financière</i>					
Traitements et salaires.....	4 982 570		Transports et communications	113 703	
Avantages sociaux	623 175		Services	3 041 407	
Transports et communications	42 687		Fournitures et matériel	66 189	
Services.....	371 898			-----	3 221 299
Fournitures et matériel	70 591				
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	6 090 921				
	-----		Services	579 704	
<i>Ressources humaines</i>				-----	579 704
Traitements et salaires.....	1 258 079		<i>Commissions et comités</i>		
Avantages sociaux	157 348				
Transports et communications	62 312		Traitements et salaires	96 232	
Services.....	415 888		Avantages sociaux	12 036	
Fournitures et matériel	11 514		Transports et communications	13 997	
	-----		Services	44 885	
	1 905 141		Fournitures et matériel	6 682	
	-----			-----	173 832

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$
<i>Locaux</i>			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Transports et communications	67 575			
Services.....	15 961 800			
	-----	16 029 375		

<i>Innovation environnementale</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	464 440		Autres opérations	
Avantages sociaux	58 088		Amortissement – Loi sur l'administration financière ..	472 075
Transports et communications	9 626			-----
Services.....	68 277			472 075
Fournitures et matériel	15 222			-----
	-----	615 653	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		-----	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	472 075
				=====
<i>Soutien à la gestion des programmes</i>			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	5 207 636			
Avantages sociaux	651 324		Administration du ministère (Poste 2)	
Transports et communications	46 571			
Services.....	144 138			
Fournitures et matériel	55 075			
	-----	6 104 744		

			Parc automobile et flotte de bateaux	1 401 708

				1 401 708

			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 401 708
				=====
Traitement versé au ministre en vertu				
de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire				
en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667		

		65 968		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		51 195 663		
		=====		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1106	PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	36 407 800	6 762 900	43 170 700	Smog et substances toxiques atmosphériques..... 43 170 692
2	18 179 500		18 179 500	Air pur 18 179 494
3	16 453 200		16 453 200	Changement climatique 16 453 195
	71 040 500	6 762 900	77 803 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 77 803 381
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air..... 300 000
L	1 075 100		1 075 100	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	1 375 100		1 375 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 300 000
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6	7 650 900		7 650 900	Programme d'assainissement de l'air 6 371 035
	7 650 900		7 650 900	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 6 371 035
				=====

Description du programme :

Ce programme est axé sur l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance de la qualité de l'air et la prestation de la fonction de conformité. Ce programme soutient également les stratégies du gouvernement relatives au changement climatique, à l'adaptation et à la réduction des substances toxiques.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	36 804 347	
Avantages sociaux	4 873 240	
Transports et communications	418 384	
Services.....	791 241	
Fournitures et matériel	198 960	
Paievements de transfert		
Projet de réduction des substances toxiques.....	84 520	

	43 170 692	

Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	2 873 804	
Avantages sociaux	437 862	
Transports et communications	155 489	
Services.....	14 556 004	
Fournitures et matériel	156 335	

	18 179 494	

Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	4 278 605	
Avantages sociaux	1 063 959	
Transports et communications	64 442	
Services.....	9 636 649	
Fournitures et matériel	54 540	
Paievements de transfert		
Subventions pour l'action contre		
le changement climatique.....	555 000	
Subventions pour les chaires de		
recherche en environnement.....	800 000	

	1 355 000	

	16 453 195	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	77 803 381	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Air (Poste 4)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	300 000	

	300 000	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	300 000	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Programme d'assainissement de l'air (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	6 371 035	

	6 371 035	

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	6 371 035	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1107
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU

1	99 656 200	5 167 800	104 824 000	Assainissement de l'eau.....	104 823 995
2	45 456 400	(2 451 600)	43 004 800	Protection des sources	43 002 799
3	8 298 400	(152 400)	8 146 000	Gestion des éléments nutritifs.....	8 145 995
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>153 412 000</u>	<u>2 563 800</u>	<u>155 975 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME	
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU	155 972 789
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	8 010 000	(3 931 000)	4 079 000	Immobilisations – Eau	4 074 133
	<u>8 010 000</u>	<u>(3 931 000)</u>	<u>4 079 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME	
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU	4 074 133
					=====

Description du programme :

Ce programme appuie la protection de l'eau potable de l'Ontario, de la source au robinet, ainsi que la protection et la conservation de nos lacs, rivières et aquifères par l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance de la qualité de l'eau et la prestation de la fonction de conformité.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)	
Assainissement de l'eau (Poste 1)			Traitements et salaires	4 818 050
Traitements et salaires.....	57 601 086		Avantages sociaux	922 373
Avantages sociaux	8 347 529		Transports et communications	93 611
Transports et communications	1 292 786		Services	2 014 727
Services.....	26 905 716		Fournitures et matériel	297 234
Fournitures et matériel	3 239 378			-----
Paiements de transfert				
Subventions pour les			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
interventions et partenariats			PROGRAMME	
environnementaux – eau.....	6 931 000		D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....	155 972 789
Subventions pour la recherche				=====
scientifique et technique – eau	506 500			
	-----	7 437 500		
		-----	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		104 823 995		

Protection des sources (Poste 2)			Immobilisations – Eau (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	15 717 137		Paiements de transfert	
Avantages sociaux	2 363 956		Subventions pour la protection des sources.....	1 807 608
Transports et communications	390 725		Autres opérations	
Services.....	9 757 555		Investissements dans les immobilisations	2 266 525
Fournitures et matériel	702 123			-----
Paiements de transfert				
Subventions pour la			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
protection des sources	11 213 661		PROGRAMME	
Assainissement et remise en			D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....	4 074 133
état dans les collectivités – eau.....	196 495			=====
Subventions pour les projets				
d'assainissement des Grands Lacs..	2 661 147			
	-----	14 071 303		

		43 002 799		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1108
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS

1	16 044 700	(103 700)	15 941 000	Gestion des déchets non dangereux	15 940 995
2	25 101 300	(5 800 700)	19 300 600	Gestion des déchets dangereux	19 297 644
3	9 660 500	981 100	10 641 600	Restauration des sols	10 641 595
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE	
	50 807 500	(4 923 300)	45 884 200	GESTION DES DÉCHETS	45 880 234
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	14 076 000	77 315 900	91 391 900	Immobilisations – gestion des déchets	91 391 900
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE	
	14 076 000	77 315 900	91 391 900	GESTION DES DÉCHETS	91 391 900
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme appuie la bonne gestion des déchets dangereux et non dangereux de l'Ontario ainsi que l'assainissement des sites contaminés par l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance de l'environnement et la prestation de la fonction de conformité.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des déchets non dangereux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	10 857 603	
Avantages sociaux	1 741 715	
Transports et communications	570 498	
Services.....	2 370 824	
Fournitures et matériel	168 055	
Paielements de transfert		
Subventions pour le dialogue,		
la participation et la		
collaboration – déchets.....	110 000	
Subventions pour la recherche		
scientifique et technique – déchets....	122 300	

	232 300	

	15 940 995	

Gestion des déchets dangereux (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	12 055 884	
Avantages sociaux	1 366 227	
Transports et communications	47 327	
Services.....	121 694	
Fournitures et matériel	34 732	
Paielements de transfert		
Subventions pour la collecte et la gestion		
des déchets domestiques dangereux	5 671 780	

	19 297 644	

Restauration des sols (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	5 541 911	
Avantages sociaux	749 465	
Transports et communications	38 423	
Services.....	4 175 485	
Fournitures et matériel	136 311	

	10 641 595	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE		
GESTION DES DÉCHETS.....	45 880 234	
	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)		
Paielements de transfert		
Subventions pour les projets		
d'assainissement de l'environnement.....	800 000	
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	90 591 900	

	91 391 900	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE		
GESTION DES DÉCHETS.....	91 391 900	
	=====	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	283 858	1 231 220
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	579 740	705 647
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	27 784 039	30 057 883
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 087 486	5 122 341
Autorisation environnementale (auparavant appelée certificats d'autorisation)	5 620 209	5 050 852
Autres	6 000 452	4 550 275
	44 492 186	44 781 351
VENTES ET LOCATIONS.....	4 760	5 142
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 316 324	4 355 910
DIVERS.....	5 724	1 330 901
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	48 682 592	52 410 171

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-140
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-142
POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	2-144
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	2-146
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	2-150
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX	2-153
INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	2-155
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....	2-157
TRÉSOR.....	2-161
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-143, 2-149, 2-152, 2-159, 2-160, 2-162
ÉTAT DES RECETTES	2-163
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-164

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
34 089 292	Administration du ministère	34 073 014	34 057 750
16 677 271	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	23 595 900	22 967 712
1 319 523 593	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 088 154 500	1 344 735 238
3 184 189	Réglementation de l'industrie des services financiers	5 857 100	3 230 929
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	46 051 200	45 605 334
1 948 729 290	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	391 946 500	367 529 011
9 293 586 321	Trésor	9 849 464 000	9 539 823 819
12 615 789 956 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 439 142 214 =====	11 357 949 793 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

541 076 236	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	518 307 702
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
25 512 885	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	26 801 000	26 378 801
566 589 121 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	26 804 000 =====	544 686 503 =====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
230 617	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 800 924	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 598 500	2 637 609
3 031 541	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 605 500	2 637 609
=====		=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
301 306	Réglementation de l'industrie des services financiers	550 000	141 139
637 970	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
939 276	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	553 000	141 139
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	42 095 600	(8 087 600)	34 008 000	Administration du ministère 33 974 671
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 778
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	42 160 614	(8 087 600)	34 073 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 34 057 750
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Division de la vérification interne de l'Ontario, RHOntario et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	15 167 211	Traitements et salaires	3 816 069
Avantages sociaux	2 023 691	Avantages sociaux	504 106
Transports et communications	568 389	Transports et communications	51 484
Services.....	15 843 689	Services	1 539 050
Fournitures et matériel	371 691	Fournitures et matériel	82 517
	-----		-----
	33 974 671		5 993 226
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	3 469 264	Traitements et salaires	53 889
Avantages sociaux	402 161	Transports et communications	193 862
Transports et communications	109 112	Services	8 103 320
Services.....	152 748	Fournitures et matériel	177 489
Fournitures et matériel	20 406		-----
	-----		8 528 560
	4 153 691		-----
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	6 422 042	Services	1 497 840
Avantages sociaux	910 021		-----
Transports et communications	197 714		1 497 840
Services.....	4 223 837		-----
Fournitures et matériel	79 762		-----
	-----		-----
	11 833 376		-----
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	1 405 947	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux	207 403	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
Transports et communications	16 217	Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	326 894	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	33 778
Fournitures et matériel	11 517		-----
	-----		83 079
	1 967 978		-----
	-----		-----
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 057 750
			=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1202
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE

1	20 733 000	2 862 900	23 595 900	Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite	22 967 712
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES	
				À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES	
				ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	22 967 712
	<u>20 733 000</u>	<u>2 862 900</u>	<u>23 595 900</u>		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite a notamment pour fonctions la fiscalité et ses aspects intergouvernementaux, la législation et l'élaboration de politiques aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu ainsi que les recherches et analyses quantitatives. Le Bureau est chargé de suivre les nouvelles tendances et l'évolution et d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, quantitative, budgétaire et stratégique. Le Bureau est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de la Commission des courses de l'Ontario ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Surveillance des organismes générateurs de revenus</i>		
Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite (Poste 1)			Traitements et salaires	1 868 742	
			Avantages sociaux	199 726	
			Transports et communications	23 353	
			Services	881 931	
			Fournitures et matériel	9 649	

Traitements et salaires.....	12 327 464			2 983 401	
Avantages sociaux	1 325 878		Moins : Recouvrements	206 072	
Transports et communications	143 641			-----	2 777 329
Services.....	9 294 968				-----
Fournitures et matériel	81 833				

	23 173 784		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Moins : Recouvrements	206 072		PROGRAMME DE POLITIQUES		
	-----		RELATIVES À LA FISCALITÉ,		
	22 967 712		AUX ORGANISMES ET		
	-----		AUX RÉGIMES DE RETRAITE ...	22 967 712	
				=====	
<i>Politiques fiscales</i>					
Traitements et salaires.....	5 645 384				
Avantages sociaux	626 302				
Transports et communications	65 836				
Services.....	6 686 828				
Fournitures et matériel	41 405				

	13 065 755				

<i>Régimes de retraite, sécurité du revenu et recherche</i>					
Traitements et salaires.....	4 813 338				
Avantages sociaux	499 850				
Transports et communications	54 452				
Services.....	1 726 209				
Fournitures et matériel	30 779				

	7 124 628				

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	10 714 700	458 600	11 173 300	Politiques économiques 10 802 975
5	27 870 300	(9 782 300)	18 088 000	Relations provinciales-municipales en matière de finances 18 058 668
6	754 939 100	(1 300 000)	753 639 100	Programmes de soutien aux municipalités..... 753 609 152
8	89 311 300	(45 517 900)	43 793 400	Bureau du budget et du Conseil du Trésor..... 40 999 191
9	5 659 400	(229 200)	5 430 200	Vérification interne Ontario..... 5 265 252
10	400 000 000	(134 460 800)	265 539 200	Fonds de prévoyance ‡ 0
21	500 000 000	(25 510 700)	474 489 300	Fonds de transition..... 0
12	135 000 000	381 000 000*	516 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .. 516 000 000
L	1 000		1 000	Paielements en vertu de la <i>Loi de 2006</i> <i>sur le financement par surcroît d'impôts</i> 0
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 1 344 735 238
	1 923 496 800	164 657 700	2 088 154 500	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
11	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i> 518 307 702
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 518 307 702
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

‡ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

Dans le cadre de la gestion des dépenses en cours d'exercice, les économies des ministères ont été consignées dans le Fonds de prévoyance. Ainsi, l'augmentation de 113 139 200 \$ des crédits dans le Fonds de prévoyance représente les économies des ministères qui y ont été consignées, déduction faite des crédits accordés pendant l'exercice pour financer des programmes et des activités de divers ministères. Les coûts réels engagés n'ont pas été déduits du Fonds de prévoyance, mais des programmes et des activités en question. Il n'y a donc aucune dépense indiquée à l'égard du crédit dans le Fonds de prévoyance.

* Inclut une ordonnance de 22 000 000 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 15 juillet 2013 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2012-2013 pour des autres opérations.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
			PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan budgétaire de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques et des services de vérification interne aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités. Il reflète par ailleurs le transfert des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

Ce programme aide le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et le compte rendu des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics, ainsi que par le processus annuel visant à obtenir de l'Assemblée législative l'autorisation d'engager les dépenses. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils concernant les plans pluriannuels axés sur les résultats que publient chaque année les ministères, ainsi que la gestion par ces derniers des dépenses pour l'exercice en cours, et ce, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, prépare le Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario, apporte son soutien au ministre des Finances et au gouvernement dans la formulation des stratégies de l'Ontario concernant les accords fiscaux entre la province et le gouvernement fédéral, et facilite l'application des pratiques de pointe en matière de chaîne d'approvisionnement intégrée et d'administration d'arrière-guichet dans le secteur parapublic de l'Ontario.

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Bureau du budget et du Conseil du Trésor (Poste 8)	
Politiques économiques (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 239 243	Traitements et salaires	18 240 214
Avantages sociaux	900 280	Avantages sociaux	2 338 918
Transports et communications	92 426	Transports et communications	266 982
Services.....	1 674 336	Services	10 701 522
Fournitures et matériel	185 940	Fournitures et matériel	91 245
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions pour la recherche dans le		Projets liés à la gestion de la chaîne	
domaine des politiques en matière de		d'approvisionnement et à l'innovation	
services financiers et économiques.....	710 750	dans le secteur parapublic	9 360 310
	-----		-----
	10 802 975		40 999 191
	-----		-----
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		Bureau du budget et du Conseil du Trésor	
Traitements et salaires.....	4 417 873	Traitements et salaires	8 678 201
Avantages sociaux	524 130	Avantages sociaux	1 175 476
Transports et communications	66 827	Transports et communications	137 121
Services.....	12 989 752	Services	2 401 927
Fournitures et matériel	60 086	Fournitures et matériel	49 801
	-----		-----
	18 058 668		12 442 526
	-----		-----
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)		Bureau du contrôleur provincial	
Paiements de transfert		Traitements et salaires	6 418 235
Fonds de partenariat avec les		Avantages sociaux	811 364
municipalités de l'Ontario.....	592 241 700	Transports et communications	77 258
Paiements spéciaux		Services	7 653 132
aux municipalités	17 992 452	Fournitures et matériel	24 336
Soutien complémentaire –			-----
élimination du fonds commun			14 984 325
des municipalités de la RGT.....	143 375 000		-----
	-----		-----
	753 609 152		

	753 609 152		

		Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic	
		Traitements et salaires	3 143 778
		Avantages sociaux	352 078
		Transports et communications	52 603
		Services	646 463
		Fournitures et matériel	17 108
		Paiements de transfert	
		Projets liés à la gestion de la	
		chaîne d'approvisionnement	
		et à l'innovation dans	
		le secteur parapublic.....	9 360 310

			13 572 340

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$
Vérification interne Ontario (Poste 9)		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	22 567 160	Crédits législatifs	
Avantages sociaux	2 404 182		
Transports et communications	355 933		
Services.....	2 732 332	Avances et montants récupérables	
Fournitures et matériel	95 045	Taxe de vente harmonisée,	
	-----	<i>Loi sur l'administration financière</i>	518 307 702
	28 154 652		-----
Moins : Recouvrements	22 889 400		518 307 702
	-----		-----
	5 265 252		

		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
		ET FINANCIÈRES.....	518 307 702
			=====
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)			
Autres opérations			
Revenu réservé du secteur de l'électricité	516 000 000		

	516 000 000		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES			
ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES			
ET FINANCIÈRES	1 344 735 238		
	=====		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1204
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE
L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS

1	2 325 900	3 529 200	5 855 100	Commission des services financiers de l'Ontario	3 230 929
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE	
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
				DES SERVICES FINANCIERS.....	3 230 929
	2 327 900	3 529 200	5 857 100		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE	
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
				DES SERVICES FINANCIERS.....	0
	1 000		1 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

3	550 000		550 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 141 139
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 141 139
	550 000		550 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	37 849 304	Autres opérations	
Avantages sociaux	8 298 991	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière ..</i>	295 597
Transports et communications	798 749	Moins : Recouvrements	295 597
Services.....	20 629 065		0
Fournitures et matériel	433 630		
	68 009 739		
Moins : Recouvrements	64 778 810	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	3 230 929	PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
		DE L'INDUSTRIE DES	
		SERVICES FINANCIERS.....	0
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	1 740 927	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Avantages sociaux	265 187		
Transports et communications	26 878		
Services.....	5 266 053		
Fournitures et matériel	20 197		
	7 319 242		
Moins : Recouvrements	7 319 242	Matériel de technologie de l'information.....	141 139
	0		141 139
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION		PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
DE L'INDUSTRIE DES		DE L'INDUSTRIE DES	
SERVICES FINANCIERS	3 230 929	SERVICES FINANCIERS.....	141 139

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1206
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION
ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
POUR LES ORGANISMES CENTRAUX**

1	46 051 200		46 051 200	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	45 605 334
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				PROGRAMME GROUPEMENT DE	
				L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE	
				DE L'INFORMATION POUR LES	
	46 051 200		46 051 200	ORGANISMES CENTRAUX	45 605 334
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux dirige la prestation et la gestion des produits, services et soutiens en matière d'information et de technologie de l'information (ITI) destinés au Bureau du Conseil des ministres, au ministère des Finances, au ministère de l'Énergie et au ministère de l'Infrastructure. Le Groupement veille à ce que les organismes centraux soient équipés comme il faut et utilisent des services d'ITI sûrs et fiables, de façon efficace, économique et opportune pour atteindre les objectifs de leurs programmes.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX – CRÉDIT 1206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupelement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	18 490 694
Avantages sociaux	2 282 653
Transports et communications	1 301 911
Services.....	26 191 210
Fournitures et matériel	49 673

	48 316 141
Moins : Recouvrements	2 710 807

	45 605 334

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME GROUPEMENT DE	
L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION POUR LES	
ORGANISMES CENTRAUX	45 605 334
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1208
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO

1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME	
	1 000		1 000	INVESTIR DANS L'ONTARIO	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Investir dans l'Ontario (Poste 1)		
Paielements de transfert		
Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario	0	

	0	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME INVESTIR		
DANS L'ONTARIO	0	
	=====	

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1209
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES
ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS

1	419 022 300	(78 975 800)	340 046 500	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations.....	337 649 320
L	51 900 000		51 900 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	29 879 691
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DES TAXES ET DES AVANTAGES	
				FISCAUX ET PRESTATIONS	367 529 011
	470 922 300	(78 975 800)	391 946 500		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	301 000		301 000	Actifs	220 602
L	19 000 000		19 000 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18 295 885
L	3 500 000		3 500 000	Avances, <i>Loi sur les régies</i> <i>des services publics du Nord</i>	3 765 540
L	4 000 000		4 000 000	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	4 096 774
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
				DES TAXES ET DES AVANTAGES	
				FISCAUX ET PRESTATIONS	26 378 801
	26 801 000		26 801 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
L	2 597 500		2 597 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 2 637 609
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	2 598 500		2 598 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 2 637 609
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 0
				=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration efficace et efficiente des lois fiscales de l'Ontario et des programmes de crédits d'impôt et d'avantages fiscaux et s'attache à optimiser les revenus tout en réduisant les coûts liés à la conformité que doivent assumer les particuliers et les entreprises. Les revenus perçus au moyen des programmes fiscaux et non fiscaux constituent le fondement budgétaire sur lequel reposent de nombreux programmes gouvernementaux, tandis que divers programmes de crédits et d'avantages fiscaux aident à soutenir un climat viable sur le plan socio-économique et en matière d'investissements. La province encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable et en procédant à l'examen indépendant des contestations, tout en décourageant la fraude, l'évasion fiscale et la participation à l'économie souterraine par des activités de recouvrement, des vérifications, des inspections et des enquêtes. Le caractère équitable des programmes d'incitatifs et d'avantages fiscaux est protégé par des examens de validation et des vérifications. Le programme est également responsable de la suppression progressive du programme de taxe de vente au détail.

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Partenariats stratégiques relatives aux programmes</i>		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	71 110 528		Traitements et salaires	19 808 007	
Avantages sociaux	11 862 334		Avantages sociaux	3 114 356	
Transports et communications	3 493 973		Transports et communications	1 001 241	
Services.....	131 856 424		Services	117 201 814	
Fournitures et matériel	1 904 788		Fournitures et matériel.....	243 239	
Paielements de transfert				-----	
Régime de revenu annuel garanti	119 408 307			141 368 657	
	-----		Moins : Recouvrements	751 623	
	339 636 354			-----	140 617 034
Moins : Recouvrements	1 987 034				-----
	-----		<i>Programmes de conformité</i>		
	337 649 320				

<i>Prestations des programmes</i>					
Traitements et salaires.....	23 044 425		Traitements et salaires	28 258 096	
Avantages sociaux	4 141 297		Avantages sociaux	4 606 681	
Transports et communications	1 362 752		Transports et communications	1 129 980	
Services.....	10 986 171		Services	3 668 439	
Fournitures et matériel	245 883		Fournitures et matériel.....	1 415 666	
Paielements de transfert				-----	39 078 862
Régime de revenu annuel garanti.....	119 408 307				-----
	-----		<i>Crédits législatifs</i>		
	159 188 835				
Moins : Recouvrements	1 235 411		Autres opérations		
	-----	157 953 424	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		29 879 691
		-----			-----
					29 879 691

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS.....		
			367 529 011		

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Actifs (Poste 2)		Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables		Autres opérations	
Régime de revenu annuel garanti	220 602	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 637 609
	220 602		2 637 609
Crédits législatifs		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		ADMINISTRATION DES TAXES	
		ET DES AVANTAGES	
		FISCAUX ET PRESTATIONS.....	
		2 637 609	
		=====	
Avances et montants récupérables			
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18 295 885		
Avances, <i>Loi sur les régies</i>			
<i>des services publics du Nord</i>	3 765 540		
Avances, <i>Loi sur les régies</i>			
<i>des routes locales</i>	4 096 774		
	26 158 199		
	26 158 199		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
ADMINISTRATION DES TAXES			
ET DES AVANTAGES			
FISCAUX ET PRESTATIONS.....			
26 378 801			
=====			

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

L
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU TRÉSOR

L	9 849 464 000		9 849 464 000	Intérêts sur la dette.....	9 539 823 819
	<u>9 849 464 000</u>	<u> </u>	<u>9 849 464 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>9 539 823 819</u>
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TRÉSOR	=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités, se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il contribue à l'analyse financière du secteur de l'électricité et au soutien de tout passif réel et éventuel de la province et surveille les retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	9 274 879 351	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	512 221 086	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....	13 924 142	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario.....	94 971 410	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	45 116 607	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	175 769	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	10 063 410	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	28 732 541	
	-----	9 980 084 316
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		172 497 411
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères		139 389 896
Moins: Intérêts sur les investissements		648 491 973

		9 019 705 036
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....		520 118 783

		9 539 823 819

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU TRÉSOR		9 539 823 819
		=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	25 514 441 846	24 582 045 940
Taxe de vente harmonisée.....	18 975 003 218	18 371 712 395
Impôt sur les sociétés.....	12 093 047 448	9 245 341 890
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 510 541 765	5 972 784 427
Impôt- santé des employeurs	5 137 107 267	5 091 982 323
Contributions – santé de l'Ontario	3 066 623 565	2 916 010 522
Taxe sur l'essence.....	2 390 305 974	2 380 138 197
Taxe de vente au détail	1 982 362 378	1 787 257 180
Droits de cession immobilière	1 476 576 552	1 413 586 831
Taxe sur le tabac	1 141 960 327	1 150 105 259
Taxe sur les carburants	709 862 784	710 219 822
Taxe sur la bière et le vin.....	560 453 625	560 806 503
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	206 112 309	258 525 911
Impôt sur l'administration des successions.....	128 133 244	124 169 366
Impôt sur les bénéfices miniers.....	110 479 545	176 019 365
Crédit d'impôt.....	58 608 965	(90 123 630)
Impôt sur les barrages hydroélectriques.....	18 160 362	9 611 568
Impôt foncier provincial	7 222 129	18 529 792
Taxe sur le pari mutuel	4 540 538	4 952 502
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	785 387	3 063 433
	<u>79 092 329 228</u>	<u>74 686 739 596</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	11 315 154 000	10 705 120 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 590 792 000	4 468 649 000
Paieement de péréquation.....	3 260 666 000	2 199 537 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente.....	96 823 000	96 955 000
Fonds de recrutement de policiers	31 360 000	31 360 000
Subvention annuelle par personne – <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Aide de transition fédérale.....	0	1 300 000 000
	<u>19 302 877 321</u>	<u>18 809 703 321</u>
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 903 254 575	1 923 213 204
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	1 700 000 000	1 630 000 000
Hydro One Incorporated	217 765 000	407 565 000
	<u>3 821 019 575</u>	<u>3 960 778 204</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 327 944	142 327 945
Évaluations – de base et recouvrements.....	423 636	825 525
Remboursements généraux	2 595 398	2 556 933
	<u>145 346 978</u>	<u>145 710 403</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'électricité de l'Ontario.....	134 602 310	135 671 976
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	7 732 500	7 725 000
Droits d'administration.....	2 415 235	2 394 652
Droits de garantie – autres	159 000	180 711
Autres	760 330	782 504
	<u>145 669 375</u>	<u>146 754 843</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS	 657 135	 933 899
	<u>657 135</u>	<u>933 899</u>
 VENDES ET LOCATIONS		
Gain (Perte) de placement.....	0	44 180 713
Autres	89 388	54 201
	<u>89 388</u>	<u>44 234 914</u>
 REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	33 000 000	33 000 000
	<u>33 000 000</u>	<u>33 000 000</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 31 307 158	 550 795 058
	<u>31 307 158</u>	<u>550 795 058</u>
 DIVERS		
Dividendes.....	11 762 110	11 330 181
Autre revenu – Toronto.....	3 122 302	3 133 933
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 142 843	1 749 499
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	144 766	146 304
Autre revenu – Oshawa.....	10 950 453	11 219 325
	<u>28 122 474</u>	<u>27 579 242</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 102 600 418 632	 98 406 229 480
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	805 800 000	121 200 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts.....	719 333 586	1 097 444 073
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	405 000 000	345 000 000
Billets à terme adossés à des actifs	15 753 474	9 020 744
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
	<u>1 956 887 060</u>	<u>1 583 664 817</u>
 TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	 1 956 887 060	 1 583 664 817
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-166
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-167
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-169
EMPLOI ONTARIO	2-172
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	2-175
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-168, 2-171, 2-174
ÉTAT DES RECETTES	2-177
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-178

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 505 127	Administration du ministère	25 598 714	24 162 824
5 740 972 685	Éducation postsecondaire	5 982 781 700	5 939 533 021
1 337 104 603	Emploi Ontario	1 298 283 200	1 280 173 326
19 484 769	Politiques stratégiques et programmes	22 689 300	19 281 378
7 118 067 184 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 329 352 914 =====	7 263 150 549 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
64 800 000	Éducation postsecondaire	70 600 000	70 101 257
6 170 400	Emploi Ontario	8 900 000	1 520 300
70 970 400 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	79 500 000 =====	71 621 557 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
259 391 700	Éducation postsecondaire	154 931 600	154 923 340
15 121 951	Emploi Ontario	17 188 000	17 117 643
274 513 651 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	172 119 600 =====	172 040 983 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Éducation postsecondaire	14 371 500	9 345 985
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	14 371 500 =====	9 345 985 =====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 734 700	4 800 000	25 534 700	Administration du ministère 24 110 045
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 36 056
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 56
	20 798 714	4 800 000	25 598 714	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 24 162 824
				=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 589 311		Services	1 223 000	1 223 000
Avantages sociaux	382 568				
Transports et communications	100 395				
Services.....	21 973 086				
Fournitures et matériel	64 685				
	24 110 045		<i>Services de vérification</i>		
			Services	1 271 500	1 271 500
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	1 589 311				
Avantages sociaux	162 531		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications	81 624		Services	8 108 481	8 108 481
Services.....	17 851				
Fournitures et matériel	33 830				
	1 885 147				
<i>Services financiers et administratifs</i>					
Avantages sociaux	220 037		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications	18 771		Traitement versé au ministre en vertu		
Services.....	6 121 554		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		36 056
Fournitures et matériel	30 855		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	6 391 217		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
			Créances irrécouvrables,		
<i>Ressources humaines</i>			<i>Loi sur l'administration financière</i>		56
Services.....	1 290 700				52 779
	1 290 700				
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
<i>Services de communication</i>			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		24 162 824
Services.....	3 940 000				
	3 940 000				

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3002
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

1	6 057 252 500	(101 010 800)	5 956 241 700	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	5 904 177 992
L	26 540 000		26 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i>	35 355 029
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
	6 083 792 500	(101 010 800)	5 982 781 700	POSTSECONDAIRE	5 939 533 021
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	61 600 000	9 000 000	70 600 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	70 101 257
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
	61 600 000	9 000 000	70 600 000	POSTSECONDAIRE	70 101 257
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
3	152 703 300	2 160 000	154 863 300	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 154 862 300
L	68 300		68 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 61 040
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	152 771 600	2 160 000	154 931 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE 154 923 340
				<u>=====</u>

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

6	1 000	14 370 500	14 371 500	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 9 345 985
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	1 000	14 370 500	14 371 500	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE 9 345 985
				<u>=====</u>

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations et l'aide financière aux étudiantes et étudiants, à gérer les relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, à gérer les mécanismes de responsabilisation, en particulier la gouvernance et la législation applicable, à réglementer les collèges publics d'arts appliqués et de technologie et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, et à administrer le cadre de financement des collèges et universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
		Prêts et investissements	
		Soutien aux étudiantes et étudiants	
		70 101 257	

		70 101 257	

		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
		POSTSECONDAIRE.....	
		70 101 257	
		=====	
		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)	
		Paiements de transfert	
		Subventions d'immobilisations	
		– collèges	
		43 288 000	
		Subventions d'immobilisations	
		– universités.....	
		111 574 300	

		154 862 300	

		154 862 300	

		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	
		61 040	

		61 040	

		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
		POSTSECONDAIRE.....	
		154 923 340	
		=====	
		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
		Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)	
		Logiciels d'application de gestion –	
		coûts relatifs aux immobilisations.....	
		9 345 985	

		9 345 985	

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME D'ÉDUCATION	
		POSTSECONDAIRE.....	
		9 345 985	
		=====	
Traitements et salaires.....	14 081 564		
Avantages sociaux	1 756 131		
Transports et communications	1 316 738		
Services.....	27 567 449		
Fournitures et matériel	226 088		
Paiements de transfert			
Subventions pour les coûts de			
fonctionnement des collèges ...	1 413 730 828		
Subventions pour les			
coûts de fonctionnement			
des universités.....	3 479 254 070		
Conseil des ministres de			
l'Éducation (Canada)	795 017		
Renouvellement de			
l'éducation postsecondaire	14 968 885		
Programmes d'aide financière			
aux étudiantes et étudiants.....	950 418 122		
Subvention au titre des manuels			
scolaires et de la technologie....	63 100		
-----	5 859 230 022		

	5 904 177 992		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants –			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	35 355 029		

	35 355 029		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME D'ÉDUCATION			
POSTSECONDAIRE.....	5 939 533 021		
	=====		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

7	1 305 599 100	(13 402 000)	1 292 197 100	Système Emploi Ontario.....	1 263 846 803
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
L	5 582 500		5 582 500	Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	16 326 523
	<u>1 311 685 200</u>	<u>(13 402 000)</u>	<u>1 298 283 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 280 173 326</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

9	8 900 000		8 900 000	Système Emploi Ontario.....	1 520 300
	<u>8 900 000</u>		<u>8 900 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	<u>1 520 300</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES D'IMMOBILISATIONS
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

10	14 001 000	2 000 000	16 001 000	Système Emploi Ontario.....	15 932 009
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	1 185 634
	<u>15 188 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>17 188 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	–PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	17 117 643
					=====

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans une économie mondiale, EO contribuera à la réalisation de l'objectif de l'Ontario, qui est d'avoir la population la plus instruite et la main-d'œuvre la plus qualifiée dans le monde. Les programmes et services d'EO peuvent se grouper selon quatre grandes catégories :

1. Programmes d'emploi et de formation
2. Programmes d'apprentissage
3. Programmes relatifs aux compétences fondamentales
4. Programmes liés au marché du travail

Les programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, de collèges publics, de bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et d'agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

[illegible]

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

3004 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	
1	23 939 300	(1 250 000)	22 689 300	Politiques stratégiques et programmes.....	19 281 378
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– POLITIQUES STRATÉGIQUES	
				ET PROGRAMMES	19 281 378
	23 939 300	(1 250 000)	22 689 300		

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'élaboration des politiques stratégiques et la conception des programmes pour l'éducation postsecondaire et la formation liée au marché du travail. Elle assume également pour le ministère des fonctions essentielles comme les prévisions à long terme, la planification des immobilisations, l'évaluation et la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement, y compris la supervision des ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et hautement qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	11 628 928
Avantages sociaux	1 386 099
Transports et communications	275 214
Services.....	5 950 945
Fournitures et matériel	219 377

	19 460 563
Moins : Recouvrements	179 185

	19 281 378

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
POLITIQUES STRATÉGIQUES	
ET PROGRAMMES.....	19 281 378
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	603 145 625	605 692 000
Entente sur le marché du travail.....	189 935 784	193 908 000
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 870	19 102 870
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	14 581 000	15 700 000
Programme canadien de prêts aux étudiants	14 418 924	13 557 076
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	13 467 365	11 916 029
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	9 335 830	11 944 254
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	3 928 702	3 621 723
Programme d'infrastructure du savoir	0	79 010 244
	867 916 100	954 452 196
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	1 064 693	989 913
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 897 180	7 698 564
Collèges privés d'enseignement professionnel	793 069	888 976
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	140 000	140 000
Frais pour chèques refusés	10 400	8 890
Droits des dépôts des demandes RAFEO.....	0	2 145
	8 840 649	8 738 575
AMENDES ET PÉNALITÉS	318 065	397 315
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	46 343 924	73 187 288
DIVERS		
Pénalités - intérêt	9 267 842	8 278 831
Autres	17 355	58 565
	9 285 197	8 337 396
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	933 768 628	1 046 102 683

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013	2012
	\$	\$
Remboursement – Prêts aux étudiants	109 732 567	95 733 956
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	3 045 486	2 036 171
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	112 778 053	97 770 127
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-180
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-181
PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE.....	2-183
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES.....	2-185
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-182
ÉTAT DES RECETTES	2-187
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-188

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 816 830	Administration du ministère	2 167 214	1 311 075
12 040 382	Planification de l'infrastructure et de la croissance	12 251 400	11 580 872
67 392 466	Développement et gestion des activités immobilières	67 320 200	66 804 746
81 249 678	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	81 738 814	79 696 693
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Planification de l'infrastructure et de la croissance	100 610 000	60
310 381 095	Développement et gestion des activités immobilières	236 444 700	218 749 473
310 381 095	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	337 054 700	218 749 533
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des activités immobilières	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	2 103 200		2 103 200	Administration du ministère 1 296 690
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 14 385
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	2 167 214		2 167 214	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 1 311 075
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

Description du programme :

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre. Il assure l'orientation et la direction générales du ministère ainsi que l'administration interne. D'autres services administratifs sont fournis au ministère par le ministère de l'Énergie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 126 329	
Avantages sociaux	104 243	
Transports et communications	30 477	
Services.....	27 378	
Fournitures et matériel	8 263	

	1 296 690	

Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 385	

	14 385	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 311 075	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE
1	14 901 400	(2 650 000)	12 251 400	Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance 11 580 872
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE..... 11 580 872
	14 901 400	(2 650 000)	12 251 400	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	133 455 700	(132 845 700)	610 000	Programmes d'infrastructure 60
3	100 000 000		100 000 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡ 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE..... 60
	233 455 700	(132 845 700)	100 610 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'infrastructure soutient : l'élaboration et la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification de l'infrastructure provinciale et l'élaboration du budget d'immobilisations; la mise en œuvre du plan d'infrastructure à long terme; l'élaboration de propositions de politiques et de programmes horizontaux et sectoriels relatifs à l'infrastructure; les négociations avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés; la coordination de la mise en œuvre des programmes d'infrastructure, notamment les investissements visant à stimuler l'économie; l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement; la prestation d'analyses et de conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures; la gestion de l'information pour les investissements en matière d'infrastructure; des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau.

Le programme de planification de la croissance dirige l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale de gestion de la croissance à l'échelle de la province. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones, les autres intervenants concernés et le grand public, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme.

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 4003Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	7 617 856
Avantages sociaux	1 043 390
Transports et communications	128 109
Services.....	2 734 628
Fournitures et matériel	56 889

	11 580 872

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE	11 580 872
	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Services.....	60

	60

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE	60
	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES
1	60 243 700	6 932 500	67 176 200	Programmes immobiliers..... 66 804 746
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	60 387 700	6 932 500	67 320 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 66 804 746
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	264 485 200	(28 042 500)	236 442 700	Programmes immobiliers..... 218 749 473
3	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	264 487 200	(28 042 500)	236 444 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 218 749 473
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières .. 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme a la responsabilité intégrée de la planification, de l'élaboration de politiques et de la gestion des biens immobiliers stratégiques d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres détenues un peu partout en Ontario. Il est également chargé de l'acquisition, la cession et l'utilisation des biens immobiliers ainsi que de la gouvernance et la surveillance de l'agent de prestation de services, la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Dans ce rôle, outre sa collaboration avec les ministères et organismes de l'Ontario à l'appui de leurs besoins en matière d'utilisation des terres, de gestion des propriétés et de locaux, le programme fournit des services et des conseils spécialisés en immobilier pour soutenir les objectifs des politiques et des programmes de l'Ontario. Aujourd'hui, le programme réalise plusieurs des objectifs environnementaux et stratégiques de l'Ontario par sa gestion efficace des biens immobiliers, l'optimisation de la valeur des biens immobiliers existants et la mise à la disposition des fonctionnaires de l'Ontario d'espaces de travail appropriés et suffisants. Ce programme a par ailleurs la responsabilité de la surveillance de Waterfront Toronto.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programmes immobiliers (Poste 1)		Programmes immobiliers (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	2 712 045	Services		138 302 691
Avantages sociaux	267 070	Paievements de transfert		
Transports et communications	37 824	Revitalisation du secteur		
Services.....	56 432 274	riverain de Toronto	52 316 059	
Fournitures et matériel	12 312	Infrastructure du village des		
Paievements de transfert		athlètes des Jeux panaméricains		
Société de revitalisation du		et parapanaméricains.....	28 130 723	
secteur riverain de Toronto.....	7 319 221			80 446 782
Autres opérations	3 795 700			

	70 576 446			218 749 473
Moins : Recouvrements	3 771 700			-----
	66 804 746			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT		PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT		
ET GESTION DES ACTIVITÉS		ET GESTION DES ACTIVITÉS		
IMMOBILIÈRES.....	66 804 746	IMMOBILIÈRES.....	218 749 473	=====
	=====			

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	0	110 323
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement des coûts de projets	4 518 675	0
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes	209 510	135 962
	4 728 185	135 962
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information – Droits	5 240	2 666
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments	117 200 373	128 032 622
Locations – Terrains et bâtiments	29 388 398	22 547 204
Locations – Autres	1 690 118	1 528 203
	148 278 889	152 108 029
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Locations	769 416	327 235
Créances irrécouvrables	83 101	454 750
Paiements de transfert	0	2 922 524
	852 517	3 704 509
DIVERS		
Intérêt	1 718 381	2 061 094
Paiements pour services rendus	1 116 002	0
Autres	979 645	0
	3 814 028	2 061 094
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	157 678 859	158 122 583

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	171 250	271 750
	-----	-----
TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	171 250	271 750
	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-191
COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	2-193
ÉTAT DES RECETTES	2-195

		2012 – 2013	
2011 – 2012			
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

4 222 783	Affaires francophones	4 294 100	4 149 452
877 057	Commissariat aux services en français	869 100	833 606
5 099 840	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	5 163 200	4 983 058

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1301
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES

1	4 244 100	50 000	4 294 100	Coordination des affaires francophones.....	4 149 452
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	4 244 100	50 000	4 294 100	AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 149 452
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement de l'Ontario sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux Affaires francophones et aux services en français. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et les organismes et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes offrant des services publics en vertu de la Loi. Il examine la disponibilité et la qualité des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils, de l'expertise et de l'aide à la communauté francophone. Il coordonne le transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 779 164
Avantages sociaux	192 680
Transports et communications	83 592
Services.....	1 945 052
Fournitures et matériel	24 964
Paielements de transfert	
Programme des services en français.....	124 000

	4 149 452

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 149 452
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1302
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS

1	869 100		869 100	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes.....	833 606
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– COMMISSARIAT AUX SERVICES	
	869 100		869 100	EN FRANÇAIS.....	833 606
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux Affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	573 379	
Avantages sociaux	56 634	
Transports et communications	24 484	
Services.....	156 094	
Fournitures et matériel	23 015	

	833 606	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS.....	833 606	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 510 000	1 469 350
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	629	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	9 350	554
	-----	-----
DIVERS.....	2	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 519 981	1 469 904
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-198
OMBUDSMAN ONTARIO	2-199
ÉTAT DES RECETTES	2-201

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013[illegible]

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Bureau de l'ombudsman est très présent sur les médias sociaux. Les particuliers peuvent communiquer avec le Bureau pour déposer une plainte en personne, par écrit, en appelant une ligne sans frais, par courriel, par Internet ou au moyen d'une application Web pour mobiles. Le Bureau donne de nombreux renseignements concernant ses activités et certaines enquêtes, en français et en anglais, sur son site Web (www.ombudsman.on.ca).

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	7 040 462	
Avantages sociaux	1 521 066	
Transports et communications	338 599	
Services.....	1 537 185	
Fournitures et matériel	721 988	

	11 159 300	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME –		
OMBUDSMAN ONTARIO	11 159 300	
	=====	

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	18 056 -----	4 755 -----
DIVERS.....	26 349 -----	21 760 -----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	44 405 =====	26 515 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-204
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-205
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-208
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-210
SERVICES JURIDIQUES	2-215
SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-217
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	2-219
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-207, 2-209, 2-214, 2-216, 2-218, 2-220
ÉTAT DES RECETTES	2-223

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
166 946 341	Administration du ministère	180 599 014	179 690 294
256 773 071	Poursuites contre les criminels	259 448 300	258 601 391
506 046 865	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	540 028 500	537 546 632
84 103 176	Services juridiques	30 511 500	37 888 294
417 265 267	Services aux tribunaux	426 722 700	426 126 534
163 925 694	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	169 105 000	167 090 843
9 194 023	Crédit d'impôt pour contributions politiques	5 755 000	5 754 995
1 604 254 437 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 612 170 014 =====	1 612 698 983 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
31 450 436	Administration du ministère	28 055 900	26 488 736
60 089	Poursuites contre les criminels	245 600	58 032
235 212	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	412 200	294 379
9 266	Services juridiques	64 500	10 488
291 938 465	Services aux tribunaux	22 667 700	21 610 022
2 411	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	73 200	23 405
323 695 879 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	51 519 100 =====	48 485 062 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
289 245	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	250 000	247 129
9 163	Services juridiques	0	0
0	Services aux tribunaux	282 605 900	267 019 700
298 408 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	282 855 900 =====	267 266 829 =====

* À compter de l'exercice 2012-2013, la province de l'Ontario a adopté une nouvelle convention comptable pour les projets réalisés selon le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement. En vertu de cette convention, les immobilisations en cours de construction qui étaient auparavant inscrites à l'actif du portefeuille immobilier général peuvent désormais être inscrites à l'actif des ministères qui les parrainent. La convention s'applique de façon prospective; les soldes de 2011-2012 liés aux charges d'immobilisations et à l'actif d'immobilisations ne sont donc pas redressés pour tenir compte de ce changement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	178 830 400	1 704 600	180 535 000	Administration du ministère 179 624 326
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 179 690 294
	178 894 414	1 704 600	180 599 014	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	31 500 000	(3 463 900)	28 036 100	Renouvellement des installations..... 26 475 074
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	18 800		18 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 13 662
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 26 488 736
	31 519 800	(3 463 900)	28 055 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion de projet; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Locaux – Frais de location		
Traitements et salaires.....	18 445 072		Services	153 754 486	
Avantages sociaux	2 559 525			-----	153 754 486
Transports et communications	527 635				-----
Services.....	158 034 169		Planification opérationnelle		
Fournitures et matériel	206 726				
	-----		Traitements et salaires	4 744 680	
	179 773 127		Avantages sociaux	867 495	
Moins : Recouvrements	148 801		Transports et communications	112 865	
	-----		Services	652 174	
	179 624 326		Fournitures et matériel	77 339	
	-----			-----	6 454 553

Bureau principal			Services en français		
Traitements et salaires.....	2 668 724		Traitements et salaires	616 393	
Avantages sociaux	260 043		Avantages sociaux	82 766	
Transports et communications	71 027		Transports et communications	50 599	
Services.....	316 799		Services	343 835	
Fournitures et matériel	11 035		Fournitures et matériel	17 288	
	-----	3 327 628		-----	
		-----		1 110 881	
Services de communication			Moins : Recouvrements	148 801	

Traitements et salaires.....	2 207 002				962 080
Avantages sociaux	277 151				-----
Transports et communications	39 912		Accès à l'information et protection de la vie privée		
Services.....	223 248				
Fournitures et matériel	13 263		Traitements et salaires	1 612 128	
	-----	2 760 576	Avantages sociaux	189 338	
		-----	Transports et communications	43 571	
Services de vérification			Services	219 314	
			Fournitures et matériel	37 042	
Services.....	1 853 007			-----	2 101 393
	-----	1 853 007			-----
		-----	Ressources humaines		
Services des installations					
Traitements et salaires.....	3 377 740		Traitements et salaires	3 218 405	
Avantages sociaux	376 974		Avantages sociaux	505 758	
Transports et communications	114 900		Transports et communications	94 761	
Services.....	296 514		Services	374 792	
Fournitures et matériel	40 918		Fournitures et matériel	9 841	
	-----			-----	4 203 557
		4 207 046			-----

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
Crédits législatifs		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	Renouvellement des installations (Poste 2)		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667			
	-----	Autres opérations		
	65 968	Investissements dans les		
	-----	immobilisations –		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		renouvellement des actifs.....	16 595 200	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	179 690 294	Investissements dans les		
	=====	immobilisations –		
		charges de renouvellement.....	9 879 874	
			-----	26 475 074

				26 475 074

		Crédits législatifs		
		Autres opérations		
		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	13 662	

				13 662

		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 488 736	
			=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	260 858 600	(5 488 200)	255 370 400	Droit criminel 254 036 647
3	4 076 900		4 076 900	Projet de la justice applicable aux Autochtones..... 4 065 490
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 499 254
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	264 936 500	(5 488 200)	259 448 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS..... 258 601 391
				=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels 0
L	244 600		244 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 58 032
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	245 600		245 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS..... 58 032
				=====

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$			\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Droit criminel (Poste 2)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		194 426 995			
Avantages sociaux		19 620 712			
Transports et communications		3 707 479			
Services.....		26 314 826			
Fournitures et matériel		3 771 610			
Paiements de transfert					
Comités de justice pour la jeunesse... 2 505 774					
Programmes de responsabilisation directe	3 361 591				
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels.....	327 660				

		6 195 025			

		254 036 647			

Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)					
Paiements de transfert					
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario.....	2 641 847				
Projets de la justice applicable aux Autochtones.....	1 423 643				

		4 065 490			

		4 065 490			

Crédits législatifs					
Autres opérations					
Paiements effectués en vertu de la Loi sur l'administration financière.....		499 254			

		499 254			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		
258 601 391			58 032		
=====			=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	347 549 100	7 000 000	354 549 100	Aide juridique Ontario..... 354 549 100
4	63 792 300	1 292 700	65 085 000	Relations avec les organismes 64 234 273
7	48 824 100	(993 300)	47 830 800	Tribunaux de justice sociale 46 662 333
8	7 032 700	6 368 800	13 401 500	Politiques et tribunaux décisionnels..... 13 126 563
9	32 044 200	8 745 700	40 789 900	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 40 696 025
10	18 612 900	(241 700)	18 371 200	Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario 18 278 338
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	517 856 300	22 172 200	540 028 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES..... 537 546 632
				=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 0
L	411 200		411 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 294 379
	412 200		412 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES..... 294 379
				=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
6	250 000		250 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 247 129
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES..... 247 129
	250 000		250 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé du programme de politiques et de législation du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques. Il supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Le programme est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales du ministère.

En vertu de ce programme, la Division des politiques et des tribunaux décisionnels assure la liaison et gère les relations du ministère avec divers tribunaux décisionnels. Il s'agit notamment des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario - la Commission de révision de l'évaluation foncière, le Tribunal de l'environnement, la Commission des biens culturels, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de négociation, des Tribunaux de justice sociale Ontario - la Commission de la location immobilière, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des placements sous garde, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français) - ainsi que de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

En vertu de ce programme, la Division des relations avec les organismes gère les relations de responsabilisation entre divers organismes et programmes, en particulier : la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, l'Unité des enquêtes spéciales, Aide juridique Ontario et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>		
Aide juridique Ontario (Poste 2)			Transports et communications	475	
Paiements de transfert			Services	3 554	
Certificats délivrés dans le cadre			Fournitures et matériel	61	
du Fonds d'aide juridique			Paiements de transfert		
– Services aux clients	289 920 100		Vérification et supervision des		
Certificats délivrés dans le cadre			libérations sous caution	6 310 900	6 314 990
du Fonds d'aide juridique					
– Administration	27 348 100				
Cliniques juridiques communautaires					
financées dans le cadre du			<i>Victimes de mauvais traitements</i>		
Fonds d'aide juridique	37 280 900		Paiements de transfert		
		354 549 100	Victimes de mauvais traitements	19 698	19 698
		354 549 100			
Relations avec les organismes (Poste 4)			<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
Traitements et salaires	60 379 072		Traitements et salaires	4 371 073	
Avantages sociaux	9 786 666		Avantages sociaux	551 666	
Transports et communications	2 735 891		Transports et communications	164 680	
Services	9 869 202		Services	570 732	
Fournitures et matériel	1 226 812		Fournitures et matériel	80 731	5 738 882
Paiements de transfert					
Vérification et supervision			<i>Centre d'assistance juridique en</i>		
des libérations sous caution	6 310 900		<i>matière de droits de la personne</i>		
Victimes de mauvais traitements	19 698		Services	172	
Centre d'assistance juridique en			Paiements de transfert		
matière de droits de la personne	5 483 200	11 813 798	Centre d'assistance juridique en		
		95 811 441	matière de droits de la personne	5 483 200	5 483 372
Moins : Recouvrements	31 577 168	64 234 273			
<i>Relations avec les organismes et gestion des programmes</i>			<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
Traitements et salaires	1 265 612		Traitements et salaires	4 351 125	
Avantages sociaux	132 000		Avantages sociaux	517 457	
Transports et communications	20 572		Transports et communications	237 970	
Services	58 709		Services	939 356	
Fournitures et matériel	8 327	1 485 220	Fournitures et matériel	118 633	6 164 541

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Unité des enquêtes spéciales</i>			<i>Politiques</i>		
Traitements et salaires.....	6 200 722		Traitements et salaires	4 799 437	
Avantages sociaux	711 940		Avantages sociaux	607 482	
Transports et communications	505 519		Transports et communications	166 392	
Services.....	771 765		Services	1 341 982	
Fournitures et matériel	143 921		Fournitures et matériel	56 495	
	-----	8 333 867		-----	6 971 788
		-----			-----
<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Renseignements au public</i>		
Traitements et salaires.....	44 190 540		Traitements et salaires	193 690	
Avantages sociaux	7 873 603		Avantages sociaux	22 882	
Transports et communications	1 806 675		Transports et communications	145 043	
Services.....	7 524 914		Services	5 389 325	
Fournitures et matériel	875 139		Fournitures et matériel	153 835	
	-----			-----	5 904 775
	62 270 871				-----
Moins : Recouvrements	31 577 168				
	-----	30 693 703			

<i>Tribunaux de justice sociale (Poste 7)</i>			<i>Commission du droit de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	30 161 085		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	3 915 122		Commission du droit de l'Ontario.....	250 000	
Transports et communications	2 425 909			-----	250 000
Services.....	9 468 786				-----
Fournitures et matériel	691 431				

	46 662 333				

<i>Politiques et tribunaux décisionnels (Poste 8)</i>			<i>Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 9)</i>		
Traitements et salaires.....	4 993 127		Traitements et salaires	3 046 868	
Avantages sociaux	630 364		Avantages sociaux	581 095	
Transports et communications	311 435		Transports et communications	489 521	
Services.....	6 731 307		Services	2 389 634	
Fournitures et matériel	210 330		Fournitures et matériel	33 777	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario.....	250 000		Indemnisation des victimes d'actes criminels	34 155 130	
	-----			-----	
	13 126 563			40 696 025	
	-----			-----	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (Poste 10)		Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	12 325 830	Matériel de technologie de l'information.....	247 129
Avantages sociaux	1 620 510		-----
Transports et communications	1 075 097		247 129
Services.....	3 074 358		-----
Fournitures et matériel	182 543		

	18 278 338		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES,		PROGRAMME DES POLITIQUES,	
PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME	
RELATIF AUX ORGANISMES	537 546 632	RELATIF AUX ORGANISMES	247 129
	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	294 379		

	294 379		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES,			
PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME			
RELATIF AUX ORGANISMES	294 379		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
304					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	
2	47 579 200	(22 540 600)	25 038 600	Services juridiques.....	24 908 732
3	5 695 200	(223 300)	5 471 900	Services des conseillers législatifs	5 312 369
L	1 000		1 000	Loi sur les actions contre la Couronne.....	7 667 193
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	
	53 275 400	(22 763 900)	30 511 500		37 888 294
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D’IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services juridiques.....	0
L	63 500		63 500	Amortissement – Loi sur l’administration financière...	10 488
				TOTAL (CHARGES D’IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....	
	64 500		64 500		10 488
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et des services d'intervention et le représente devant tous les types de tribunaux. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Services juridiques (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	115 490 216		Traitements et salaires	5 927 367
Avantages sociaux	11 442 898		Avantages sociaux	703 950
Transports et communications	569 258		Transports et communications	38 541
Services.....	7 490 843		Services	317 139
Fournitures et matériel	880 790		Fournitures et matériel	44 337
Paiements de transfert				-----
Recours civils à l'égard d'activités				7 031 334
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			Moins : Recouvrements	1 718 965
Indemnisation des victimes ...	91 046			-----
Recours civils à l'égard d'activités				5 312 369
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				-----
Subventions.....	882 655			
	-----	973 701		

		136 847 706		
Moins : Recouvrements	111 938 974			
	-----	24 908 732		

<i>Droit civil et constitutionnel</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	25 714 835		Autres opérations	
Avantages sociaux	2 770 936		<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	7 667 193
Transports et communications	569 258			-----
Services.....	7 490 843			7 667 193
Fournitures et matériel	880 790			-----
Paiements de transfert				
Recours civils à l'égard d'activités			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			PROGRAMME DES	
Indemnisation des victimes ...	91 046		SERVICES JURIDIQUES	37 888 294
Recours civils à l'égard d'activités				=====
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				
Subventions.....	882 655		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	

	38 400 363		Crédits législatifs	
Moins : Recouvrements	13 492 756			
	-----	24 907 607		

<i>Services juridiques détachés</i>				
Traitements et salaires.....	89 775 381		Autres opérations	
Avantages sociaux	8 671 962		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	10 488
	-----			-----
	98 447 343			10 488
Moins : Recouvrements	98 446 218			-----
	-----	1 125		
		-----	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES	
			SERVICES JURIDIQUES	10 488
				=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	271 166 900	(4 562 000)	266 604 900	Administration de la justice..... 265 515 808
2	154 116 700	1 301 100	155 417 800	Services judiciaires..... 155 237 457
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 373 269
	429 983 600	(3 260 900)	426 722 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 426 126 534
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	33 443 900	(11 105 200)	22 338 700	Construction de tribunaux..... 21 610 022
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux..... 0
L	328 000		328 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	33 772 900	(11 105 200)	22 667 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 21 610 022
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	282 605 900		282 605 900	Services aux tribunaux..... 267 019 700
	282 605 900		282 605 900	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 267 019 700
				=====

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	160 586 337	Paiements de transfert		
Avantages sociaux	27 346 524	Cession immobilière		585 121
Transports et communications	8 705 460	Autres opérations		
Services.....	59 122 384	Investissements dans		
Fournitures et matériel	9 755 103	les immobilisations	5 684 900	
	-----	Projets d'infrastructure		
	265 515 808	de grande envergure.....	15 340 001	
	-----		-----	21 024 901

				21 610 022

Services judiciaires (Poste 2)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		PROGRAMME DES SERVICES		
		AUX TRIBUNAUX.....		
				21 610 022
				=====
Traitements et salaires.....	131 104 524	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Avantages sociaux	9 226 657	Services aux tribunaux (Poste 5)		
Transports et communications	2 751 937	Immeubles		
Services.....	11 331 131			267 019 700
Fournitures et matériel	591 257			-----
Paiements de transfert				267 019 700
Subventions – Institut national de la				-----
magistrature/Conférence des juges	231 951			

	155 237 457			

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	5 373 269			

	5 373 269			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES		
AUX TRIBUNAUX.....		AUX TRIBUNAUX.....		
	426 126 534			267 019 700
	=====			=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES
1	73 590 100	(5 837 400)	67 752 700	Services aux victimes 67 195 796
2	21 950 800	(945 100)	21 005 700	Programme d'aide aux victimes et aux témoins 20 689 472
6	79 255 300	1 091 300	80 346 600	Personnes vulnérables..... 79 205 575
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES 167 090 843
	174 796 200	(5 691 200)	169 105 000	
	=====	=====	=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	1 000		1 000	Services aux victimes et aux personnes vulnérables..... 0
L	72 200		72 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 23 405
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES 23 405
	73 200		73 200	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme offre des services de soutien aux victimes et aux personnes vulnérables dans le cadre du système de justice pénale et il administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. La Division gère les Services aux victimes - Ontario, le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels relève également de ce programme.

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			<i>Avocat des enfants</i>		
Traitements et salaires.....	7 371 484		Traitements et salaires	8 281 836	
Avantages sociaux	901 357		Avantages sociaux	935 197	
Transports et communications	464 584		Transports et communications	257 842	
Services.....	3 804 328		Services	30 186 774	
Fournitures et matériel	84 564		Fournitures et matériel	203 660	
Paiements de transfert				-----	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents.....	10 560 698			39 865 309	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	9 306 820		Moins : Recouvrements	98 780	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	13 049 290			-----	39 766 529
Programme d'aide aux enfants victimes	1 480 000				
Services spécialisés	600 000				
Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	11 611 891				
Visites surveillées	7 960 780				
	-----	54 569 479			

		67 195 796			

Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
Traitements et salaires.....	16 142 476		Traitements et salaires	30 070 264	
Avantages sociaux	2 652 621		Avantages sociaux	3 951 492	
Transports et communications	860 595		Transports et communications	1 021 235	
Services.....	839 773		Services	4 040 383	
Fournitures et matériel	194 007		Fournitures et matériel	355 672	
	-----	20 689 472		-----	39 439 046
		-----			-----
Personnes vulnérables (Poste 6)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNERABLES.....		
Traitements et salaires.....	38 352 100			167 090 843	=====
Avantages sociaux	4 886 689				
Transports et communications	1 279 077				
Services.....	34 227 157				
Fournitures et matériel	559 332				
	-----	79 304 355			

Moins : Recouvrements	98 780				
	-----	79 205 575			

			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Crédits législatifs		
			Autres opérations		
			Amortissement – Loi sur l’administration financière ..		
			23 405 -----		
			23 405 -----		
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNERABLES.....		
			23 405 =====		

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES

1	6 783 000	(1 028 000)	5 755 000	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	5 754 995
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR	
				CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	
	6 783 000	(1 028 000)	5 755 000		5 754 995

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit remboursable pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des campagnes électorales de l'Ontario*.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)	
Paielements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	5 754 995

	5 754 995

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT	
POUR CONTRIBUTIONS	
POLITIQUES.....	5 754 995
	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 277 124	53 784 433
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 160 429	4 160 400
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale	1 831 921	1 794 311
Travailleurs judiciaires autochtones.....	891 592	1 039 597
Langue française.....	439 105	285 000
Autres	644 536	411 405
	58 244 707	61 475 146
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	22 169 000	26 258 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	16 031 533	17 378 946
Avocat des enfants.....	96 950	112 004
Autres	0	751
	38 297 483	43 749 701
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	51 964 891	51 795 106
Frais judiciaires.....	13 014 195	13 426 871
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario.....	12 109 198	12 079 147
Procédure/Recherche/Shérifs	10 015 635	9 747 656
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	6 905 628	7 413 512
Jeux – Licences des loteries	6 284 406	6 622 745
Jeux – Droits d'inscription.....	5 649 894	6 382 377
Permis – Permis de vente.....	4 111 600	4 116 269
Permis pour occasions spéciales	3 101 783	3 104 995
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	1 382 643	518 223
Droits de cession de permis	1 320 840	1 486 151
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	223 720	239 483
Permis – Vineries ontariennes	171 905	233 795
Permis – Brasseurs provinciaux.....	104 525	92 925
Permis – Fabricants de spiritueux.....	25 200	32 760
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	12 809	13 210
Frais pour chèques refusés	11 340	10 330
Autres	54 657	64 951
	116 464 869	117 380 506

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	39 683 855	41 571 996
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	6 470 469	570 245
Amendes – Paiements en trop	21 112	27 635
	<u>46 175 436</u>	<u>42 169 876</u>
 VENTES ET LOCATIONS	 400 734	 618 259
	<u> </u>	<u> </u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 6 736 998	 4 919 689
	<u> </u>	<u> </u>
 DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	52 280 100	46 128 800
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	2 716 527	800 659
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	2 699 049	3 275 664
Confiscations – Produits de la criminalité	629 603	774 822
Division du droit criminel – Règlements	655 738	52 389 880
Autres	1 311 362	1 356 472
	<u>60 292 379</u>	<u>104 726 297</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 326 612 606	 375 039 474
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-226
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-227
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-229
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-235
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-237
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-228, 2-232, 2-233, 2-234, 2-236
ÉTAT DES RECETTES	2-239

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
34 850 756	Administration du ministère	33 166 114	32 042 254
362 289 143	Gestion des richesses naturelles	367 869 900	368 404 034
239 299 753	Protection du public	186 771 200	185 993 769
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	722
636 439 652 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	587 808 214 =====	586 440 779 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
720 000	Gestion des richesses naturelles	1 606 000	1 126 000
53 565	Protection du public	53 600	53 600
270 770	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	181 500	167 210
1 044 335 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 841 100 =====	1 346 810 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
60 119 176	Gestion des richesses naturelles	60 568 100	58 148 920
3 009 410	Protection du public	4 720 000	4 254 950
63 128 586 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	65 288 100 =====	62 403 870 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
27 009 184	Gestion des richesses naturelles	20 010 100	18 358 517
9 175 699	Protection du public	23 789 800	18 169 280
36 184 883 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	43 799 900 =====	36 527 797 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	33 429 300	(328 200)	33 101 100	Administration du ministère 31 976 286
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	33 494 314	(328 200)	33 166 114	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 32 042 254
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 913 473	
Traitements et salaires.....	13 749 896		Avantages sociaux	372 304	
Avantages sociaux	4 957 979		Transports et communications	60 272	
Transports et communications	522 430		Services	437 596	
Services.....	12 464 453		Fournitures et matériel	23 980	
Fournitures et matériel	300 276			-----	3 807 625
	-----				-----
	31 995 034		<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements	18 748		Traitements et salaires	119 200	
	-----		Transports et communications	49 023	
	31 976 286		Services	4 393 474	
	-----		Fournitures et matériel	54 782	
				-----	4 616 479

<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	2 377 889		Services	426 050	
Avantages sociaux	276 573			-----	426 050
Transports et communications	244 988				-----
Services.....	648 739				
Fournitures et matériel	50 097				

	3 598 286		<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Moins : Recouvrements	18 748		Traitements et salaires	1 658 665	
	-----	3 579 538	Avantages sociaux	211 417	
		-----	Transports et communications	77 223	
			Services	277 255	
			Fournitures et matériel	44 738	
				-----	2 269 298

<i>Finances et administration</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	4 540 992		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	631 323		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications	32 759		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	5 681 672		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Fournitures et matériel	83 337			-----	65 968
	-----	10 970 083			-----

<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	2 139 677		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	32 042 254	
Avantages sociaux	3 466 362			=====	
Transports et communications	58 165				
Services.....	599 667				
Fournitures et matériel	43 342				
	-----	6 307 213			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	336 148 300	17 407 800	353 556 100	Gestion durable des ressources 351 987 984
2	9 396 700	(174 900)	9 221 800	Parcs Ontario 9 211 547
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 7 171 101
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 33 402
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	350 637 000	17 232 900	367 869 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 368 404 034
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 200 000	406 000	1 606 000	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement 1 126 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 200 000	406 000	1 606 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 1 126 000
				<u>=====</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	52 639 200	(2 596 600)	50 042 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles 49 676 143
L	10 525 500		10 525 500	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 8 472 777
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 58 148 920
	63 164 700	(2 596 600)	60 568 100	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

4	19 710 100	300 000	20 010 100	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations ... 18 358 517
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 18 358 517
	19 710 100	300 000	20 010 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure, tels les installations piscicoles, les parcs, les terres de la Couronne, l'eau et les autres investissements dans l'infrastructure nécessaires à l'exécution des programmes du ministère.

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103[illegible]

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

\$	\$	\$
Services provinciaux		
Traitements et salaires.....	13 275 639	
Avantages sociaux	2 024 444	
Transports et communications	472 750	
Services.....	2 382 213	
Fournitures et matériel	1 535 119	
	19 690 165	
Moins : Recouvrements	35 877	
	-----	19 654 288

Opérations régionales		
Traitements et salaires.....	68 124 981	
Avantages sociaux	10 024 654	
Transports et communications	4 021 746	
Services.....	13 993 264	
Fournitures et matériel	3 623 731	
Paiements de transfert Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario ..	7 005 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités.....	7 770 106	
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires	2 066 750	
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes ..	7 448 000	
Programme du Grand Nord	3 622 382	
Expérience Été.....	372 151	
Mise en valeur des ressources des Premières nations ..	919 087	
Intendances des ressources.....	4 076 564	
Programme d'encouragement pour les propriétaires de puits de gaz privés	7 009	
	-----	33 287 049

		133 075 425
Moins : Recouvrements	2 841 687	
	-----	130 233 738

\$		
\$		
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune		
Traitements et salaires	38 880 694	
Avantages sociaux	6 349 098	
Transports et communications	3 207 534	
Services	15 727 465	
Fournitures et matériel	4 212 908	
	68 377 699	
Moins : Recouvrements	68 377 699	
	-----	0

Administration du programme		
Traitements et salaires	705 780	
Avantages sociaux	63 165	
Transports et communications	83 802	
Services	35 080 890	
Fournitures et matériel	3 960	
	35 937 597	
Moins : Recouvrements	8 034	
	-----	35 929 563

Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires	43 531 668	
Avantages sociaux	5 821 674	
Transports et communications	1 791 369	
Services	15 341 906	
Fournitures et matériel	14 174 868	
Paiements de transfert Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario.....	20 000	
Autres opérations.....	94	
	80 681 579	
Moins : Recouvrements	71 470 032	
	-----	9 211 547

Crédits législatifs		
Autres opérations Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	7 171 101	
	-----	7 171 101

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
Crédits législatifs		<i>Infrastructure à usage public – routes, régulation des eaux, décharges</i>		
Autres opérations		Transports et communications	76 153	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	33 402	Services	3 441 574	
	-----	Fournitures et matériel	278 686	
	33 402		-----	
	-----		3 796 413	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	368 404 034	Moins : Recouvrements	2 602 999	1 193 414
	=====		-----	-----
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		<i>Services provinciaux</i>		
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)		Transports et communications	258 718	
		Services	1 833 863	
		Fournitures et matériel	2 117 948	
		Autres opérations.....	219 227	
			-----	4 429 756

Dépôts et charges payées d'avance	1 126 000	<i>Opérations régionales</i>		
	-----	Transports et communications	135 874	
	1 126 000	Services	20 354 484	
	-----	Fournitures et matériel	1 854 354	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	1 126 000	Paiements de transfert		
	=====	Infrastructure des offices		
		de protection de la nature	2 499 697	24 844 409
			-----	-----
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		<i>Sciences et information</i>		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		Transports et communications	29 493	
Transports et communications	568 110	Services	397 963	
Services.....	41 412 122	Fournitures et matériel	827 165	
Fournitures et matériel	6 541 848		-----	1 254 621
Paiements de transfert				-----
Infrastructure des offices		<i>Industrie forestière</i>		
de protection de la nature	2 499 697	Services	292 696	
Autres opérations	1 257 365		-----	292 696
	-----			-----
	52 279 142			
Moins : Recouvrements	2 602 999			

	49 676 143			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
			ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Transports et communications	42 993		Terrains.....	168 200	
Services.....	9 643 173		Immeubles	13 379 371	
Fournitures et matériel	419 254		Parc automobile et flotte de bateaux	4 810 946	
Autres opérations	476 079				
	-----	10 581 499		-----	18 358 517
		-----			-----
<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>			<i>Services provinciaux</i>		
Transports et communications	24 879		Immeubles	7 530 943	
Services.....	5 448 369		Parc automobile et flotte de bateaux	1 331 361	
Fournitures et matériel	1 044 441			-----	8 862 304
Autres opérations	562 059				-----
	-----	7 079 748			-----
		-----			-----
Crédits législatifs			<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Autres opérations			Terrains.....	40 898	
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	8 472 777		Immeubles	916 949	
	-----		Parc automobile et flotte de bateaux	3 412 615	
	8 472 777			-----	4 370 462
	-----				-----
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			<i>Parcs Ontario</i>		
PROGRAMME DE GESTION			Terraines	127 302	
DES RICHESSES NATURELLES.....	58 148 920		Immeubles	4 931 479	
	=====		Parc automobile et flotte de bateaux	66 970	
				-----	5 125 751

			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DE GESTION		
			DES RICHESSES NATURELLES.....	18 358 517	
				=====	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104 PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	101 391 200	85 370 000	186 761 200	Protection du public..... 185 983 769
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 10 000
	<u>101 401 200</u>	<u>85 370 000</u>	<u>186 771 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .. 185 993 769
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	53 600		53 600	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 53 600
	<u>53 600</u>		<u>53 600</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .. 53 600
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 256 500	1 226 600	2 483 100	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 2 283 922
L	2 236 900		2 236 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 971 028
	<u>3 493 400</u>	<u>1 226 600</u>	<u>4 720 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .. 4 254 950
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	24 089 800	(300 000)	23 789 800	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations..... 18 169 280
	<u>24 089 800</u>	<u>(300 000)</u>	<u>23 789 800</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .. 18 169 280
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	71 709 778	Dépôts et charges payées d'avance.....	53 600
Avantages sociaux	8 835 789		53 600
Transports et communications	5 261 107		
Services.....	105 547 494	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel	19 880 906	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	53 600
	211 235 074		=====
Moins : Recouvrements	25 251 305		
	185 983 769		
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	842 292	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Avantages sociaux	129 547		
Transports et communications	121 780	Transports et communications	213 869
Services.....	5 148 932	Services	1 381 690
Fournitures et matériel	25 163	Fournitures et matériel	688 363
	6 267 714		2 283 922
Lutte d'urgence contre les incendies		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	70 867 486	Autres opérations	
Avantages sociaux	8 706 242	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	1 971 028
Transports et communications	5 139 327		1 971 028
Services.....	100 398 562		
Fournitures et matériel	19 855 743	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	204 967 360	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	4 254 950
Moins : Recouvrements	25 251 305		=====
	179 716 055		
Crédits législatifs		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Autres opérations		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	Immeubles	15 838 098
	10 000	Parc automobile et flotte de bateaux	2 331 182
			18 169 280
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC...	185 993 769	PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	18 169 280
	=====		=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	1 000		1 000	
				Information et technologie de l'information
				– Groupement pour les terres et les ressources.....
				722
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION
				ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				– GROUPEMENT POUR LES
				TERRES ET LES RESSOURCES
	1 000		1 000	722
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	181 500		181 500	Information et technologie de l'information
				– Groupement pour les terres et les ressources.....
				167 210
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION
				ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				– GROUPEMENT POUR LES
				TERRES ET LES RESSOURCES....
	181 500		181 500	167 210
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	18 898 662
Avantages sociaux	2 322 213
Transports et communications	944 325
Services.....	52 489 505
Fournitures et matériel.....	200 434

	74 855 139
Moins : Recouvrements	74 854 417

	722

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	722
	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	167 210

	167 210

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	167 210
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux.....	6 736 325	6 992 922
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	3 994 396	6 000 000
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 592 336	2 371 173
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	298 318	865 648
	-----	-----
	13 621 375	16 229 743
	-----	-----
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	 5 115 974	 6 414 042
	-----	-----
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	6 301 637	6 477 353
Autres	1 217 967	820 955
	-----	-----
	7 519 604	7 298 308
	-----	-----
 AMENDES ET PÉNALITÉS	 396 262	 542 223
	-----	-----
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	652 046	864 475
Autres	4 996 070	15 948 292
	-----	-----
	5 648 116	16 812 767
	-----	-----
 REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	114 215 043	111 711 738
Droits de la Couronne	27 566 017	0
Ressources pétrolières en mer.....	2 599 226	4 003 264
Agrégats.....	1 926 881	2 188 137
Autres	3 180	4 870
	-----	-----
	146 310 347	117 908 009
	-----	-----
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 6 083 525	 9 072 496
	-----	-----
 DIVERS.....	 885 089	 566 510
	-----	-----
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 185 580 292	 174 844 098
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-242
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-244
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-246
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION	2-248
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-250
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	2-252
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-254
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-262
SYSTÈMES INFORMATIQUES	2-266
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-268
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-270
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-245, 2-249, 2-251, 2-264, 2-265, 2-267
ÉTAT DES RECETTES	2-272

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
95 321 337	Administration du ministère	102 030 160	98 433 121
792 931 168	Politiques de santé et recherche	822 882 300	812 970 984
523 970 420	Cybersanté et gestion de l'information	536 927 800	525 384 018
16 959 596 010	Assurance-santé de l'Ontario	17 233 146 000	17 197 806 448
679 112 170	Division de la santé publique	724 723 700	704 425 270
23 802 981 816	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	24 414 452 900	24 372 475 206
2 917 570 375	Programmes provinciaux et intendance	3 026 698 000	2 942 474 889
82 823 033	Systèmes informatiques	86 594 700	83 829 654
342 800 773	Promotion de la santé	340 299 300	337 732 553
46 197 107 102 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	47 287 754 860 =====	47 075 532 143 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4 500 000	Politiques de santé et recherche	5 400 000	3 900 000
1 800 000	Assurance-santé de l'Ontario	1 800 000	1 800 000
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
58 537 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 560
6 122 700	Programmes provinciaux et intendance	6 247 400	6 202 400
0	Promotion de la santé	500 000	500 000
71 960 300 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	73 485 000 =====	71 939 960 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
45 858 354	Cybersanté et gestion de l'information	61 834 000	61 776 216
61 689	Programmes provinciaux et intendance	106 000	90 570
605 568	Systèmes informatiques	1 418 200	961 882
1 316 615 336	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 508 919 400	1 463 773 044
<u>1 363 140 947</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 572 277 600</u>	<u>1 526 601 712</u>
=====		=====	=====
 ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
204 926	Programmes provinciaux et intendance	210 000	206 979
17 698 784	Systèmes informatiques	30 599 600	26 692 918
<u>17 903 710</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>30 809 600</u>	<u>26 899 897</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	80 840 800	13 717 600	94 558 400	Administration du ministère 91 625 199
2	7 375 400		7 375 400	Commission ontarienne d'examen..... 6 727 569
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 052
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 98 433 121
	88 312 560	13 717 600	102 030 160	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnement, gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques (y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et les stratégies connexes, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être et les relations de travail stratégiques); accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; services juridiques; communications et information.

Le Bureau de gestion des projets et d'amélioration des processus du ministère procure au ministère du leadership, des conseils et des services d'apprentissage en vue d'une meilleure exécution des projets, d'une amélioration des principaux processus opérationnels et de l'atteinte de ses résultats.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	43 620 557		Traitements et salaires	2 080	
Avantages sociaux	12 188 616		Avantages sociaux	280	
Transports et communications	2 537 608		Transports et communications	59 362	
Services.....	32 700 995		Services	2 948 579	
Fournitures et matériel	619 278		Fournitures et matériel	74 852	
	-----			-----	3 085 153
	91 667 054				-----
Moins : Recouvrements	41 855		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Services	2 424 319	
	91 625 199			-----	2 424 319
	-----				-----
<i>Bureau principal</i>			<i>Gestion des projets et amélioration des processus</i>		
Traitements et salaires.....	4 763 513		Traitements et salaires	1 333 213	
Avantages sociaux	557 409		Avantages sociaux	138 487	
Transports et communications	114 049		Transports et communications	14 949	
Services.....	900 478		Services	129 433	
Fournitures et matériel	68 754		Fournitures et matériel	4 649	
	-----	6 404 203		-----	1 620 731
		-----			-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	26 848 565		Traitements et salaires	1 201 035	
Avantages sociaux	10 013 391		Avantages sociaux	157 136	
Transports et communications	2 121 916		Transports et communications	758 189	
Services.....	19 495 931		Services	4 569 636	
Fournitures et matériel	391 684		Fournitures et matériel	41 573	
	-----			-----	6 727 569
	58 871 487				-----
Moins : Recouvrements	41 855		Crédits législatifs		
	-----	58 829 632	Traitement versé au ministre en vertu		
		-----	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
<i>Ressources humaines</i>			Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
Traitements et salaires.....	2 969 988		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	31 052	
Avantages sociaux	496 107			-----	80 353
Transports et communications	44 675				-----
Services.....	912 218		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel	15 133		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
	-----	4 438 121			98 433 121
		-----			=====
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	7 703 198				
Avantages sociaux	982 942				
Transports et communications	182 657				
Services.....	5 890 037				
Fournitures et matériel	64 206				
	-----	14 823 040			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1402
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DES POLITIQUES
DE SANTÉ ET RECHERCHE

1	912 233 200	(89 350 900)	822 882 300	Politiques de santé et recherche	812 970 984
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	912 233 200	(89 350 900)	822 882 300	- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				DE SANTÉ ET RECHERCHE	812 970 984
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	5 400 000		5 400 000	Politiques de santé et recherche	3 900 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	5 400 000		5 400 000	- PROGRAMME DES POLITIQUES	
				DE SANTÉ ET RECHERCHE	3 900 000
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Ce travail comprend l'investissement ciblé, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Les activités connexes sont la réglementation des professionnels de la santé et les questions touchant les relations de travail pour ce qui a trait aux professionnels de la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	18 398 994	
Avantages sociaux	2 629 522	
Transports et communications	473 559	
Services.....	8 822 175	
Fournitures et matériel	102 377	
Paielements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées,		
opérationnelles et autres		
poursuivies dans le		
domaine de la santé	9 917 290	
Plan de développement		
des ressources dans le		
domaine de la santé	40 665 143	
Formation clinique.....	727 961 924	
Programme de		
neurotraumatologie	4 000 000	
	-----	782 544 357

		812 970 984

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES DE		
SANTÉ ET RECHERCHE.....	812 970 984	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique.....	3 900 000	

	3 900 000	

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES DE		
SANTÉ ET RECHERCHE.....	3 900 000	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1403
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET
DE GESTION DE L'INFORMATION

1	481 745 000	55 182 800	536 927 800	Cybersanté et gestion de l'information.....	525 384 018
	<u>481 745 000</u>	<u>55 182 800</u>	<u>536 927 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE	
				GESTION DE L'INFORMATION.....	525 384 018
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2	121 727 100	(60 306 100)	61 421 000	Cybersanté et gestion de l'information.....	61 417 900
L	413 000		413 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière...	358 316
	<u>122 140 100</u>	<u>(60 306 100)</u>	<u>61 834 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE	
				GESTION DE L'INFORMATION.....	61 776 216
					=====

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

Le programme de gestion de l'information fournit de l'information et des analyses relatives à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		19 536 610
Avantages sociaux		2 548 586
Transports et communications		535 199
Services.....		42 249 625
Fournitures et matériel		119 482
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	363 582 100	
Programmes de technologie		
de l'information.....	56 192 018	
Gestion de l'information sur		
le système de santé.....	40 620 398	
	-----	460 394 516

		525 384 018

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION		525 384 018
		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		61 417 900

		61 417 900

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>		358 316

		358 316

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION		61 776 216
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1	13 057 163 400	295 038 400	13 352 201 800	Assurance-santé de l'Ontario..... 13 333 319 745
2	3 626 612 900	(169 078 500)	3 457 534 400	Programmes de médicaments 3 440 887 424
4	392 436 800	30 973 000	423 409 800	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels 422 930 979
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 668 300
	17 076 213 100	156 932 900	17 233 146 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 17 197 806 448
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 800 000		1 800 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario 1 800 000
	1 800 000		1 800 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 1 800 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; les services aux régions insuffisamment desservies; les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales; les services de télétriage; le dépistage du cancer; la prévention des maladies; la qualité des services de santé; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; la protection contre la fraude liée aux services de santé; les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin. En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. La Stratégie ontarienne de lutte contre le diabète met à profit les investissements nouveaux et existants pour améliorer l'accès aux services et aux soins pour personnes diabétiques ainsi que la qualité de ces services et de ces soins. Cela sert à renforcer la prévention et la gestion de la maladie. Une détection et une intervention rapides en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé sont les objectifs à l'origine d'autres initiatives de soins préventifs comme la Stratégie intégrée de dépistage du cancer, qui vise à promouvoir le dépistage des cancers du sein, du col utérin et colorectal. Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	54 845 142		Traitements et salaires	3 134 610	
Avantages sociaux	8 317 628		Avantages sociaux	432 603	
Transports et communications	3 476 081		Transports et communications	174 899	
Services.....	36 844 146		Services	1 993 745	
Fournitures et matériel	629 716		Fournitures et matériel	44 738	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements effectués au			Programme d'appareils et		
titre des services et soins			accessoires fonctionnels.....	332 478 809	
fournis par des médecins			Programme d'oxygénothérapie		
et autres praticiens.....	12 823 439 294		à domicile	84 671 575	
Établissements de				-----	417 150 384
santé autonomes	56 860 730				-----
Programme des services aux					422 930 979
régions insuffisamment					-----
desservies	21 413 450		Crédits législatifs		
Programme de subventions			Autres opérations		
aux résidents du Nord de			Créances irrécouvrables,		
l'Ontario pour frais de			<i>Loi sur l'administration financière</i>	668 300	
transport à des				-----	
fins médicales.....	55 094 277				668 300
Services de télétriage	39 200 136				-----
Programme de gestion			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
de la qualité – Services			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
de laboratoire.....	4 921 700		DE L'ONTARIO		
Services de sages-femmes.....	113 469 837			17 197 806 448	=====
Dépistage du cancer colorectal....	55 614 867				
Stratégie de			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
prévention des maladies	26 308 573		Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Qualité des services					
de santé Ontario	32 884 168		Avances et montants récupérables		
	-----	13 229 207 032	Paiements effectués au		
		-----	titre des services et soins		
		13 333 319 745	fournis par des médecins		
		-----	et autres praticiens.....		
Programmes de médicaments (Poste 2)				500 000	
Traitements et salaires.....	8 345 413		Programme des services aux		
Avantages sociaux	1 218 629		régions insuffisamment		
Transports et communications	507 620		desservies	300 000	
Services.....	15 818 815		Services de sages-femmes.....	1 000 000	
Fournitures et matériel	36 170			-----	1 800 000
Paiements de transfert					-----
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	3 414 960 777				1 800 000
	-----				-----
		3 440 887 424			
		-----	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO		
				1 800 000	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1406

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

4	708 467 800	16 255 900	724 723 700	Santé publique	704 425 270
	<u>708 467 800</u>	<u>16 255 900</u>	<u>724 723 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	704 425 270
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	1 000 000		1 000 000	Santé publique	1 000 000
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	1 000 000
					=====

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention et les interventions précoces.

Le programme établit les normes et les protocoles, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et Santé publique Ontario, assure la surveillance du système et veille à la reddition des comptes par le système. Il inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Le programme travaille également en partenariat avec Santé publique Ontario, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		10 865 857
Avantages sociaux		1 452 988
Transports et communications		431 936
Services.....		10 520 612
Fournitures et matériel		102 988
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	355 011 670	
Épidémies	151 904 340	
Prévention de la tuberculose	7 969 084	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement ...	2 920 446	
Association pour la		
santé publique	240 684	
Prévention des infections	19 539 265	
Agence ontarienne de protection		
et de promotion de la santé.....	143 465 400	
	-----	681 050 889

		704 425 270

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		704 425 270
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé.....		1 000 000

		1 000 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		1 000 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
1	23 053 439 800	1 361 013 100	24 414 452 900	24 372 475 206
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	23 053 439 800	1 361 013 100	24 414 452 900	24 372 475 206
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
2	58 537 600		58 537 600	58 537 560
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	58 537 600		58 537 600	58 537 560
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, les hôpitaux psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			Paiements de transfert		
			Fonctionnement des hôpitaux ..	1 564 296 071	
			Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	451 500	
Paiements de transfert			Foyers de soins de longue durée	299 085 762	
Érié St-Clair	1 105 161 963		Centres d'accès aux soins communautaires	188 393 325	
Sud-Ouest	2 192 734 873		Services communautaires de soutien.....	34 066 369	
Waterloo Wellington.....	1 001 759 109		Logement avec services de soutien	17 490 024	
Hamilton Niagara			Centres de santé communautaire	16 872 097	
Haldimand Brant.....	2 738 305 329		Services communautaires de santé mentale.....	51 505 821	
Centre-Ouest	834 414 995		Programme de lutte contre les dépendances.....	9 777 438	
Mississauga Halton	1 356 485 977		Traumatismes crâniens.....	4 516 519	
Centre-Toronto.....	4 640 210 093		RLISS – Fonctionnement.....	6 279 947	
Centre.....	1 846 386 052				2 192 734 873
Centre-Est	2 169 606 282				
Sud-Est.....	1 102 584 411				
Champlain.....	2 506 712 446				
Simcoe-Nord Muskoka	822 432 660				
Nord-Est.....	1 424 835 956				
Nord-Ouest	630 845 060				
	-----	24 372 475 206			

		24 372 475 206			

			<i>Waterloo Wellington</i>		
<i>Érié St. Clair</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ..	593 412 581	
Fonctionnement des hôpitaux...	696 984 836		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	159 225	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	167 625		Foyers de soins de longue durée	167 134 986	
Foyers de soins de longue durée.....	183 006 983		Centres d'accès aux soins communautaires.....	116 841 644	
Centres d'accès aux soins communautaires	122 251 743		Services communautaires de soutien.....	18 014 291	
Services communautaires de soutien	18 235 926		Logement avec services de soutien	5 871 978	
Logement avec services de soutien	8 297 183		Centres de santé communautaire	17 275 279	
Centres de santé communautaire.....	25 697 374		Services communautaires de santé mentale.....	33 617 670	
Services communautaires de santé mentale.....	33 660 026		Programme de lutte contre les dépendances.....	10 402 920	
Programme de lutte contre les dépendances.....	9 331 650		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés ...	30 642 050	
Traumatismes crâniens.....	1 576 196		Traumatismes crâniens.....	2 911 552	
RLISS – Fonctionnement.....	5 952 421		RLISS – Fonctionnement.....	5 474 933	
	-----	1 105 161 963		-----	1 001 759 109
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 848 032 086		Fonctionnement des hôpitaux ..	923 385 336	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	464 025		publics.....	154 200	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	439 976 905		longue durée	185 621 813	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	272 331 894		communautaires	138 153 171	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	42 319 149		de soutien.....	31 928 423	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	28 517 565		services de soutien	30 768 920	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire.....	23 165 898		de santé mentale.....	29 510 797	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale.....	55 452 732		contre les dépendances.....	5 461 999	
Programme de lutte			Traumatismes crâniens.....	6 134 923	
contre les dépendances.....	15 022 443		RLISS – Fonctionnement.....	5 366 395	
Traumatismes crâniens.....	6 488 550			-----	1 356 485 977
RLISS – Fonctionnement.....	6 534 082				-----
	-----	2 738 305 329			
		-----	<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ..	3 564 811 050	
Fonctionnement des hôpitaux...	531 131 469		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics.....	751 125	
publics.....	99 450		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	254 120 208	
longue durée.....	148 353 757		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	215 484 412	
communautaires	92 881 562		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien.....	75 863 768	
de soutien	9 331 737		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	44 848 032	
services de soutien	6 585 023		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	84 740 444	
communautaire.....	10 098 349		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale.....	107 215 201	
de santé mentale.....	26 120 675		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances.....	29 021 087	
contre les dépendances.....	4 485 088		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement.....	5 327 885		psychiatriques spécialisés ...	252 247 993	
	-----	834 414 995	Subventions versées		
		-----	en compensation des		
			taxes municipales –		
			hôpitaux psychiatriques..	44 550	
			Traumatismes crâniens.....	1 750 172	
			RLISS – Fonctionnement.....	9 312 051	
				-----	4 640 210 093

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 129 010 750		Fonctionnement des hôpitaux ..	720 393 097	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	252 300		publics.....	190 725	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	317 942 980		longue durée	170 556 908	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	240 775 028		communautaires.....	108 449 633	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	39 842 311		de soutien.....	26 075 560	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	21 699 645		services de soutien	2 048 566	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	8 810 116		communautaire	22 872 249	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	67 065 180		de santé mentale.....	35 230 575	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	4 874 385		contre les dépendances.....	6 854 290	
Traumatismes crâniens.....	10 739 869		Traumatismes crâniens.....	3 998 327	
RLISS – Fonctionnement.....	5 373 488		RLISS – Fonctionnement.....	5 914 481	
	-----	1 846 386 052		-----	1 102 584 411
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 263 345 821		Fonctionnement des hôpitaux ..	1 681 528 785	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	281 250		publics.....	355 650	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	414 237 631		longue durée	322 919 529	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	241 514 062		communautaires.....	205 168 199	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	34 631 413		de soutien.....	34 904 981	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	13 880 255		services de soutien	15 485 039	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	22 142 397		communautaire	54 508 258	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	48 501 224		de santé mentale.....	62 096 093	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	11 246 634		contre les dépendances.....	22 797 974	
Services d'hôpitaux			Services d'hôpitaux		
psychiatriques spécialisés.....	112 515 437		psychiatriques spécialisés ...	97 311 412	
Subventions versées			Subventions versées		
en compensation des			en compensation des		
taxes municipales –			taxes municipales –		
hôpitaux psychiatriques..	25 425		hôpitaux psychiatriques...	28 425	
Traumatismes crâniens.....	1 469 786		Traumatismes crâniens.....	1 887 557	
RLISS – Fonctionnement.....	5 814 947		RLISS – Fonctionnement.....	7 720 544	
	-----	2 169 606 282		-----	2 506 712 446
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	436 291 072		Fonctionnement des hôpitaux ..	429 936 171	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics.....	77 625		publics.....	105 375	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	129 734 723		longue durée	68 648 474	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	86 700 423		communautaires.....	49 289 693	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	12 853 651		de soutien.....	13 891 877	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	6 364 053		services de soutien	8 502 520	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	9 303 031		communautaire	8 480 070	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	23 519 945		de santé mentale.....	30 284 714	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	4 640 537		contre les dépendances	13 553 527	
Services d'hôpitaux			Traumatismes crâniens.....	1 817 347	
psychiatriques spécialisés.....	104 960 017		RLISS – Fonctionnement.....	6 335 292	
Subventions versées en compensation				-----	630 845 060
des taxes municipales –					-----
hôpitaux psychiatriques.....	23 400		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traumatismes crâniens.....	1 161 252		PROGRAMME DES RÉSEAUX		
RLISS – Fonctionnement.....	6 802 931		LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
	-----	822 432 660	SERVICES DE SANTÉ ET		
		-----	FOURNISSEURS DE SERVICES		
			DE SANTÉ S'Y RATTACHANT	24 372 475 206	=====
<i>Nord-Est</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiements de transfert			Réseaux locaux d'intégration des services de santé et		
Fonctionnement des hôpitaux...	952 340 510		fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Subventions versées en					
compensation des taxes			Paiements de transfert		
municipales – hôpitaux			Érié St-Clair.....	2 710 400	
publics.....	239 625		Sud-Ouest	5 189 200	
Foyers de soins de			Waterloo Wellington.....	2 240 497	
longue durée.....	204 807 661		Hamilton Niagara		
Centres d'accès aux soins			Haldimand Brant.....	6 838 663	
communautaires	119 827 431		Centre-Ouest.....	2 637 100	
Services communautaires			Mississauga Halton.....	2 921 400	
de soutien	26 915 974		Centre-Toronto	10 091 500	
Logement avec			Centre	4 136 800	
services de soutien	17 076 179		Centre-Est.....	5 941 600	
Centres de santé			Sud-Est	3 153 600	
communautaire.....	17 607 303		Champlain.....	5 928 600	
Services communautaires			Simcoe-Nord Muskoka	1 768 500	
de santé mentale.....	53 738 171		Nord-Est	3 314 100	
Programme de lutte			Nord-Ouest	1 665 600	
contre les dépendances	22 214 362			-----	58 537 560
Traumatismes crâniens.....	2 675 799				-----
RLISS – Fonctionnement.....	7 392 941				58 537 560
	-----	1 424 835 956			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Érié St. Clair</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 011 800		Fonctionnement des hôpitaux ..	2 839 000	
Foyers de soins de longue durée.....	1 140 000		Foyers de soins de longue durée	2 759 963	
Services communautaires de soutien.....	116 900		Centres d'accès aux soins communautaires.....	77 000	
Logement avec services de soutien	29 000		Services communautaires de soutien.....	608 900	
Centres de santé communautaire.....	206 100		Logement avec services de soutien	39 800	
Services communautaires de santé mentale.....	192 500		Centres de santé communautaire	146 000	
Programme de lutte contre les dépendances.....	14 100		Services communautaires de santé mentale.....	145 200	
	-----	2 710 400	Programme de lutte contre les dépendances.....	56 900	
		-----	Traumatismes crâniens.....	165 900	
				-----	6 838 663

<i>Sud-Ouest</i>			<i>Centre-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	2 460 300		Fonctionnement des hôpitaux ..	616 800	
Foyers de soins de longue durée.....	1 790 000		Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	93 800		Centres d'accès aux soins communautaires.....	330 200	
Services communautaires de soutien	509 900		Centres de santé communautaire	40 500	
Centres de santé communautaire.....	107 500		Services communautaires de santé mentale.....	646 600	
Services communautaires de santé mentale.....	180 400		Programme de lutte contre les dépendances.....	3 000	
Programme de lutte contre les dépendances.....	47 300			-----	2 637 100
	-----	5 189 200			-----
		-----			-----
<i>Waterloo Wellington</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	879 500		Fonctionnement des hôpitaux ..	1 274 100	
Foyers de soins de longue durée.....	979 997		Foyers de soins de longue durée	1 200 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	97 800		Centres d'accès aux soins communautaires.....	44 500	
Services communautaires de soutien	20 800		Services communautaires de soutien.....	149 300	
Logement avec services de soutien	3 800		Logement avec services de soutien	43 200	
Centres de santé communautaire.....	198 200		Services communautaires de santé mentale.....	92 900	
Services communautaires de santé mentale.....	31 100		Programme de lutte contre les dépendances.....	117 400	
Programme de lutte contre les dépendances.....	29 300			-----	2 921 400
	-----	2 240 497			-----
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	5 487 900		Fonctionnement des hôpitaux ..	1 040 500	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 740 000		longue durée	1 000 000	
Services communautaires			Centres d'accès aux soins		
de soutien	274 300		communautaires	48 200	
Logement avec			Services communautaires		
services de soutien	673 900		de soutien	58 400	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	1 061 300		communautaire	181 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	526 600		de santé mentale.....	748 300	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	247 100		contre les dépendances.....	76 400	
Traumatismes crâniens.....	80 400				
	-----	10 091 500		-----	3 153 600
		-----			-----
<i>Centre</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 675 800		Fonctionnement des hôpitaux ..	2 427 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	2 001 000		longue durée	1 900 000	
Centres d'accès aux soins			Services communautaires		
communautaires	1 000		de soutien	245 500	
Services communautaires			Centres de santé		
de soutien	44 800		communautaire	595 600	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire.....	54 900		de santé mentale.....	706 400	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale	353 400		contre les dépendances.....	53 700	
Programme de lutte					
contre les dépendances	5 900			-----	5 928 600
	-----	4 136 800			-----

<i>Centre-Est</i>			<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 793 900		Fonctionnement des hôpitaux ..	597 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	2 600 000		longue durée	710 000	
Centres d'accès aux soins			Services communautaires		
communautaires	7 500		de soutien	338 400	
Services communautaires			Centres de santé		
de soutien	141 400		communautaire	56 800	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire.....	124 800		de santé mentale.....	65 900	
Services communautaires					
de santé mentale	1 268 600			-----	1 768 500
Programme de lutte					-----
contre les dépendances	5 400				
	-----	5 941 600			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	1 239 400	
Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000	
Services communautaires de soutien	302 700	
Logement avec services de soutien	3 800	
Centres de santé communautaire.....	126 300	
Services communautaires de santé mentale.....	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances	142 600	
	-----	3 314 100

<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux...	656 200	
Foyers de soins de longue durée.....	410 000	
Services communautaires de soutien	155 500	
Centres de santé communautaire.....	100 200	
Services communautaires de santé mentale.....	242 800	
Programme de lutte contre les dépendances	100 900	
	-----	1 665 600

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES RÉSEAUX		
LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
SERVICES DE SANTÉ ET		
FOURNISSEURS DE SERVICES		
DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....		58 537 560
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1412
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE

1	4 028 770 900	(1 855 686 100)	2 173 084 800	Programmes provinciaux.....	2 086 932 573
2	800 392 100	(1 520 400)	798 871 700	Services de santé d'urgence.....	793 999 169
4	80 318 500	(25 878 000)	54 440 500	Intendance	51 578 135
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	9 965 012
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	4 909 782 500	(1 883 084 500)	3 026 698 000	ET INTENDANCE	2 942 474 889
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	6 247 400		6 247 400	Programmes provinciaux et intendance	6 202 400
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	6 247 400		6 247 400	ET INTENDANCE	6 202 400
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	
6	1 000		1 000	Programmes provinciaux et intendance 0
L	105 000		105 000	Amortissement - Loi sur l'administration financière ... 90 570
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			- PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE	90 570
	106 000		106 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
7	210 000		210 000	Programmes provinciaux et intendance 206 979
			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
			- PROGRAMMES PROVINCIAUX	
			ET INTENDANCE	206 979
	210 000		210 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance.

Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, le Programme ontarien de dépistage du cancer du sein, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les crédits d'impôt de l'Ontario pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

[illegible]

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables		Autres opérations	
Gestion des maladies chroniques ...	1 000 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	90 570
Programme de lutte contre			-----
le sida et l'hépatite C.....	375 000		90 570
Services communautaires			-----
et prioritaires	4 393 400	TOTAL (CHARGES IMMOBILISATIONS) –	
Paiements pour les services		PROGRAMMES PROVINCIAUX	
d'ambulance et services		ET INTENDANCE	90 570
d'urgence connexes : autres			=====
services d'ambulance et			
services d'urgence			
connexes	434 000		
-----	6 202 400		
	-----	ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
	6 202 400		

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		Programmes provinciaux et intendance (Poste 7)	
PROGRAMMES PROVINCIAUX			
ET INTENDANCE.....	6 202 400	Parc automobile et flotte de bateaux	206 979
	=====		-----
			206 979

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMMES PROVINCIAUX	
		ET INTENDANCE	206 979
			=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	
1	90 736 100	(4 141 400)	86 594 700	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé..... 83 829 654
	90 736 100	(4 141 400)	86 594 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES 83 829 654
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques 0
L	1 417 200		1 417 200	Amortissement - Loi sur l'administration financière ... 961 882
	1 418 200		1 418 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES 961 882
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	30 599 600		30 599 600	Systèmes informatiques 26 692 918
	30 599 600		30 599 600	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES..... 26 692 918
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	41 193 547	Matériel de technologie de l'information.....		1 109 882
Avantages sociaux	5 205 280	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....		3 872 161
Transports et communications	4 890 551	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		385 564
Services.....	30 865 554	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....		21 325 311
Fournitures et matériel	1 674 722			26 692 918
	-----			-----
	83 829 654			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	83 829 654			
	=====			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		<i>Construction en cours</i>		
		Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	3 872 161	
		Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	385 564	
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	21 325 311	
			-----	25 583 036

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement – Loi sur l'administration financière..	961 882			

	961 882			

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	961 882			
	=====			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		<i>Systèmes informatiques – autre</i>		
		Matériel de technologie de l'information	1 109 882	
			-----	1 109 882

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	961 882			
	=====			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES		
				26 692 918
				=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1414
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ

1	351 217 100	(10 917 800)	340 299 300	Promotion de la santé	337 732 553
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE PROMOTION	
	351 217 100	(10 917 800)	340 299 300	DE LA SANTÉ.....	337 732 553
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	500 000		500 000	Promotion de la santé	500 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE PROMOTION	
	500 000		500 000	DE LA SANTÉ.....	500 000
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme de promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le programme offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : promotion de la santé et du mieux-être; prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; stratégie Ontario sans fumée; nutrition et alimentation saine; soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		4 934 647
Avantages sociaux		633 653
Transports et communications		162 729
Services.....		5 619 031
Fournitures et matériel		43 247
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé –		
promotion de la santé	258 683 485	
Nutrition et alimentation saine	7 101 314	
Prévention des maladies,		
des traumatismes et		
des dépendances	13 937 884	
Fonds pour les		
communautés en santé.....	4 410 934	
Développement de la capacité		
locale et coordination	1 082 500	
Ontario sans fumée.....	41 123 129	
	-----	326 339 246

		337 732 553

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE PROMOTION		
 DE LA SANTÉ		337 732 553
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels responsables		
de la santé – promotion de la santé.....		500 000

		500 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE PROMOTION		
 DE LA SANTÉ		500 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1407
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

1	1 476 419 400	32 500 000	1 508 919 400	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 463 773 044
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS	
	1 476 419 400	32 500 000	1 508 919 400	DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	1 463 773 044
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux.....	1 224 223 449	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé.....	56 188 500	
Planification et conception.....	22 729 750	
Projets visant les petits hôpitaux	37 635 401	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique.....	61 000 000	
Programme des soins		
de longue durée	855 452	
Programmes de santé		
communautaire.....	33 569 081	
Laboratoires de santé publique.....	9 490 800	
	-----	1 445 692 433
Autres opérations		
Dessalement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux.....	16 799 997	
Programme d'évaluation		
de l'état des installations	1 280 614	
	-----	18 080 611

		1 463 773 044

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	1 463 773 044	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes.....	19 102 870	19 102 870
Projet des dossiers de santé électroniques.....	13 248 500	15 752 000
Mise en œuvre de la Stratégie ontarienne de cybersanté – médicaments.....	9 970 988	2 174 697
Logement en milieu de soutien.....	6 569 187	6 572 296
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	6 259 098	5 267 315
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables.....	4 005 899	20 381 464
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux.....	3 933 693	4 262 944
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie.....	3 933 179	3 447 440
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé.....	3 264 000	2 256 000
Initiative relative aux professionnels de la santé diplômés à l'étranger.....	1 463 982	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario.....	1 116 351	1 287 888
Préparation aux situations d'urgence.....	789 227	0
Numéros sans frais d'aide au renoncement – Initiative relative à l'emballage des produits du tabac.....	456 383	0
Système national de surveillance du diabète.....	0	145 500
Ontario sans fumée – Cessation.....	0	275 566
	<u>74 113 357</u>	<u>80 925 980</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation.....	24 988 711	19 960 069
Autres.....	36 803	261 602
	<u>25 025 514</u>	<u>20 221 671</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes.....	3 895 280	3 597 875
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	2 030 430	2 085 445
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 024 024	1 202 980
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	400 000	433 333
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	358 903	458 057
Octroi de permis aux laboratoires.....	284 303	315 358
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	232 093	264 640
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	212 445	236 946
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	128 925	282 892
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	25 330	23 740
Autres.....	42 354	81 250
	<u>8 634 087</u>	<u>8 982 516</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>13 658</u>	<u>12 330</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>539 807 763</u>	<u>391 585 207</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	133 352	18 930
Autres.....	202 854	526 329
	<u>336 206</u>	<u>545 259</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	<u>647 930 585</u>	<u>502 272 963</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-274
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-276
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-278
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-282
SERVICES CORRECTIONNELS	2-285
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	2-289
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-291
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-293
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	2-296
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-277, 2-281, 2-283, 2-284, 2-288, 2-290, 2-292, 2-295
ÉTAT DES RECETTES	2-298

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
118 450 519	Administration du ministère	119 535 987	124 296 880
206 306 246	Division de la sécurité publique	229 170 600	224 906 875
979 273 668	Police provinciale de l'Ontario	984 513 300	980 105 868
779 778 005	Services correctionnels	779 430 600	774 370 068
54 733 810	Services technologiques pour la justice	55 774 200	55 774 152
4 973 800	Organismes, conseils et commissions	5 142 400	4 578 970
72 171 037	Planification et gestion des situations d'urgence	72 278 200	71 036 728
3 530 755	Division des politiques et de la planification stratégique	3 400 500	3 289 723
2 219 217 840 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 249 245 787 =====	2 238 359 264 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	16 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
518 161	Administration du ministère	1 839 700	1 837 673
129 564 177	Division de la sécurité publique	23 969 100	23 964 602
173 945 824	Police provinciale de l'Ontario	20 406 800	19 999 735
201 053 978	Services correctionnels	19 141 900	19 314 082
19 301	Services technologiques pour la justice	20 400	19 301
154 737	Planification et gestion des situations d'urgence	239 300	225 798
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
505 256 178 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	65 619 200 =====	65 361 191 =====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	142 946 000	135 416 634
22 381 144	Police provinciale de l'Ontario	115 152 000	51 806 362
3 311 223	Services correctionnels	139 241 800	103 831 995
0	Services technologiques pour la justice	1 000	0
565 301	Planification et gestion des situations d'urgence	292 000	211 445
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
26 257 668 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	397 634 800 =====	291 266 436 =====

* À compter de l'exercice 2012-2013, la province de l'Ontario a adopté une nouvelle convention comptable pour les projets réalisés selon le modèle de diversification des modes de financement et d'approvisionnement. En vertu de cette convention, les immobilisations en cours de construction qui étaient auparavant inscrites à l'actif du portefeuille immobilier général peuvent désormais être inscrites à l'actif des ministères qui les parrainent. La convention s'applique de façon prospective; les soldes de 2011-2012 liés aux charges d'immobilisations et à l'actif d'immobilisations ne sont donc pas redressés pour tenir compte de ce changement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	117 673 500	1 731 300	119 404 800	Administration du ministère 113 718 218
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 10 462 694
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>117 804 687</u>	<u>1 731 300</u>	<u>119 535 987</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 124 296 880
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000 000	837 700	1 837 700	Renouvellement des installations..... 1 837 673
5	1 000		1 000	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>1 002 000</u>	<u>837 700</u>	<u>1 839 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 837 673
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, accès à l'information, services en français et vérification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Locaux – Frais de location</i>		
			Services	90 549 150	90 549 150
				-----	-----
Traitements et salaires.....	13 951 128				
Avantages sociaux	1 732 533				
Transports et communications	1 222 391				
Services.....	96 556 078				
Fournitures et matériel	256 088				

	113 718 218				

<i>Bureau principal</i>			Crédits législatifs		
			Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	

Traitements et salaires.....	3 095 668				65 968
Avantages sociaux	316 391				-----
Transports et communications	164 786				
Services.....	108 415				
Fournitures et matériel	21 988				

	3 707 248				

<i>Services ministériels</i>			Crédits législatifs		
			Autres opérations		
			Paielements effectués en vertu de la		
			<i>Loi sur l'administration financière</i>	10 462 694	
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			<i>l'administration financière</i>	50 000	

Traitements et salaires.....	7 995 796				10 512 694
Avantages sociaux	1 053 973				-----
Transports et communications	846 152				10 512 694
Services.....	693 256				-----
Fournitures et matériel	162 767				

	10 751 944				

<i>Services de communication</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
				124 296 880	=====
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			Renouvellement des installations (Poste 2)		
			Services	1 837 673	

				1 837 673	

Traitements et salaires.....	4 905				
Transports et communications	106 425				
Services.....	4 872 460				
Fournitures et matériel	54 466				

	5 038 256				

<i>Services juridiques</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
				1 837 673	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1	578 900	186 800	765 700	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint.....	765 547
2	18 530 600	(250 000)	18 280 600	Collège de police de l'Ontario.....	18 224 642
5	177 370 400	(429 800)	176 940 600	Direction des relations extérieures.....	173 107 824
6	6 249 800		6 249 800	Services privés de sécurité et d'enquête	5 997 823
7	27 833 900	(900 000)	26 933 900	Centre des sciences judiciaires	26 811 039
	230 563 600	(1 393 000)	229 170 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	224 906 875
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	2 000		2 000	Division de la sécurité publique.....	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	0
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

9	23 951 500		23 951 500	Division de la sécurité publique.....	23 950 379
L	17 600		17 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	14 223
	<u>23 969 100</u>	<u></u>	<u>23 969 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	23 964 602
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

8	142 946 000		142 946 000	Division de la sécurité publique.....	135 416 634
	<u>142 946 000</u>	<u></u>	<u>142 946 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	135 416 634
					=====

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		Traitements et salaires	5 378 076	
		Avantages sociaux	740 974	
		Transports et communications	901 603	
		Services	9 678 499	
		Fournitures et matériel	369 479	
Traitements et salaires.....	622 922	Paielements de transfert		
Avantages sociaux	97 300	Programme de recrutement		
Transports et communications	13 577	de 1 000 agents – partenariat pour		
Services.....	29 004	des collectivités plus sûres	49 600 000	
Fournitures et matériel	2 744	Subventions pour les services		
	-----	de police communautaire		
	765 547	et les programmes de		
	-----	prévention du crime	30 660 000	
		Subventions pour les programmes		
		municipaux RIDE	2 402 130	
		Subventions diverses –		
		Services policiers	2 368 126	
		Subventions pour la création de		
		collectivités sûres et dynamiques ..	995 015	
		Entente fédérale-provinciale		
		sur les services policiers		
		des Premières nations.....	29 656 008	
		Financement des enquêtes		
		municipales sur les crimes		
		haineux et l'extrémisme	199 511	
		Ontario Association of		
		Crime Stoppers	226 288	
		Subvention pour la		
		sécurité publique	589 000	
		Fond de recrutement de policiers	14 880 000	
		Sécurité des tribunaux.....	22 363 115	
		Subvention pour les enfants		
		victimes d'agression		
		sexuelle et de pornographie.....	2 100 000	
			-----	156 039 193

				173 107 824

		Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
		Traitements et salaires	2 696 568	
		Avantages sociaux	392 112	
		Transports et communications	84 736	
		Services	2 790 074	
		Fournitures et matériel	34 333	

				5 997 823

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	18 313 444	Autres opérations	
Avantages sociaux	2 788 187	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière ..</i>	14 223
Transports et communications	440 180		14 223
Services.....	2 902 576		
Fournitures et matériel	2 366 652		
	26 811 039		
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	23 964 602
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ...	224 906 875		=====
	=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Division de la sécurité publique (Poste 9)		Division de la sécurité publique (Poste 8)	
Services.....	800 021	Immeubles	135 416 634
Autres opérations			135 416 634
Investissements dans			
les immobilisations	23 150 358	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
	23 950 379		135 416 634
			=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	156 846 300	(2 866 000)	153 980 300	Services ministériels et stratégiques 152 026 310
2	7 165 000	(883 500)	6 281 500	Bureau du contrôleur des armes à feu 6 011 293
3	107 066 100	(5 385 000)	101 681 100	Enquêtes et crime organisé 101 225 907
4	672 723 400	(11 852 700)	660 870 700	Services régionaux et circulation 658 837 416
5	59 213 000	2 485 700	61 698 700	Gestion du parc automobile 61 386 914
L	1 000		1 000	Paielements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 618 028
	1 003 014 800	(18 501 500)	984 513 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 980 105 868
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	19 264 900	(4 877 700)	14 387 200	Police provinciale de l'Ontario 14 234 283
L	6 019 600		6 019 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 5 765 452
	25 284 500	(4 877 700)	20 406 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 19 999 735
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
7	115 152 000		115 152 000	Police provinciale de l'Ontario 51 806 362
	115 152 000		115 152 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 51 806 362
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Traitements et salaires	564 355 939
Traitements et salaires.....	92 516 511	Avantages sociaux	92 070 821
Avantages sociaux	6 836 766	Transports et communications	5 099 113
Transports et communications	13 830 344	Services	17 221 455
Services.....	26 396 393	Fournitures et matériel	9 247 833
Fournitures et matériel	13 668 301		-----
	-----		687 995 161
	153 248 315	Moins : Recouvrements	29 157 745
Moins : Recouvrements	1 222 005		-----
	-----		658 837 416
	152 026 310		-----

Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	3 274 261	Transports et communications	99 443
Avantages sociaux	273 185	Services	20 116 572
Transports et communications	169 801	Fournitures et matériel	44 603 013
Services.....	2 216 463		-----
Fournitures et matériel	77 583		64 819 028
	-----	Moins : Recouvrements	3 432 114
	6 011 293		-----
	-----		61 386 914

Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	84 954 538	Autres opérations	
Avantages sociaux	3 921 187	Paiements en vertu de la	
Transports et communications	4 440 655	<i>Loi sur les services policiers</i>	618 028
Services.....	8 876 586		-----
Fournitures et matériel	3 199 607		618 028
	-----		-----
	105 392 573		
Moins : Recouvrements	4 166 666	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	980 105 868
	-----	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO...	=====
	101 225 907		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Services.....	3 684 950	Immeubles	46 220 364
Paiements de transfert		Matériel de technologie de l'information	465 356
Cession immobilière liée à la modernisation		Parc automobile et flotte de bateaux	5 120 642
Police provinciale de l'Ontario.....	104 600		-----
Autres opérations			51 806 362
Investissements dans			-----
les immobilisations	10 405 625		
Perte due à l'aliénation des actifs ...	39 108		
	-----	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
	10 444 733	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....	51 806 362
	-----		=====
	14 234 283		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	5 765 452		

	5 765 452		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO ..	19 999 735		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2605
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS

1	20 958 600	633 100	21 591 700	Administration du programme.....	21 493 346
2	5 653 000		5 653 000	Formation du personnel	5 270 245
3	633 217 900	5 133 500	638 351 400	Services en établissement	634 698 871
4	114 554 900	(720 400)	113 834 500	Services communautaires	112 907 606
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				SERVICES CORRECTIONNELS	774 370 068
	774 384 400	5 046 200	779 430 600		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				SERVICES CORRECTIONNELS	0
	2 000		2 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
6	17 934 400	(60 000)	17 874 400	Établissements correctionnels..... 17 864 599
10	1 000		1 000	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations..... 0
11	1 000		1 000	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	969 800		969 800	Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 171 444
L	295 700		295 700	Amortissement – Services communautaires – <i>Loi sur l'administration financière</i> 278 039
	19 201 900	(60 000)	19 141 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 19 314 082
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

8	138 988 000		138 988 000	Services en établissement 103 589 722
9	253 800		253 800	Services communautaires 242 273
	139 241 800		139 241 800	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 103 831 995
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des services correctionnels, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes afin d'assurer la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Le Programme offre une vaste gamme de services et de programmes : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les Services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services en établissement (Poste 3)		
Administration du programme (Poste 1)		Traitements et salaires	438 106 312	
Traitements et salaires.....	15 888 146	Avantages sociaux	65 426 457	
Avantages sociaux	1 894 909	Transports et communications	6 273 666	
Transports et communications	742 635	Services	60 296 128	
Services.....	2 772 788	Fournitures et matériel	66 019 808	
Fournitures et matériel	194 868	Paiements de transfert		
	-----	Subventions tenant lieu d'impôt		
	21 493 346	aux municipalités	687 376	
	-----	Allocation exceptionnelle		
		aux détenus atteints d'un		
		handicap permanent	19 464	
		Programme de sensibilisation		
		à la violence	87 057	
		Programmes de réadaptation		
		des délinquants.....	2 185 547	
		Programmes de travail		
		communautaire	859 254	
			-----	3 838 698
Formation du personnel (Poste 2)				-----
Traitements et salaires.....	3 426 308			639 961 069
Avantages sociaux	477 252	Moins : Recouvrements	5 262 198	-----
Transports et communications	214 594			634 698 871
Services.....	787 134			-----
Fournitures et matériel	364 957			

	5 270 245			

		Services communautaires (Poste 4)		
		Traitements et salaires	81 772 528	
		Avantages sociaux	13 317 661	
		Transports et communications	1 907 659	
		Services	8 318 017	
		Fournitures et matériel	849 744	
		Paiements de transfert		
		Services à la clientèle en		
		résidences communautaires		
		ou résidences externes.....	6 741 997	

			112 907 606	-----
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		PROGRAMME DES SERVICES		
		CORRECTIONNELS.....	774 370 068	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)		Services en établissement (Poste 8)	
Services.....	6 968 930	Immeubles	101 316 778
Paiements de transfert		Parc automobile et flotte de bateaux	2 272 944
Cession immobilière – Centre de			-----
détention du Sud-Ouest	50 200		103 589 722
Autres opérations			-----
Investissements dans les immobilisations	10 845 469		

	17 864 599		

		Services communautaires (Poste 9)	
		Parc automobile et flotte de bateaux	242 273

			242 273

Crédits législatifs			
Autres opérations		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
Amortissement – Services en établissement –		PROGRAMME DES SERVICES	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 171 444	CORRECTIONNELS.....	103 831 995
	-----		=====
	1 171 444		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – Services communautaires –			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	278 039		

	278 039		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
CORRECTIONNELS.....	19 314 082		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	
1	53 920 500	1 853 700	55 774 200	Services technologiques pour la justice 55 774 152
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 55 774 152
	53 920 500	1 853 700	55 774 200	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	19 400		19 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 19 301
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 19 301
	20 400		20 400	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	29 789 112	Autres opérations	
Avantages sociaux	3 798 638	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 301
Transports et communications	1 254 287		-----
Services.....	22 033 710		19 301
Fournitures et matériel	316 306		-----

	57 192 053	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	1 417 901	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	19 301
	55 774 152		=====

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ..	55 774 152		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	5 391 400	(250 000)	5 141 400	Organismes, conseils et commissions..... 4 472 437
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 106 533
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	5 392 400	(250 000)	5 142 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 4 578 970
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions..... 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 0
				<u>=====</u>

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, en particulier la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, la Commission civile de l'Ontario sur la police, la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)			Traitements et salaires	171 792	
Traitements et salaires.....	2 629 749		Avantages sociaux	20 279	
Avantages sociaux	280 875		Transports et communications	35 182	
Transports et communications	423 256		Services	140 254	
Services.....	1 065 859		Fournitures et matériel	13 004	
Fournitures et matériel	72 698				380 511

	4 472 437				

			<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
<i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles</i>			Traitements et salaires	115 873	
Traitements et salaires.....	1 433 919		Avantages sociaux	13 957	
Avantages sociaux	145 070		Transports et communications	16 351	
Transports et communications	301 636		Services	49 650	
Services.....	613 319		Fournitures et matériel	995	
Fournitures et matériel	27 648				196 826

	2 521 592				

			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Commission civile de l'Ontario sur la police</i>			Autres opérations		
Traitements et salaires.....	908 165		Audiences tenues en vertu de la		
Avantages sociaux	101 569		Loi sur les services policiers.....		106 533
Transports et communications	70 087				-----
Services.....	262 636				106 533
Fournitures et matériel	31 051				-----
	1 373 508				

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		4 578 970
					=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2609
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET
GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE

1	644 200	22 300	666 500	Bureau du commissaire.....	537 972
2	8 792 400	506 500	9 298 900	Gestion des situations d'urgence Ontario	9 236 734
4	24 622 000		24 622 000	Bureau du commissaire aux incendies.....	24 180 813
5	39 497 100	(1 806 300)	37 690 800	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario.....	37 081 209
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LA	
				PLANIFICATION ET GESTION	
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....	71 036 728
	73 555 700	(1 277 500)	72 278 200		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LA	
				PLANIFICATION ET GESTION	
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....	0
	2 000		2 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000		1 000	Planification et gestion des situations d'urgence – 0
				autres charges liées aux immobilisations.....
L	238 300		238 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 225 798
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	239 300		239 300	225 798
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

6	292 000		292 000	Planification et gestion des situations d'urgence 211 445
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	292 000		292 000	211 445
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)	
Bureau du commissaire (Poste 1)		Traitements et salaires	11 673 562
Traitements et salaires.....	367 734	Avantages sociaux	1 088 493
Avantages sociaux	54 534	Transports et communications	611 510
Transports et communications	78 170	Services	21 223 201
Services.....	29 625	Fournitures et matériel	564 443
Fournitures et matériel	7 909	Paiements de transfert	
		Subventions pour les services judiciaires	1 920 000
	537 972		37 081 209
		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
		ET GESTION DES SITUATIONS	
		D'URGENCE	71 036 728
			=====
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	5 716 935	Crédits législatifs	
Avantages sociaux	902 152	Autres opérations	
Transports et communications	517 140	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	
Services.....	1 932 093		225 798
Fournitures et matériel	168 414		225 798
	9 236 734		
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Traitements et salaires.....	15 547 285	ET GESTION DES SITUATIONS	
Avantages sociaux	2 394 131	D'URGENCE	225 798
Transports et communications	1 305 091		=====
Services.....	2 535 022	ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Fournitures et matériel	1 779 284	Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Paiements de transfert		Parc automobile et flotte de bateaux	
Subventions pour la sécurité-incendie.....	620 000		211 445
	24 180 813		211 445
		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
		ET GESTION DES SITUATIONS	
		D'URGENCE	211 445
			=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
1	3 400 500		3 400 500	Division des politiques et de la planification stratégique 3 289 723
	3 400 500		3 400 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 3 289 723
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
				=====

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est responsable de diriger diverses fonctions œuvrant à l'échelle du ministère, comme les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. Dans ce contexte, la Division coordonne également les politiques régissant les affaires autochtones au nom du ministère. De plus, elle est responsable de la planification stratégique ministérielle, de la gestion de projet, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 499 782	
Avantages sociaux	383 635	
Transports et communications	60 004	
Services.....	320 130	
Fournitures et matériel	26 172	

	3 289 723	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	3 289 723	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	17 445 914	17 545 947
Contrôle des armes à feu	6 150 000	6 150 000
Entente de placement dans un établissement pénitencier	4 827 558	5 279 844
Les services policiers des Premières nations	5 017 557	5 017 557
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	43 110	617 782
Programme conjoint de la protection civile	26 296	81 570
Autres	20	3 961
	<u>36 960 455</u>	<u>38 146 661</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	276 291 591	273 320 976
Remaniement des services locaux	88 008 669	88 970 066
Acquittement – Compte Bell	3 976 363	4 721 235
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ...	2 439 607	2 327 615
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Autres	2 562 480	1 923 326
	<u>374 028 710</u>	<u>372 013 218</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	13 388 902	12 761 267
Frais pour chèques refusés	10 687	935
	<u>13 399 589</u>	<u>12 762 202</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>0</u>	<u>718</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	339 941	3 094 755
Les Industries Trilcor	96 725	233 602
	<u>436 666</u>	<u>3 328 357</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	181 013	192 160
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>17 330 683</u>	<u>977 593</u>
DIVERS	<u>4 267 316</u>	<u>4 917 143</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>446 604 432</u>	<u>432 338 052</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-300
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-301
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	2-303
INFRASTRUCTURE	2-307
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-302, 2-306
ÉTAT DES RECETTES	2-309

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
10 147 320	Administration du ministère	13 317 414	11 285 999
4 016 120 428	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 079 716 400	4 062 936 710
4 026 267 748 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 093 033 814 =====	4 074 222 709 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
238 429	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 501 000	377 521
238 429 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 501 000 =====	377 521 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
95 192	Services à l'enfance et à la jeunesse	140 500	139 995
13 453 065	Infrastructure	35 269 100	33 873 232
13 548 257 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	35 409 600 =====	34 013 227 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
215 873	Services à l'enfance et à la jeunesse	40 949 300	30 772 319
215 873 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	40 949 300 =====	30 772 319 =====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Communications et marketing</i>	
Traitements et salaires.....	6 159 000	Traitements et salaires	1 108 346
Avantages sociaux	788 192	Avantages sociaux	184 141
Transports et communications	186 310	Transports et communications	35 306
Services.....	4 002 784	Services	237 877
Fournitures et matériel	95 894	Fournitures et matériel	42 877
	-----		-----
	11 232 180		1 608 547
	-----		-----
<i>Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	1 741 393	Traitements et salaires	489 737
Avantages sociaux	186 776	Avantages sociaux	73 570
Transports et communications	52 373	Transports et communications	18 000
Services.....	286 204	Services	6 070
Fournitures et matériel	8 531		-----
	-----		587 377
	2 275 277		-----

<i>Services opérationnels</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	2 819 524	Services	378 144
Avantages sociaux	343 705		-----
Transports et communications	66 831		378 144
Services.....	390 510		-----
Fournitures et matériel	35 986		

	3 656 556		

<i>Services juridiques</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Transports et communications	13 800	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	37 152
Services.....	2 703 979	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667
Fournitures et matériel	8 500		-----
	-----		53 819
	2 726 279		-----

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		11 285 999	
		=====	

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3702
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME DES SERVICES À
L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

3	383 100 100	(39 719 600)	343 380 500	Santé et développement des enfants	339 730 892
7	2 484 329 600	21 216 600	2 505 546 200	Enfants et jeunes à risque	2 496 198 769
5	301 345 000	(2 200 000)	299 145 000	Services spécialisés.....	296 351 176
8	961 574 700	(29 930 000)	931 644 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	930 655 873
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	4 062 936 710
	4 130 349 400	(50 633 000)	4 079 716 400		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	4 501 000		4 501 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	377 521
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES SERVICES	
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	377 521
	4 501 000		4 501 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
9	2 000		2 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
L	138 500		138 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 139 995
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 139 995
	140 500		140 500	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
10	225 000	40 724 300	40 949 300	Services à l'enfance et à la jeunesse 30 772 319
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 30 772 319
	225 000	40 724 300	40 949 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme santé et développement des enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les services spécialisés et la prestation ontarienne pour enfants. Le programme santé et développement des enfants soutient une combinaison de services de dépistage, d'évaluation et d'intervention et de programmes de développement à l'intention des enfants et des parents, comme le programme de services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le Programme d'intervention auprès des enfants aveugles ou ayant une basse vision, le programme bébés en santé, enfants en santé, et les centres de développement de la petite enfance en Ontario. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, les services aux jeunes des quartiers aux besoins élevés (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les services de justice pour la jeunesse à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers, notamment par des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie) et des programmes de services de relève. La prestation ontarienne pour enfants est une aide financière non imposable accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas. La subvention équivalant à la prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne de manière à aider les jeunes plus âgés en vue de la fin de la prise en charge.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de protection de l'enfance</i>			
Santé et développement des enfants (Poste 3)			Traitements et salaires	11 124 595		
Traitements et salaires.....	11 726 523		Avantages sociaux	1 616 328		
Avantages sociaux	1 749 991		Transports et communications	1 116 930		
Transports et communications	789 834		Services	6 966 709		
Services.....	2 476 508		Fournitures et matériel	135 447		
Fournitures et matériel	267 846		Paielements de transfert			
Paielements de transfert			Services de protection			
Bébés en santé, enfants en santé.....	86 509 885		de l'enfance.....	1 515 139 605		
Soutien communautaire			Fonds de renouvellement			
pour le développement			des services de			
de la petite enfance.....	194 492 418		protection			
Crédit d'impôt pour les			de l'enfance..	19 138 580		
activités des enfants.....	41 717 887				1 534 278 185	
		322 720 190				1 555 238 194
		339 730 892	<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>			
			Traitements et salaires	55 724 710		
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			Avantages sociaux	10 842 287		
Traitements et salaires.....	184 597 447		Transports et communications	772 598		
Avantages sociaux	31 743 166		Services	11 791 445		
Transports et communications	5 821 416		Fournitures et matériel	1 602 229		
Services.....	54 678 408		Paielements de transfert			
Fournitures et matériel	6 038 811		Santé mentale des enfants			
Paielements de transfert			et des jeunes.....	503 063 441		
Services de protection			Santé mentale des			
de l'enfance.....	1 515 139 605		enfants et des jeunes			
Fonds de renouvellement			– Paiements tenant			
des services de			lieu d'impôt aux			
protection de l'enfance	19 138 580		municipalités..	906		
Santé mentale des					503 064 347	
enfants et des jeunes.....	503 063 441					583 797 616
Santé mentale des enfants et des						
jeunes – Paiements tenant lieu						
d'impôt aux municipalités.....	906					
Services de justice						
pour la jeunesse.....	175 939 264					
Services de justice pour la jeunesse –						
Paielements tenant lieu						
d'impôt aux municipalités.....	37 725					
		2 213 319 521				
		2 496 198 769	<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			
			Traitements et salaires	117 748 142		
			Avantages sociaux	19 284 551		
			Transports et communications	3 931 888		
			Services	35 920 254		
			Fournitures et matériel	4 301 135		
			Paielements de transfert			
			Services de justice			
			pour la jeunesse.....	175 939 264		
			Services de justice pour			
			la jeunesse – Paiements			
			tenant lieu d'impôt aux			
			municipalités.....	37 725		
					175 976 989	
						357 162 959

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Services spécialisés (Poste 5)		Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	2 848 157	Dépôts et charges payées d'avance	
Avantages sociaux	474 825	Supplément de revenu de	
Transports et communications	10 821	l'Ontario pour les familles travailleuses	
Services.....	406 145	ayant des frais de garde d'enfants	377 521
Fournitures et matériel	502 645		-----
Paiements de transfert			377 521
Services de traitement et de			-----
réadaptation pour enfants	110 165 485	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Autisme.....	181 943 098	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	377 521
	292 108 583		=====

	296 351 176		

		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		Crédits législatifs	
Paiements de transfert		Autres opérations	
Prestation ontarienne		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière ..</i>	139 995
pour enfants.....	914 000 000		-----
Subvention équivalent à la Prestation			139 995
ontarienne pour enfants	14 394 157		-----
Supplément de revenu de		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
l'Ontario pour les familles		PROGRAMME DES SERVICES	
travailleuses ayant des		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	139 995
frais de garde d'enfants	2 261 716		=====

	930 655 873		

	930 655 873		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
PROGRAMME DES SERVICES		Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10)	
À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		Parc automobile et flotte de bateaux	224 811
4 062 936 710		Logiciels d'application de	
=====		gestion – traitements et salaires.....	3 069 800
		Logiciels d'application de	
		gestion – avantages sociaux	315 583
		Logiciels d'application de	
		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	27 162 125

			30 772 319

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DES SERVICES	
		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	30 772 319
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

1	35 269 100		35 269 100	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations.....	33 873 232
	<u>35 269 100</u>		<u>35 269 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE.....	33 873 232
					=====

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux installations exploitées directement par le ministère et aux organismes bénéficiant de paiements de transfert dans les collectivités pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion efficace des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires.....	6 146 209	
Subventions d'immobilisations	27 679 010	
	-----	33 825 219
Autres opérations		48 013

		33 873 232

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		33 873 232
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	111 552 253	117 927 995
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	65 340 584	66 560 215
Autres	203 558	3 186
	<u>177 096 395</u>	<u>184 491 396</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Adoption internationale	25 200	27 000
Maison pour groupe d'enfants	14 300	10 550
Droits d'adoption.....	4 800	4 600
Autres	3 197	414
	<u>47 497</u>	<u>42 564</u>
 VENTES ET LOCATIONS	<u>9 764</u>	<u>4 596</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	24 889 896	8 441 796
Frais de fonctionnement	702 061	405 123
Subventions	424 788	281 216
	<u>26 016 745</u>	<u>9 128 135</u>
 DIVERS		
Redressement découlant de la provision pour restructuration.....	1 363 933	0
Intérêts bancaires – non précisés	5 887	7 064
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	0	70
Autres	464	7 949
	<u>1 370 284</u>	<u>15 083</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>204 540 685</u>	<u>193 681 774</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-312
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-313
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-314
ÉTAT DES RECETTES	2-315

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 326 892	Services aux consommateurs	20 426 014	20 386 868
<u>19 326 892</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>20 426 014</u>	<u>20 386 868</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux consommateurs	2 000	0
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
6	20 360 000		20 360 000	Services aux consommateurs 20 323 182
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 14 385
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	20 426 014		20 426 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 20 386 868
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====

Description du programme :

Ce programme soutient la protection des consommateurs et la sécurité publique en Ontario en veillant à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité, en modernisant le cadre réglementaire pour les entreprises et la protection des consommateurs et en préservant un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège les familles ontariennes, inspire confiance et soutient la croissance économique.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 6)		
Traitements et salaires.....	11 006 903	
Avantages sociaux	1 466 775	
Transports et communications	489 609	
Services.....	6 408 928	
Fournitures et matériel	194 414	
Paiements de transfert		
Subventions pour les		
services aux consommateurs	846 553	

	20 413 182	
Moins : Recouvrements	90 000	

	20 323 182	

<i>Administration du ministère</i>		
Traitements et salaires.....	2 996 857	
Avantages sociaux	355 970	
Transports et communications	116 384	
Services.....	3 636 134	
Fournitures et matériel	90 553	

	7 195 898	

<i>Services aux consommateurs</i>		
Traitements et salaires.....	8 010 046	
Avantages sociaux	1 110 805	
Transports et communications	373 225	
Services.....	2 772 794	
Fournitures et matériel	103 861	
Paiements de transfert		
Subventions pour les		
services aux consommateurs	846 553	

	13 217 284	
Moins : Recouvrements	90 000	

	13 127 284	

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements versés aux ministres en		
vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	14 385	

	63 686	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES		
AUX CONSOMMATEURS	20 386 868	
	=====	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les cinémas</i>	2 972 001	3 438 179
Paielements des autorités administratives	1 798 449	1 306 428
<i>Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire</i>	912 907	922 033
<i>Loi sur les cimetières</i>	906 243	889 885
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	832 597	720 140
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	172 227	750 964
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i>	14 730	16 070
<i>Loi sur les huissiers</i>	9 500	67 310
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	2 280	2 280
	<u>7 620 934</u>	<u>8 113 289</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>2 400</u>	<u>2 500</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paielements de transfert	95 000	0
Services et locations	9 112	28 354
Autres	1 478 531	0
	<u>1 582 643</u>	<u>28 354</u>
DIVERS	<u>63 603</u>	<u>280</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>9 269 580</u>	<u>8 144 423</u>

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-318
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-319
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-321
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2-323
SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	2-325
ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.....	2-331
SERVICEONTARIO.....	2-333
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES	2-336
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-320, 2-322, 2-329, 2-330, 2-334
ÉTAT DES RECETTES	2-338

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
33 203 406	Administration du ministère	33 503 214	32 570 068
1 619 827 351	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 860 701 000	1 913 345 566
118 280 345	Direction des ressources humaines	119 156 900	118 018 909
299 467 778	Services opérationnels de la FPO	251 294 200	272 660 690
4 791 083	Organismes, conseils, commissions et tribunaux	5 176 000	4 856 694
293 155 798	ServiceOntario	296 206 500	288 856 828
0	Achat groupé de services médiatiques	5 078 400	0
2 368 725 761 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 571 116 214 =====	2 630 308 755 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
14 537 271	Services opérationnels de la FPO	15 171 300	12 622 060
14 537 271 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	15 171 300 =====	12 622 060 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3 522 455	Administration du ministère	9 395 000	8 249 839
19 735 755	Services opérationnels de la FPO	22 359 700	19 256 157
2 559 798	ServiceOntario	4 391 700	2 655 729
25 818 008 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	36 146 400 =====	30 161 725 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
168 363 291	Services opérationnels de la FPO	67 243 100	49 697 824
15 559 218	ServiceOntario	13 892 600	13 663 844
183 922 509 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	81 136 700 =====	63 361 668 =====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	37 790 300	(4 352 100)	33 438 200	Administration du ministère 32 507 862
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 343
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 39 069
L	0		0	Traitement de ministre sans portefeuille, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 6 127
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	37 855 314	(4 352 100)	33 503 214	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 32 570 068
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	9 394 000		9 394 000	Administration du ministère 8 249 839
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	9 395 000		9 395 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 8 249 839
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Administration du ministère 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	1 000		1 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats. Le programme aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	15 511 877		Traitements et salaires	1 411 276	
Avantages sociaux	2 105 139		Avantages sociaux	197 447	
Transports et communications	434 046		Transports et communications	23 324	
Services.....	14 145 422		Services	139 273	
Fournitures et matériel	311 378		Fournitures et matériel	810	
	-----			-----	
	32 507 862				1 772 130
	-----				-----
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	1 755 612		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux	187 756				
Transports et communications	51 163				
Services.....	166 870				
Fournitures et matériel	11 328				

	2 172 729				

<i>Services financiers et administratifs</i>					
Traitements et salaires.....	8 645 943				
Avantages sociaux	1 225 984				
Transports et communications	128 981				
Services.....	3 548 065				
Fournitures et matériel	82 886				

	13 631 859				

<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires.....	15 584				
Avantages sociaux	198				
Transports et communications	181 444				
Services.....	8 315 344				
Fournitures et matériel	119 928				

	8 632 498				

<i>Services de vérification</i>					
Services.....	1 384 215				

	1 384 215				

<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	3 683 462				
Avantages sociaux	493 754				
Transports et communications	49 134				
Services.....	591 655				
Fournitures et matériel	96 426				

	4 914 431				

			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			<i>Administration du ministère (Poste 4)</i>		
			Transports et communications	3 191	
			Services	8 246 648	

				8 249 839	

			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
				8 249 839	
				=====	

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1807 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)				
1	829 247 100	44 700 000	873 947 100	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 871 503 819
L	986 753 900		986 753 900	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 041 841 747
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 1 913 345 566
	1 816 001 000	44 700 000	1 860 701 000	

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Le programme prend également en charge les changements des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)					
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Indemnités légales de			Indemnités légales de		
cessation d'emploi.....	107 966 740		cessation d'emploi	24 835 270	
Comptes des avantages			Absences et congés rémunérés*..	(16 113 536)	
sociaux supplémentaires			Indemnisation des		
des fonctionnaires	5 725 640		travailleurs (CSPAAT).....	43 401 371	
Régime de retraite du Syndicat			Comptes des avantages		
des employés de la fonction			sociaux supplémentaires		
publique de l'Ontario	232 250 905		des fonctionnaires	17 804 091	
Régime de retraite			Régime de retraite du Syndicat		
des fonctionnaires	361 059 303		des employés de la fonction		
Fonds de prestations			publique de l'Ontario	28 198 707	
des juges provinciaux.....	30 712 909		Régime de retraite		
Régime de pensions du Canada...	152 830 132		des fonctionnaires	245 637 233	
Assurance-emploi	69 748 789		Fonds de prestations		
Assurance-vie collective	6 858 549		des juges provinciaux.....	4 532 408	
Protection du revenu			Assurance-vie collective	71 474 100	
à long terme	72 285 209		Protection du revenu		
Impôt-santé des employeurs.....	103 339 758		à long terme	71 600 000	
Régime d'assurance			Prestations aux		
complémentaire maladie			employés retraités	538 084 006	
et hospitalisation	127 995 039		Régime de retraite		
Régime de soins dentaires.....	52 897 945		complémentaire		
Prestations aux			des juges de paix.....	1 888 096	
employés retraités	135 993 815		Autres avantages sociaux.....	10 500 001	
Régime de retraite					1 041 841 747
complémentaire					-----
des juges de paix	120 797				1 041 841 747
Avantages sociaux –					-----
Association de la Police			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
provinciale de l'Ontario	43 632 725		PROGRAMME DES AVANTAGES		
Autres avantages sociaux	1 995 936		SOCIAUX ET PRESTATIONS DE		
		1 505 414 191	RETRAITE (PART PRISE EN		
		-----	CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	1 913 345 566	
		1 505 414 191			=====
Moins : Recouvrements		633 910 372			

		871 503 819			

* Les crédits découlent du rajustement de fin d'année en raison d'une nouvelle évaluation actuarielle, indiquant une augmentation plus faible de la dette non provisionnée que ce qui avait été prévu auparavant.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
8	111 562 900	418 100	111 981 000	RHontario 111 043 687
9	1 000		1 000	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail 0
10	4 140 400	(24 800)	4 115 600	Bureau de la diversité 4 094 787
11	2 340 700	718 600	3 059 300	Secrétariat des relations de travail 2 880 435
	118 045 000	1 111 900	119 156 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA DIRECTION
				DES RESSOURCES HUMAINES 118 018 909
				=====

Description du programme:

La Direction des ressources humaines soutient l'engagement du gouvernement d'être un chef de file mondial souple et novateur en service à la clientèle en le dotant d'un effectif qualifié et novateur. RHontario fournit des services intégrés de RH et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels des ministères, observe la législation, fait la promotion de pratiques exemplaires et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne également les services de sécurité interne à la FPO. Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, à savoir être une organisation inclusive, diverse et accessible assurant un excellent service public et aidant tous ceux et celles qui en font partie à réaliser leur plein potentiel. En qualité de centre d'excellence, le Bureau dirige les efforts pour aider la FPO à se conformer à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*. Le Bureau est également chargé de fournir du leadership stratégique et innovateur dans les domaines de la diversité et de l'accessibilité à l'échelle de la FPO, en tant que décideur et fournisseur de services. Le Secrétariat des relations de travail analyse les facteurs qui influent sur les résultats des négociations collectives afin de formuler et d'offrir des conseils et des avis stratégiques au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic relativement aux questions liées aux négociations collectives et aux relations de travail.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Bureau de la diversité (Poste 10)	
RHOntario (Poste 8)			
Traitements et salaires.....	67 489 212	Traitements et salaires	2 976 911
Avantages sociaux	9 705 710	Avantages sociaux	308 748
Transports et communications	1 738 740	Transports et communications	38 485
Services.....	24 006 230	Services	719 991
Fournitures et matériel	686 892	Fournitures et matériel	50 652
Paielements de transfert			-----
Subventions pour l'Institut d'administration			
publique du Canada.....	100 000		
Club du quart de siècle.....	162 000		

	262 000		
Autre opérations			
Autres.....	700 333		
Emplois d'été	9 079 469		

	9 779 802		

	113 668 586		
Moins : Recouvrements	2 624 899		

	111 043 687		

Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 9)		Secrétariat des relations de travail (Poste 11)	
		Traitements et salaires	1 453 990
		Avantages sociaux	138 774
		Transports et communications	31 495
		Services	1 226 163
		Fournitures et matériel	30 013

			2 880 435

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DE LA DIRECTION	
		DES RESSOURCES HUMAINES.....	
			118 018 909
			=====
Services.....	31 151 867		
Moins : Recouvrements	31 151 867		

	0		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
1	58 949 100	4 097 100	63 046 200	Information et technologie de l'information du gouvernement 62 851 734
5	160 267 100	(6 049 400)	154 217 700	Services communs de l'Ontario 151 054 151
7	20 186 900	(1 189 000)	18 997 900	Information, protection de la vie privée et archives publiques 18 804 254
11	1 688 000	(388 400)	1 299 600	Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario 1 260 246
15	16 048 100	(7 815 300)	8 232 800	Groupement des services pour la fonction publique..... 7 888 333
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 201 972
L	0		0	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i> 25 600 000
	262 639 200	(11 345 000)	251 294 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 272 660 690
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	11 000 000		11 000 000	Information et technologie de l'information du gouvernement 10 310 920
6	1 000		1 000	Services opérationnels 0
22	4 170 300		4 170 300	Groupement des services pour la fonction publique..... 2 311 140
	15 171 300		15 171 300	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 12 622 060
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
3	10 390 000		10 390 000	Information et technologie de l'information du gouvernement..... 10 143 503
12	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario..... 0
8	3 978 000		3 978 000	Information, protection de la vie privée et archives publiques 3 783 831
21	1 000		1 000	Groupeement des services pour la fonction publique..... 0
L	1 432 900		1 432 900	Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 161 400
L	3 532 000		3 532 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
L	3 023 800		3 023 800	Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 167 423
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 19 256 157
	22 359 700		22 359 700	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO
13	52 579 400	(2 451 200)	50 128 200	Information et technologie de l'information du gouvernement.....
14	2 000	17 112 900	17 114 900	Services communs de l'Ontario.....
23	163 194 100	(163 194 100)	0	Groupeement des services pour la fonction publique.....
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO.....
	215 775 500	(148 532 400)	67 243 100	49 697 824
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la FPO. Tous les programmes de prestation des services s'attachent à transformer et améliorer les services gouvernementaux. Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership relatif à la technologie de l'information au sein du gouvernement. Cela comprend la stratégie, la sécurité, les politiques, la mise en œuvre d'une infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario agissent en qualité de fournisseur de services aux programmes et aux employés du gouvernement pour les tâches administratives d'arrière-guichet et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Ils fournissent des conseils stratégiques et assure le contrôle financier et une prestation de services rentable dans le traitement des opérations financières, le traitement de la paie et des avantages sociaux, l'administration des avantages sociaux, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les services opérationnels de la FPO. Information, protection de la vie privée et archives publiques soutient de bonnes pratiques de conservation des documents dans tout le gouvernement et assume le leadership stratégique pour l'accès à l'information et la protection de la vie privée, la classification aux fins de sécurité de l'information et de protection de la vie privée ainsi que la propriété intellectuelle. La Division recueille, gère et préserve les documents d'archives de la province, encourage le public à consulter les documents historiques de l'Ontario et assure la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario. Le Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario assure le leadership stratégique des efforts des ministères pour l'écologisation des activités gouvernementales. Il a pour mandat de veiller à ce que des mesures soient en place pour réduire l'empreinte carbone des activités internes du gouvernement et les autres incidences de ses activités sur l'environnement, pour faciliter l'établissement de pratiques opérationnelles durables et pour instaurer une culture organisationnelle écologique. Le Groupeement des services pour la fonction publique fournit à ses clients un leadership et un soutien efficient pour l'amélioration des services gouvernementaux. Il collabore avec le programme d'ITI de la FPO pour rendre applicables les solutions sous-jacentes en technologie de l'information nécessaires à la modernisation par le MSG des opérations gouvernementales et à la prestation de services rentables aux clients de toute la FPO.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		<i>Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière</i>	
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	130 689 268	Traitements et salaires	675 009
Avantages sociaux	17 028 465	Avantages sociaux	73 557
Transports et communications	65 063 258	Transports et communications	10 526
Services.....	223 010 951	Services	5 601 033
Fournitures et matériel	12 842 256	Fournitures et matériel	4 967

	448 634 198		6 365 092
Moins : Recouvrements	385 782 464	Moins : Recouvrements	365 876
	-----		-----
	62 851 734		5 999 216
	-----		-----
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	82 397 203	Traitements et salaires	9 032 226
Avantages sociaux	13 212 526	Avantages sociaux	1 219 070
Transports et communications	8 971 213	Transports et communications	669 735
Services.....	65 920 712	Services	13 143 307
Fournitures et matériel	1 052 582	Fournitures et matériel	174 489
		Paiements de transfert	
		Subventions à l'appui des	
		Archives publiques de l'Ontario	45 700

	171 554 236		24 284 527
Moins : Recouvrements	20 500 085	Moins : Recouvrements	5 480 273
	-----		-----
	151 054 151		18 804 254
	-----		-----
<i>Services opérationnels</i>		<i>Bureau du directeur général de l'information et de la protection de la vie privée</i>	
Traitements et salaires.....	81 722 194	Traitements et salaires	1 750 613
Avantages sociaux	13 138 969	Avantages sociaux	165 115
Transports et communications	8 960 687	Transports et communications	4 891
Services.....	60 319 679	Services	722 123
Fournitures et matériel	1 047 615	Fournitures et matériel	1 001

	165 189 144		2 643 743
Moins : Recouvrements	20 134 209		-----
	-----		-----
	145 054 935		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$
			Crédits législatifs	
<i>Archives publiques de l'Ontario</i>			Services	
Traitements et salaires.....	7 281 613		Paiements versés à des agences de	
Avantages sociaux	1 053 955		recouvrement du secteur privé en vertu	
Transports et communications	664 844		de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 201 972
Services.....	12 421 184			-----
Fournitures et matériel	173 488			5 201 972
Paiements de transfert				-----
Subventions à l'appui des				
Archives publiques de l'Ontario....	45 700		Crédits législatifs	

	21 640 784		Autre opérations	
Moins : Recouvrements	5 480 273		<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	25 600 000
	-----	16 160 511		-----
		-----		25 600 000

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			 PROGRAMME DES SERVICES	
			 OPÉRATIONNELS DE LA FPO	272 660 690
				=====
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
			Information et technologie de	
			l'information du gouvernement (Poste 2)	
			Dépôts et charges payées d'avance.....	10 310 920

				10 310 920

			Groupement des services pour la fonction publique (Poste 22)	
			Dépôts et charges payées d'avance.....	2 311 140

				2 311 140

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			 PROGRAMME DES SERVICES	
			 OPÉRATIONNELS DE LA FPO	12 622 060
				=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	ACTIF D'IMMOBILISATIONS
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 3)	Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13)
Services..... 10 143 503	
10 143 503	Matériel de technologie de l'information..... 43 604 400
	43 604 400
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Services..... 3 783 831	Services communs de l'Ontario (Poste 14)
3 783 831	
	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations..... 6 093 424
Crédits législatifs	6 093 424
Autres opérations	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –
Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement,	PROGRAMME DES SERVICES
Loi sur l'administration financière..... 42 618 676	OPÉRATIONNELS DE LA FPO 49 697 824
Moins : Recouvrements 40 457 276	=====
2 161 400	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services communs de l'Ontario,	
Loi sur l'administration financière..... 3 167 423	
3 167 423	
TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
OPÉRATIONNELS DE LA FPO 19 256 157	
=====	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1812				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX
2	3 725 000	(924 900)	2 800 100	Tribunal d'appel en matière de permis 2 497 323
4	1 191 500	220 900	1 412 400	Commission de révision de la publicité 1 407 591
5	1 044 100	(80 600)	963 500	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts 951 780
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– ORGANISMES, CONSEILS,
				COMMISSIONS ET TRIBUNAUX..... 4 856 694
	5 960 600	(784 600)	5 176 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Une variété d'organismes, de conseils et de commissions associés au ministère des Services gouvernementaux assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations : Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères. La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour réaliser l'achat de publicité, les services de relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la fonction publique de l'Ontario. Cela contribue à garantir que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés. Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent des employés des ministères et des organismes publics ou des personnes nommées aux organismes publics. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, examine les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 294 002
Avantages sociaux	166 416
Transports et communications	87 078
Services.....	1 207 077
Fournitures et matériel	17 385

	2 771 958
Moins : Recouvrements	274 635

	2 497 323

Commission de révision de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	577 806
Avantages sociaux	46 792
Transports et communications	15 202
Services.....	755 829
Fournitures et matériel	11 962

	1 407 591

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	577 902
Avantages sociaux	49 564
Transports et communications	9 791
Services.....	313 373
Fournitures et matériel	1 150

	951 780

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ORGANISMES, CONSEILS,	
COMMISSIONS ET TRIBUNAUX	4 856 694
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME SERVICEONTARIO
1	268 892 900	4 822 100	273 715 000	ServiceOntario..... 272 157 519
4	17 189 500		17 189 500	Groupelement des services gouvernementaux..... 16 656 264
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i> 0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 43 045
	291 384 400	4 822 100	296 206 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 288 856 828
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 001 000		2 001 000	ServiceOntario..... 755 639
5	1 000		1 000	Groupelement des services gouvernementaux..... 0
L	2 388 700		2 388 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 900 090
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	4 391 700		4 391 700	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 2 655 729
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	2 762 800	11 128 800	13 891 600	ServiceOntario..... 13 663 844
6	1 000		1 000	Groupelement des services gouvernementaux..... 0
	2 763 800	11 128 800	13 892 600	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 13 663 844
				=====

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour des transactions régulières et liées à l'information par les particuliers et les entreprises. ServiceOntario facilite pour les Ontariens et les Ontariennes l'accès rapide, courtois et simple à de nombreux renseignements et services gouvernementaux efficaces et économiques. ServiceOntario a pour vision d'offrir des services, des solutions, un leadership et du personnel qui satisfont ou surpassent les attentes des clients à chaque fois. En harmonisation avec le programme de ServiceOntario et le programme organisationnel d'ITI, le Groupelement des services gouvernementaux offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à ServiceOntario et aux partenaires des ministères dans la réalisation des principaux objectifs opérationnels ainsi que dans la modernisation des services gouvernementaux proposés directement au public au moyen d'applications en ligne.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 1)		ServiceOntario (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	119 486 208	Services	755 639
Avantages sociaux	20 711 013		-----
Transports et communications	12 700 000		755 639
Services.....	116 522 425		-----
Fournitures et matériel	10 958 848		

	280 378 494		
Moins : Recouvrements	8 220 975		

	272 157 519		

		Crédits législatifs	
Groupement des services gouvernementaux (Poste 4)		Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	1 900 090

			1 900 090

Traitements et salaires.....	19 173 605	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Avantages sociaux	2 360 186	PROGRAMME SERVICEONTARIO	2 655 729
Transports et communications	2 713 948		=====
Services.....	45 471 827		
Fournitures et matériel	99 671		

	69 819 237		
Moins : Recouvrements	53 162 973		

	16 656 264		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>l'administration financière</i>	43 045		

	43 045		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME SERVICEONTARIO	288 856 828		
	=====		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	13 663 844

	13 663 844

Groupement des services gouvernementaux (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	225 614
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	31 291
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	11 874 890

	12 131 795
Moins : Recouvrements	12 131 795

	0

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	13 663 844
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1815
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ
DE SERVICES MÉDIATIQUES

1	25 000 000	(19 921 600)	5 078 400	Achat groupé de services médiatiques.....	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	25 000 000	(19 921 600)	5 078 400	– PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ	
	=====	=====	=====	DE SERVICES MÉDIATIQUES	0
					=====

Description du programme:

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir les campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES – CRÉDIT 1815

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Achat groupé de services médiatiques (Poste 1)	
Services.....	0

	0

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ,	
DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	0
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	82 494	111 338
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	2 335 695	2 760 676
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	40 765 082	38 967 050
Constitutions en société	22 086 798	23 288 465
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	19 102 728	18 891 613
<i>Loi sur les noms commerciaux</i>	8 975 564	8 841 674
Recherches, certificats et hypothèques	6 080 145	5 862 292
<i>Loi sur le mariage</i>	2 864 943	2 616 123
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 409 065	1 434 263
<i>Loi sur les sociétés en commandite</i>	575 382	480 740
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	360 099	97 592
En dehors de la province.....	125 627	113 895
<i>Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis</i>	71 700	57 600
<i>Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)</i>	15 435	20 720
Déclarations annuelles obligatoires	11 268	10 300
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	5 491	2 633
Autres	1 260 257	1 164 635
	-----	-----
	103 709 584	101 849 595
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	78 975	89 848
Autres	140 520	137 972
	-----	-----
	219 495	227 820
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 502 836	1 828 331
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	3 558	2 509
Autres	2 473 425	3 264 324
	-----	-----
	2 476 983	3 266 833
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	110 327 087	110 044 593
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-340
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-341
SERVICES AUX ADULTES.....	2-343
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-342, 2-345, 2-346
ÉTAT DES RECETTES	2-347

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
34 183 312	Administration du ministère	36 071 414	33 267 511
9 496 606 479	Services aux adultes	9 937 202 700	9 890 772 594
9 530 789 791 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	9 973 274 114 =====	9 924 040 105 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
22 055 319	Services aux adultes	30 004 000	30 000 000
22 055 319 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	30 004 000 =====	30 000 000 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
17 097 364	Services aux adultes	17 823 600	14 985 274
17 097 364 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	17 823 600 =====	14 985 274 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
18 605 973	Services aux adultes	58 001 600	53 520 816
18 605 973 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	58 001 600 =====	53 520 816 =====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	19 017 110	Traitements et salaires	1 602 845
Avantages sociaux	2 582 178	Avantages sociaux	237 335
Transports et communications	684 080	Transports et communications	35 900
Services.....	10 653 802	Services	378 358
Fournitures et matériel	278 758	Fournitures et matériel	15 740
	-----		-----
	33 215 928		2 270 178
	-----		-----
<i>Bureau de la direction</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 511 392	Transports et communications	50 544
Avantages sociaux	194 614	Services	4 898 343
Transports et communications	48 087	Fournitures et matériel	73 701
Services.....	136 285		-----
Fournitures et matériel	6 583		5 022 588
	-----		-----
	1 896 961		-----
	-----		-----
<i>Soutien aux activités</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	6 155 707	Services	772 071
Avantages sociaux	903 401		-----
Transports et communications	210 890		772 071
Services.....	1 599 290		-----
Fournitures et matériel	124 538		-----
	-----		-----
	8 993 826		-----
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		<i>Services informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 484 836	Traitements et salaires	8 262 330
Avantages sociaux	273 647	Avantages sociaux	973 181
Transports et communications	43 847	Transports et communications	294 812
Services.....	141 094	Services	2 728 361
Fournitures et matériel	12 987	Fournitures et matériel	45 209
	-----		-----
	1 956 411		12 303 893
	-----		-----
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu	
		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	2 282

			51 583

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	33 267 511
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

702
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DES SERVICES
AUX ADULTES

3	7 869 877 600	(37 635 800)	7 832 241 800	Soutien financier et soutien à l'emploi	7 792 465 352
4	281 848 300	19 482 600	301 330 900	Services sociaux aux adultes.....	300 568 635
6	1 720 468 500	(5 700 000)	1 714 768 500	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 707 816 768
7	55 193 800	(2 478 800)	52 715 000	Bureau des obligations familiales	51 612 790
10	16 446 500		16 446 500	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	12 052 011
L	19 700 000		19 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	26 257 038
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	9 963 534 700	(26 332 000)	9 937 202 700	SERVICES AUX ADULTES.....	9 890 772 594
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

9	22 704 000	7 300 000	30 004 000	Services aux adultes.....	30 000 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	22 704 000	7 300 000	30 004 000	SERVICES AUX ADULTES.....	30 000 000
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
702					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES	
8	13 000 000		13 000 000	Services aux adultes.....	12 821 558
L	4 823 600		4 823 600	Amortissement – Loi sur l'administration financière...	2 163 716
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....	
	17 823 600		17 823 600		14 985 274
	=====	=====	=====		=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
11	6 718 900	46 140 200	52 859 100	Services aux adultes.....	48 410 526
12	1 000	5 141 500	5 142 500	Bureau des obligations familiales	5 110 290
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....	
	6 719 900	51 281 700	58 001 600		53 520 816
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les programmes d'aide sociale de l'Ontario fournissent des aides à l'emploi et au revenu aux familles et aux adultes seuls admissibles, y compris les personnes handicapées, pour les aider à devenir financièrement autonomes. Les services sociaux pour adultes fournissent des programmes et des aides aux Autochtones par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones, des services communautaires à l'intention des femmes et des enfants victimes de violence familiale, des adultes qui sont sans abri ou qui risquent de le devenir et des personnes qui ont une déficience sensorielle. Les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle fournissent une aide financière aux adultes admissibles et à leur famille pour des services et des programmes qui favorisent l'inclusion en les aidant à vivre, travailler et participer à un vaste éventail d'activités au sein de leur collectivité. Le Bureau des obligations familiales est un programme d'application de la loi qui travaille avec les personnes versant une pension alimentaire et celles touchant une pension alimentaire en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille. La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario dirige la mise en œuvre de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* en vue de parvenir à l'accessibilité pour la population ontarienne par l'élaboration et l'application de normes connexes, de moyens d'orientation et d'information du public, d'outils et de ressources pour la planification de l'accessibilité et l'établissement de programmes s'y rattachant.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
			Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)					
Traitements et salaires.....	153 251 384		Traitements et salaires	17 008 681	
Avantages sociaux	25 453 482		Avantages sociaux	5 368 921	
Transports et communications	10 049 863		Transports et communications	658 016	
Services.....	67 983 853		Services	2 861 014	
Fournitures et matériel	1 914 958		Fournitures et matériel	137 639	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Services en établissement	1 120 987 779	
– Soutien financier	4 029 263 099		Services de soutien	560 794 718	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées					1 681 782 497
– Soutien à l'emploi	39 862 619				1 707 816 768
Programme Ontario au travail			Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
– Soutien financier	2 358 884 633		Traitements et salaires	29 641 347	
Programme Ontario au travail			Avantages sociaux	4 722 788	
– Soutien à l'emploi	177 354 830		Transports et communications	2 451 899	
Programme de médicaments			Services	14 461 864	
de l'Ontario	928 446 631		Fournitures et matériel	334 892	
		7 533 811 812			51 612 790
		7 792 465 352	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)		
			Traitements et salaires	5 519 676	
Services sociaux aux adultes (Poste 4)			Avantages sociaux	704 667	
Traitements et salaires.....	5 686 617		Transports et communications	271 185	
Avantages sociaux	842 250		Services	3 170 090	
Transports et communications	286 330		Fournitures et matériel	104 959	
Services.....	622 519		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel	45 491		Partenariats stratégiques pour l'accessibilité.....	2 281 434	
Paiements de transfert					12 052 011
Violence faite aux femmes.....	142 191 833		Crédits législatifs		
Aide à l'intégration communautaire.....	130 667 328		Autres opérations		
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones ...	20 226 267		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
		293 085 428			26 257 038
		300 568 635			26 257 038
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....		
			9 890 772 594		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services aux adultes (Poste 9)		Services aux adultes (Poste 11)	
Avances et montants récupérables		Logiciels d'application de	
Programme ontarien de soutien		gestion – traitements et salaires.....	4 846 805
aux personnes handicapées –		Logiciels d'application de	
Aide financière.....	30 000 000	gestion – avantages sociaux	509 328
	-----	Logiciels d'application de	
	30 000 000	gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	43 054 393
	-----		-----
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			48 410 526
PROGRAMME DES SERVICES			-----
AUX ADULTES	30 000 000		
	=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		Bureau des obligations familiales (Poste 12)	
Services aux adultes (Poste 8)		Logiciels d'application de	
		gestion – traitements et salaires.....	1 156 643
		Logiciels d'application de	
		gestion – avantages sociaux	154 184
		Logiciels d'application de	
		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	3 799 463

			5 110 290

Paiements de transfert		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
Subventions d'immobilisations	2 781 027	PROGRAMME DES SERVICES	
Renouvellement des		AUX ADULTES.....	53 520 816
installations des partenaires.....	9 630 873		=====

	12 411 900		
Autres opérations			
Investissements dans les immobilisations	409 658		

	12 821 558		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	2 163 716		

	2 163 716		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX ADULTES	14 985 274		
	=====		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	90 853 249	85 481 240
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 738	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 415 635	2 415 635
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 029 716	1 028 858
	<u>132 504 338</u>	<u>127 131 471</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH	12 786 319	13 066 613
	<u>12 786 319</u>	<u>13 066 613</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF	24 070 242	1 844 371
Accès à l'information – Droits	55 910	41 994
Frais pour chèques refusés	11 725	13 030
	<u>24 137 877</u>	<u>1 899 395</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	10 259 611	14 471 719
Frais de fonctionnement	896 033	2 125 843
Subventions	263 241	838 203
	<u>11 418 885</u>	<u>17 435 765</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation	2 217 931	2 233 547
Pénalités – intérêt	12 695	4 951
Indemnités de service judiciaire et de témoin	55	167
Intérêts bancaires	0	310
Autres	155 059	362 781
	<u>2 385 740</u>	<u>2 601 756</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>183 233 159</u>	<u>162 135 000</u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-350
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-351
TOURISME.....	2-353
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-355
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-357
CULTURE.....	2-359
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-361
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-363
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS	2-365
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-352
ÉTAT DES RECETTES	2-367

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 821 322	Administration du ministère	11 293 828	10 571 856
190 459 119	Tourisme	162 188 100	161 252 708
50 074 308	Sports, loisirs et programmes communautaires	51 415 000	51 384 842
253 116 505	Culture	244 882 100	244 807 833
120 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 001 000	120 000 000
10 481 597	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	7 011 900	6 934 139
225 213 452	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	577 712 100	577 712 087
855 166 303 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 174 504 028 =====	1 172 663 465 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
157 904 029	Immobilitisations touristiques et culturelles	57 091 700	51 657 576
0	Culture	2 000	0
157 904 029 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	57 099 700 =====	51 657 576 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Tourisme	1 000	0
0	Culture	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	8 888 800	2 277 000	11 165 800	Administration du ministère 10 491 503
L	95 682		95 682	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 052
	9 016 828	2 277 000	11 293 828	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 10 571 856
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 0
	4 000		4 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		
Traitements et salaires.....		4 465 827
Avantages sociaux		558 816
Transports et communications		108 136
Services.....		5 169 486
Fournitures et matériel		189 238

		10 491 503

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	2 041 790	
Avantages sociaux	230 902	
Transports et communications	79 066	
Services.....	4 815 532	
Fournitures et matériel	52 206	

		7 219 496

<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	2 424 037	
Avantages sociaux	327 914	
Transports et communications	29 070	
Services.....	353 954	
Fournitures et matériel	137 032	

		3 272 007

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		31 052

		80 353

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		10 571 856
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3802
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME DU TOURISME

1	166 478 300	(4 290 200)	162 188 100	Tourisme.....	161 252 708
	<u>166 478 300</u>	<u>(4 290 200)</u>	<u>162 188 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	161 252 708
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	1 000		1 000	Tourisme.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière...	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	0
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

2	1 000		1 000	Tourisme.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	0
					=====

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui soutient directement le plan gouvernemental Ontario ouvert sur le monde.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement touristique et offre des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de huit attractions et organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Marketing touristique</i>		
Tourisme (Poste 1)			Paielements de transfert		
Traitements et salaires.....	11 841 057		Société du Partenariat ontarien		
Avantages sociaux	1 661 300		de marketing touristique.....	42 546 700	42 546 700
Transports et communications	343 929			-----	-----
Services.....	2 058 196				
Fournitures et matériel	984 985				
Paielements de transfert					
Subventions à l'appui du			<i>Planification et activités touristiques</i>		
développement des			Traitements et salaires	7 209 226	
investissements touristiques	11 293 974		Avantages sociaux	1 064 177	
Subventions à l'appui du Programme			Transports et communications	177 190	
de sollicitation et de soutien pour			Services	739 197	
les événements et les festivals...	19 441 219		Fournitures et matériel	886 113	
Subventions pour les			Paielements de transfert		
régions touristiques	59 782 662		Société d'exploitation		
Société du Partenariat ontarien			de la Place Ontario.....	3 800 000	
de marketing touristique.....	42 546 700		Commission des parcs		
Société d'exploitation			du Saint-Laurent	7 498 686	21 374 589
de la Place Ontario	3 800 000			-----	-----
Commission des parcs					
du Saint-Laurent.....	7 498 686				
	-----	144 363 241			

		161 252 708			

<i>Politiques et développement du tourisme</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	4 631 831		PROGRAMME DU TOURISME.....		161 252 708
Avantages sociaux	597 123				=====
Transports et communications	166 739				
Services.....	1 318 999				
Fournitures et matériel	98 872				
Paielements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques	11 293 974				
Subventions à l'appui du					
Programme de sollicitation					
et de soutien pour les					
événements et les festivals.....	19 441 219				
Subventions pour les					
régions touristiques	59 782 662				
	-----	97 331 419			

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3803
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES

1	48 915 000	2 500 000	51 415 000	Sports, loisirs et programmes communautaires	51 384 842
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES	
	48 915 000	2 500 000	51 415 000	COMMUNAUTAIRES	51 384 842
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

La Direction des sports, des loisirs et des programmes communautaires s'est engagée à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau, dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

La Direction est chargée d'établir une culture qui valorise le sport, les loisirs et l'activité physique afin de bâtir des collectivités plus saines et plus dynamiques. L'établissement de cette culture repose sur des partenariats solides avec d'autres ordres de gouvernement, des organismes nationaux et provinciaux voués aux sports et aux loisirs et d'autres partenaires ministériels.

La Direction gouverne les intérêts de l'Ontario à l'égard du sport amateur par les activités suivantes : veiller à ce que les sports reconnus soient pratiqués de manière équitable et sécuritaire; encourager la pratique du sport parmi toute la population ontarienne; soutenir les athlètes de haut niveau; veiller aux retombées sportives des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 et défendre les priorités de l'Ontario à l'échelon fédéral.

La Direction gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisir par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui accroîtront la pratique de l'activité physique et offriront des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; améliorer l'infrastructure de loisir à l'échelon local; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

La Direction soutient également les programmes communautaires qui mènent des programmes ciblés de promotion de la santé axés sur le sport et les loisirs et qui incitent les communautés autochtones à pratiquer davantage l'activité physique.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 015 590
Avantages sociaux		365 182
Transports et communications		197 941
Services.....		972 379
Fournitures et matériel		100 250
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement		
des athlètes.....	26 329 709	
Programmes pour les jeunes.....	11 609 408	
Fonds pour les		
communautés en santé.....	7 881 613	
Programmes pour les Autochtones....	912 770	
	-----	46 733 500

		51 384 842

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES		
COMMUNAUTAIRES		51 384 842
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	52 041 700	5 050 000	57 091 700	Immobilisations touristiques et culturelles 51 657 576
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET CULTURELLES 51 657 576
	52 041 700	5 050 000	57 091 700	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle. Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentiels et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs.

Le ministère gère les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure dans le cadre du programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme ainsi que les investissements ponctuels sur un exercice dans les immobilisations.

De plus, le ministère gère et exécute le programme d'Infrastructures de loisirs Canada (ILC) en Ontario - un programme fédéral-provincial doté d'un budget de 390 millions de dollars qui vise à stimuler l'économie de manière ciblée et opportune par des investissements dans l'infrastructure récréative existante.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		5 079 219
Fournitures et matériel		873 029
Paiements de transfert		
Réparations et rénovations		
des organismes touristiques.....	7 276 300	
Réparations et rénovations		
des organismes culturels.....	5 795 600	
Subventions pour le tourisme.....	12 922 200	
Subventions pour la culture.....	15 992 108	
Subventions pour la culture –		
contribution fédérale	819 120	
Revitalisation de la		
Place de l'Ontario	2 900 000	
	-----	45 705 328

		51 657 576

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		51 657 576
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3805
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE LA CULTURE

1	241 967 200	2 914 900	244 882 100	Culture	244 807 833
	<u>241 967 200</u>	<u>2 914 900</u>	<u>244 882 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE	244 807 833
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE	0
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE	0
					=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 563 055
Avantages sociaux		1 176 343
Transports et communications		162 386
Services.....		3 683 149
Fournitures et matériel		77 548
Paiements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	18 769 460	
Soutien au secteur du patrimoine	8 028 570	
Soutien au secteur		
des bibliothèques.....	27 126 554	
Soutien aux organismes culturels	1 898 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	20 970 700	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 109 400	
Conseil des arts de l'Ontario	60 102 900	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	23 980 300	
Fiducie du patrimoine ontarien.....	4 013 600	
Centre des sciences de l'Ontario.	19 189 300	
Jardins botaniques royaux	3 760 500	
Musée royal de l'Ontario	27 242 600	
Science Nord.....	6 704 500	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	2 694 600	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord	1 505 500	
Soutien aux		
communautés culturelles	2 048 368	
	-----	231 145 352

		244 807 833

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE		244 807 833
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3806
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME DE LA FONDATION
TRILLIUM DE L'ONTARIO

1	120 001 000		120 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 000 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)...	
				– PROGRAMME DE LA FONDATION	
	120 001 000		120 001 000	TRILLIUM DE L'ONTARIO	120 000 000
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paielements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	120 000 000

	120 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	120 000 000
	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario défend, entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 267 542	
Avantages sociaux	254 020	
Transports et communications	40 716	
Services.....	893 229	
Fournitures et matériel	16 161	
Paielements de transfert		
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées.....	3 462 471	

	6 934 139	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES		
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO ...	6 934 139	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

* Inclut une ordonnance de 247 600 000 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 15 juillet 2013 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2012-2013 pour des dépenses de paiements de transfert.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO
POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	3 741 000	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	49 994 500	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	212 548 600	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	88 129 900	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	222 108 900	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore....	1 189 187	
	-----	577 712 087

		577 712 087

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		577 712 087
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	9 166 752	1 537 507
Programme d'infrastructures de loisirs Canada	0	17 050 867
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	0	300 000
Autres	0	976 860
	<u>9 166 752</u>	<u>19 865 234</u>
REBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	107
	<u>0</u>	<u>107</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	558 280	626 844
Vieux Fort William.....	614 057	517 091
Autres	533	1 507
	<u>1 172 870</u>	<u>1 145 442</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	968
	<u>0</u>	<u>968</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William.....	47 978	42 135
	<u>47 978</u>	<u>42 135</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 083 730	2 967 191
	<u>4 083 730</u>	<u>2 967 191</u>
DIVERS.....	2 752	67
	<u>2 752</u>	<u>67</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>14 474 082</u>	<u>24 021 144</u>
	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-370
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-371
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-374
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-376
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-379
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	2-384
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-372, 2-373, 2-378, 2-383
ÉTAT DES RECETTES	2-386

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 733 357	Administration du ministère	47 816 214	43 563 381
442 662 022	Politiques et planification	491 302 200	464 601 204
96 961 629	Sécurité des usagers de la route	108 517 100	108 480 822
383 740 461	Gestion des routes provinciales	376 508 900	363 346 382
70 665 314	Groupement du travail et des transports	72 347 500	70 239 398
1 032 762 783 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 096 491 914 =====	1 050 231 187 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000 =====	0 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4 034 431	Administration du ministère	839 400	288 727
2 001 649 018	Politiques et planification	2 101 597 300	2 039 407 104
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
590 484 367	Gestion des routes provinciales	645 891 300	632 737 767
2 596 167 816 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 748 329 000 =====	2 672 433 598 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
7 634 088	Administration du ministère	8 624 000	8 405 443
216 555	Sécurité des usagers de la route	41 330 700	40 666 696
1 716 503 697	Gestion des routes provinciales	2 445 947 900	2 128 421 976
1 724 354 340 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 495 902 600 =====	2 177 494 115 =====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	45 139 200	2 612 000	47 751 200	Soutien opérationnel 43 497 413
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>45 204 214</u>	<u>2 612 000</u>	<u>47 816 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 43 563 381
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	250 000	251 000	Administration du ministère 146 246
L	588 400		588 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 142 481
	<u>589 400</u>	<u>250 000</u>	<u>839 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 288 727
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	8 624 000		8 624 000	Administration du ministère 8 405 443
	<u>8 624 000</u>		<u>8 624 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 8 405 443
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : gestion et planification des ressources, contrôle financier, approvisionnement, service à la clientèle, planification de l'accessibilité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Soutien opérationnel (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	16 536 654	Traitements et salaires	3 184 481
Avantages sociaux	2 218 892	Avantages sociaux	408 237
Transports et communications	504 407	Transports et communications	46 053
Services.....	27 651 450	Services	940 014
Fournitures et matériel	8 675 762	Fournitures et matériel	33 125
	-----		-----
	55 587 165		4 611 910
Moins : Recouvrements	12 089 752		-----

	43 497 413		

<i>Bureau principal</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	1 124 674	Traitements et salaires	2 219 772
Avantages sociaux	131 767	Avantages sociaux	250 036
Transports et communications	63 411	Transports et communications	39 492
Services.....	38 776	Services	89 594
Fournitures et matériel	15 991	Fournitures et matériel	24 371
	-----		-----
	1 374 619		2 623 265
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	4 449 082	Services	1 421 021
Avantages sociaux	533 609		-----
Transports et communications	91 752		1 421 021
Services.....	177 049		-----
Fournitures et matériel	80 514		

	5 332 006		

<i>Installations et services opérationnels</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	5 558 645	Transports et communications	29 680
Avantages sociaux	895 243	Services	2 435 861
Transports et communications	234 019	Fournitures et matériel	57 972
Services.....	22 549 135		-----
Fournitures et matériel	8 463 789		2 523 513
	-----		-----
	37 700 831		
Moins : Recouvrements	12 089 752		

	25 611 079		

		Crédits législatifs	
		Traitement versé au ministre en vertu	
		de la Loi sur le Conseil exécutif	49 301
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667

			65 968

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	43 563 381
			=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)		Administration du ministère (Poste 3)	
Autres opérations	146 246	Parc automobile et flotte de bateaux	8 405 443
	-----		-----
	146 246		8 405 443
	-----		-----
Crédits législatifs		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
			8 405 443
			=====
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.</i>	5 075 717		
Moins : Recouvrements	4 933 236		

	142 481		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	288 727		
	=====		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	29 949 600		29 949 600	Politiques et planification 28 040 077
2	461 351 600		461 351 600	Transports urbains et régionaux..... 436 561 127
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	491 302 200		491 302 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION 464 601 204
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 101 847 300	(250 000)	2 101 597 300	Transports urbains et régionaux..... 2 039 407 104
	2 101 847 300	(250 000)	2 101 597 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION 2 039 407 104
				=====

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification surveille les intérêts stratégiques à long terme de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal efficient et durable dans toute la province.

En consultation avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour les réseaux de transport multimodaux et contribue à l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne comptables devant le ministre des Transports, comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines essentiels d'intérêt commun.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	15 239 185		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	1 885 786		Transports en commun.....	2 036 209 652	
Transports et communications	458 452		Infrastructure municipale		
Services.....	10 260 246		relative à la navigation.....	3 197 452	
Fournitures et matériel	196 408				2 039 407 104
	-----				-----
	28 040 077				2 039 407 104
	-----				-----
Transports urbains et régionaux (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME DES POLITIQUES		
			ET DE LA PLANIFICATION		
			2 039 407 104		
			=====		
Paiements de transfert					
Affectation de la taxe					
municipale sur l'essence.....	317 732 788				
PRESTO – coûts					
de fonctionnement.....	20 098 236				
Programme d'encouragement pour					
les véhicules électriques					
et les infrastructures	6 102 550				
Subventions de fonctionnement					
de Metrolinx.....	92 270 221				
Subventions pour la participation					
et la sensibilisation	357 332				

	436 561 127				

	436 561 127				

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES					
ET DE LA PLANIFICATION					
464 601 204					
=====					

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2703
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
DES USAGERS DE LA ROUTE**

1	106 010 900	2 206 200	108 217 100	Sécurité des usagers de la route	108 180 822
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000
	<u>106 310 900</u>	<u>2 206 200</u>	<u>108 517 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	<u>108 480 822</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
	1 000		1 000	DES USAGERS DE LA ROUTE 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	3 324 800	38 005 900	41 330 700	Sécurité des usagers de la route 40 666 696
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
	3 324 800	38 005 900	41 330 700	DES USAGERS DE LA ROUTE 40 666 696
	=====	=====	=====	=====

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	62 222 259	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	7 335 275
Avantages sociaux	9 922 803	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	775 661
Transports et communications	1 951 023	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	32 555 760
Services.....	39 471 598		
Fournitures et matériel	1 478 502		
Paiements de transfert			
Subventions pour la sécurité publique.....	592 040		
	-----		-----
	115 638 225		40 666 696
Moins : Recouvrements	7 457 403		-----

	108 180 822		

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
		DES USAGERS DE LA ROUTE	40 666 696
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	300 000		

	300 000		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ			
DES USAGERS DE LA ROUTE	108 480 822		
	=====		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2704
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES
ROUTES PROVINCIALES

1	383 007 900	(6 500 000)	376 507 900	Opérations et entretien.....	363 346 382
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>383 008 900</u>	<u>(6 500 000)</u>	<u>376 508 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	<u>363 346 382</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	84 747 700	(38 000 000)	46 747 700	Génie des transports et construction 35 780 993
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours 0
L	599 142 600		599 142 600	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 596 956 774
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	683 891 300	(38 000 000)	645 891 300	DES ROUTES PROVINCIALES 632 737 767
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

3	2 450 447 900	(4 500 000)	2 445 947 900	Infrastructure de transport – actifs 2 128 421 976
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 450 447 900	(4 500 000)	2 445 947 900	DES ROUTES PROVINCIALES 2 128 421 976
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les investissements dans l'infrastructure routière.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour l'ensemble des routes et des ponts de la province. Le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ponts.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

\$			\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Opérations et entretien (Poste 1)				
Traitements et salaires.....	64 824 448		Traitements et salaires	3 540 350
Avantages sociaux	12 837 439		Avantages sociaux	498 052
Transports et communications	4 331 103		Transports et communications	792 569
Services.....	287 072 442		Services	1 540 186
Fournitures et matériel	25 971 121		Fournitures et matériel	1 877 836
Paiements de transfert				
Paievements tenant lieu				
d'impôt aux municipalités.....	4 622 645			
Traversiers municipaux.....	3 487 834			
	-----	8 110 479		
		403 147 032		
Moins : Recouvrements		39 800 650	Moins : Recouvrements	133 495
		-----		-----
		363 346 382		8 115 498
		-----		-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE GESTION	
			DES ROUTES PROVINCIALES	
				363 346 382
				=====
<i>Exploitation et entretien des routes</i>				
Traitements et salaires.....	61 284 098			
Avantages sociaux	12 339 387			
Transports et communications	3 538 534			
Services.....	285 532 256			
Fournitures et matériel	24 093 285			
Paiements de transfert				
Paievements tenant lieu				
d'impôt aux				
municipalités.....	4 622 645			
Traversiers municipaux...	3 487 834			
	-----	8 110 479		
		394 898 039		
Moins : Recouvrements		39 667 155		

		355 230 884		

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			<i>Paievements de transfert et autres dépenses pour les routes</i>			
Génie des transports et construction (Poste 2)			Paievements de transfert			
			Liaisons interprovinciales			
			de transport – rivière			
			des Outaouais..... 493 598			
			Fonds de transition..... 4 136 507			
			Premières nations..... 2 999 364			
			Évaluation environnementale			
			relative à la route 17			
			de Prescott-Russell.. 2 250 000			
			Améliorations			
			municipales et			
			environnementales ... 836 479			
					10 715 948	
					-----	10 715 948

			Transport aérien dans les régions éloignées			
			Transports et communications 249 721			
			Services 2 428 514			
			Fournitures et matériel 2 697 737			
					5 375 972	
					-----	-----
			Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor			
			Traitements et salaires 1 414 925			
			Avantages sociaux 161 219			
			Transports et communications 119 624			
			Services 11 224 680			
			Fournitures et matériel 196 495			
			Paievements de transfert			
			Élargissement et réfection			
			de Walker Road 6 572 130			
					-----	19 689 073

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

\$		\$	
Travaux routiers en cours (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	81 695 903	ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Avantages sociaux	12 112 953		
Transports et communications	2 035 965		
Services.....	10 757 724		
Fournitures et matériel	936 582		

	107 539 127		
Moins : Recouvrements	107 539 127		

	0		
<i>Travaux routiers en cours</i>		Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	80 838 241	Parc automobile et flotte de bateaux	3 004 197
Avantages sociaux	12 005 559	Infrastructure des transports –	
Transports et communications	2 031 222	coûts relatifs aux immobilisations.....	2 641 476 124
Services.....	10 742 984	Logiciels d'application de	
Fournitures et matériel	932 692	gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	6 123 322
	-----		-----
	106 550 698		2 650 603 643
Moins : Recouvrements	106 550 698	Moins : Recouvrements	522 181 667
	-----		-----
	0		2 128 421 976
<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		<i>Infrastructure de transport – actifs</i>	
Traitements et salaires.....	857 662	Parc automobile et	
Avantages sociaux	107 394	flotte de bateaux.....	3 004 197
Transports et communications	4 743	Infrastructure des transports – coûts	
Services.....	14 740	relatifs aux immobilisations.....	2 231 997 613
Fournitures et matériel	3 890	Logiciels d'application de gestion –	
	-----	coûts relatifs	
	988 429	aux immobilisations	6 123 322
Moins : Recouvrements	988 429		-----
	-----		2 241 125 132
	0	Moins : Recouvrements	522 181 667

			1 718 943 465
<i>Crédits législatifs</i>		<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>	
Autres opérations		Infrastructure des transports – coûts	
Amortissements, Génie et construction,		relatifs aux immobilisations.....	409 478 511
Loi sur l'administration financière.....	596 956 774		-----
	-----		409 478 511
	596 956 774	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	PROGRAMME DE GESTION	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		DES ROUTES PROVINCIALES	
PROGRAMME DE GESTION			2 128 421 976
DES ROUTES PROVINCIALES	632 737 767		=====
	=====		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
1	72 153 300	95 700	72 249 000	Services d'information et de technologie de l'information 70 192 367
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères 47 031
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	72 251 800	95 700	72 347 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS 70 239 398
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS 0
				=====

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information. Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en les aidant à gérer leurs ressources. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à les optimiser et il aide les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public. En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement aide à améliorer la prestation des programmes, à générer de nouveaux débouchés et à améliorer le service à la clientèle.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	23 893 088
Avantages sociaux	3 021 903
Transports et communications	1 058 130
Services.....	46 408 603
Fournitures et matériel	143 110

	74 524 834
Moins : Recouvrements	4 332 467

	70 192 367

Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	2 109 455
Avantages sociaux	319 008
Transports et communications	63 553
Services.....	6 906 621
Fournitures et matériel	8 559

	9 407 196
Moins : Recouvrements	9 360 165

	47 031

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	70 239 398
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	11 416 803	11 978 400
Fonds Chantiers Canada	8 069 131	5 053 285
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 145
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 451 853	2 420 680
Validations des véhicules de défense.....	1 529 945	1 836 321
Code nationale de sécurité	1 148 282	3 444 846
Partenariat du millénaire	0	(673 080)
Autres	600	2 646 290
	<u>31 336 756</u>	<u>33 426 887</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>50</u>	<u>28 011</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 125 000 811	1 074 728 133
Frais pour chèques refusés	157 504	182 899
Autres	7 637 255	6 426 804
	<u>1 132 795 570</u>	<u>1 081 337 836</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	<u>1 341 799</u>	<u>3 359 698</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	9 929 544	6 688 569
Ventes et locations – Immobilisations	403 200	1 432 027
	<u>10 332 744</u>	<u>8 120 596</u>
REDEVANCES	<u>11 778</u>	<u>170</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>38 805 336</u>	<u>31 353 924</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	12 868	39 893
Autres	202 690	146 179
	<u>215 558</u>	<u>186 072</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>1 214 839 591</u>	<u>1 157 813 194</u>

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2012 – 2013

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-388
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-389
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-391
RELATIONS DE TRAVAIL	2-393
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-395
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	2-399
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-390
ÉTAT DES RECETTES	2-401

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

2011 – 2012 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2012 – 2013	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 226 331	Administration du ministère	22 724 187	21 954 234
3 691 395	Commission de l'équité salariale	3 540 800	3 393 595
22 831 903	Relations de travail	24 447 400	23 560 951
84 360 113	Santé et sécurité au travail	188 411 700	184 956 323
36 381 268	Droits et responsabilités en matière d'emploi	32 899 000	32 121 579
169 491 010 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	272 023 087 =====	265 986 682 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
361 905	Santé et sécurité au travail	596 000	594 000
361 905 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	598 000 =====	594 000 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
4 409 152	Santé et sécurité au travail	1 000	0
4 409 152 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601 PROGRAMME D'ADMINISTRATION				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			DU MINISTÈRE	
1	23 068 600	(425 600)	22 643 000	Administration du ministère 21 872 595
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 052
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 1 286
	23 149 787	(425 600)	22 724 187	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 21 954 234
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 578 291	
Traitements et salaires.....	8 090 883		Avantages sociaux	373 075	
Avantages sociaux	1 045 881		Transports et communications	101 615	
Transports et communications	546 722		Services	222 233	
Services.....	12 032 779		Fournitures et matériel	19 181	
Fournitures et matériel	156 330				3 294 395

	21 872 595		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Transports et communications	300 945	
<i>Bureau principal</i>			Services	7 165 712	
Traitements et salaires.....	2 956 297		Fournitures et matériel	76 746	
Avantages sociaux	362 493				7 543 403
Transports et communications	90 001				-----
Services.....	1 720 811		<i>Services de vérification</i>		
Fournitures et matériel	28 548		Services	252 100	
		5 158 150			252 100
		-----			-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 678 482		Services	1 755 991	
Avantages sociaux	203 152				1 755 991
Transports et communications	33 430				-----
Services.....	631 418		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	8 136		Traitement versé au ministre en vertu		
		2 554 618	de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
		-----	Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
<i>Direction de l'efficacité organisationnelle</i>			vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		31 052
Traitements et salaires.....	877 813		Autre opérations		
Avantages sociaux	107 161		Créances irrécouvrables, Loi sur		
Transports et communications	20 731		l'administration financière		1 286
Services.....	284 514				81 639
Fournitures et matériel	23 719				-----
		1 313 938	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		-----	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 954 234	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	2 142 452	
Avantages sociaux	256 898	
Transports et communications	46 401	
Services.....	482 369	
Fournitures et matériel	57 585	

	2 985 705	

Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	316 063	
Avantages sociaux	26 947	
Transports et communications	6 472	
Services.....	58 408	

	407 890	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA COMMISSION		
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	3 393 595	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL

1	13 840 700	783 000	14 623 700	Commission des relations de travail de l'Ontario	14 278 999
2	1 515 500		1 515 500	Commission de règlement des griefs	1 368 041
3	8 800 800	(492 600)	8 308 200	Services de règlement des différends.....	7 913 911
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				RELATIONS DE TRAVAIL.....	23 560 951
	24 157 000	290 400	24 447 400		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 296 659
Avantages sociaux	1 047 471
Transports et communications	363 040
Services.....	4 499 168
Fournitures et matériel	72 661

	14 278 999

Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	417 958
Avantages sociaux	54 367
Transports et communications	146 706
Services.....	1 869 387
Fournitures et matériel	14 607

	2 503 025
Moins : Recouvrements	1 134 984

	1 368 041

Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 305 704
Avantages sociaux	622 667
Transports et communications	524 526
Services.....	1 547 453
Fournitures et matériel	54 334

	8 054 684
Moins : Recouvrements	140 773

	7 913 911

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	23 560 951
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1604
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME DE SANTÉ ET
SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1	89 575 300	(3 125 500)	86 449 800	Santé et sécurité au travail	84 834 152
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	100
2	1 000		1 000		
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	100
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs.....	100
7	108 200 600	(6 241 700)	101 958 900	Bureau de la prévention	100 121 871
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE SANTÉ	
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	184 956 323
	197 778 900	(9 367 200)	188 411 700		
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail	0
8	594 000		594 000	Bureau de la prévention – Immobilisations	594 000
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE SANTÉ	
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	594 000
	596 000		596 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
5	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention coordonne le système ontarien de prévention des blessures et des maladies, y compris l'éducation et la promotion en matière de santé et de sécurité, en établissant et en mettant en œuvre une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité au travail afin de garantir l'harmonisation des activités de santé et de sécurité parmi tous les partenaires du système, en désignant les associations en santé et sécurité, en finançant leur fonctionnement et leurs immobilisations et en assurant la surveillance de ces associations par des ententes de paiements de transfert, en établissant des normes applicables aux programmes et aux fournisseurs de formation et en approuvant ces derniers, en établissant les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité et en soutenant les décisions en matière de financement concernant les subventions pour la prévention et la recherche sur la prévention aux bénéficiaires qui remplissent des critères d'admissibilité précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, et il les représente devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		55 860 623	Traitements et salaires		2 455 684
Avantages sociaux		7 666 965	Avantages sociaux		606 633
Transports et communications		3 154 851	Transports et communications		119 614
Services.....		16 078 168	Services		351 103
Fournitures et matériel		1 782 045	Fournitures et matériel		18 541
Paiements de transfert					
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000				3 551 575
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	251 500		Moins : Recouvrements		3 551 475
		291 500			100
		84 834 152			
			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			Traitements et salaires		2 557 859
Traitements et salaires.....		505 200	Avantages sociaux		276 552
Avantages sociaux		75 900	Transports et communications		188 792
Transports et communications		8 200	Services		1 921 388
Services.....		5 600	Fournitures et matériel		104 951
Fournitures et matériel		10 400	Paiements de transfert		
		605 300	Associations en santé et sécurité.....	90 864 992	
Moins : Recouvrements		605 200	Recherche en matière de prévention	3 807 737	
		100	Subventions aux programmes de prévention	399 600	
					95 072 329
					100 121 871
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
Traitements et salaires.....		7 773 014			184 956 323
Avantages sociaux		1 972 524			=====
Transports et communications		242 096			
Services.....		1 397 612			
Fournitures et matériel		57 203			
		11 442 449			
Moins : Recouvrements		11 442 349			
		100			

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité		
– Immobilisations.....	594 000	

	594 000	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE SANTÉ		
ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	594 000	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1605
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DES DROITS ET
RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**

1	33 452 400	(553 400)	32 899 000	Normes d'emploi	32 121 579
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES DROITS	
				ET RESPONSABILITÉS EN	
				MATIÈRE D'EMPLOI.....	32 121 579
	33 452 400	(553 400)	32 899 000		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements*.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

§	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	20 114 127
Avantages sociaux	2 972 192
Transports et communications	1 150 404
Services.....	7 749 914
Fournitures et matériel	175 825

	32 162 462
Moins : Recouvrements	40 883

	32 121 579

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES DROITS	
ET RESPONSABILITÉS EN	
MATIÈRE D'EMPLOI.....	32 121 579
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	30 848	10 672
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	193 426 743	91 888 859
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	1 168 250	1 087 074
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	190 176	167 620
Programme de protection des salaires des employés	264	157
	-----	-----
	194 785 433	93 143 710
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	627 753	399 128
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i>	8 088	5 814
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i>	5 562	4 660
Programme de perfectionnement des arbitres	400	105
	-----	-----
	641 803	409 707
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités – Amendes administratives	330 278	332 991
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	315 703	414 954
Pénalité monétaire	20 925	20 544
	-----	-----
	666 906	768 489
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	35 074	71 978
Abonnements	16 800	23 372
Véhicules	5 600	3 212
	-----	-----
	57 474	98 562
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	8 602	1 802
	-----	-----
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	533 500	528 387
Amortissement des apports en capital reportés – CSPAAT	0	354 750
Autres	247 452	9 826
	-----	-----
	780 952	892 963
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	196 972 018	95 325 905
	=====	=====

section 3

Annexes – Dette

DETTE À LONG TERME ÉMISE**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-14 à 3-39 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP811	3,62	1 ^{er} mai 2042.....	242 106 000
CPP812	3,61	8 mai 2042.....	1 855 000
CPP813	3,44	1 ^{er} juin 2042	327 143 000
CPP814	3,43	5 juin 2012	7 000 000
CPP815	3,36	11 juin 2042.....	6 200 000
CPP816	3,40	3 juillet 2042	130 888 000
CPP817	3,40	10 juillet 2042	60 080 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			775 272 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
Escompte amorti sur les obligations à coupon zéro pour l'exercice terminé le 31 mars 2013..			28 110 459
OIIC143	2,17	24 mars 2017.....	6 612 419
OIIC144	2,21	24 avril 2017	8 172 441
OIIC145	2,04	25 janvier 2018.....	6 104 961
			20 889 821
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....			824 272 280

DETTE À LONG TERME ÉMISE – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN213	1,90	8 septembre 2017	2 000 000 000
DMTN219	TCAB 3 M + 0,19	22 septembre 2017	1 119 500 000
DMTN217	TCAB 3 M + 0,25	23 novembre 2017	750 000 000
DMTN218	2,10	8 septembre 2018	2 500 000 000
DMTN195	4,40	2 juin 2019	500 000 000
DMTN212	3,15	2 juin 2022	5 771 700 000
DMTN215	2,85	2 juin 2023	3 557 500 000
DMTN214	3,50	2 juin 2043	7 300 000 000
DMTN216	3,25	2 juin 2062	450 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2015 - 21 juin 2022	773 536 800
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS - EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			24 722 236 800
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			25 546 509 080

DETTE À LONG TERME ÉMISE – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)**PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS**

G57	0,95	26 mai 2015.....	3 500 000 000
G61	TIOL 3 M + 0,05	13 août 2015.....	500 000 000
G60	1,10	25 octobre 2017.....	2 250 000 000
G62	1,20	14 février 2018.....	705 000 000
G59	1,65	27 septembre 2019	1 250 000 000
G58	2,45	29 juin 2022.....	1 000 000 000

			9 205 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,00617 \$.....			9 261 817 000

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

USMTN1	TIOL 3 M + 0,15	1 ^{er} avril 2015	400 000 000
USMTN2	TIOL 3 M + 0,25	23 novembre 2017.....	250 000 000

			650 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99505 \$.....			646 783 500

DETTE À LONG TERME ÉMISE – Fin**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			9 908 600 500
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(165 960 208)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) - Obligations à rendement réel			10 529 240
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE.....			35 299 678 612
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(51 248 646)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			35 248 429 966
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....			1 870 800 000
TOTAL - DETTE À LONG TERME			37 119 229 966

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP	9,17 - 9,45	1 ^{er} mai 2012 - 3 juillet 2012	700 137 000

Société canadienne d'hypothèques et de logement :

CMHC	5,375 - 15,75	2 avril 2012 - 1 ^{er} mars 2013	13 888 387

Caisse de retraite des fonctionnaires :

PSPF	10,38 - 11,10	16 avril 2012 - 15 mars 2013	392 078 418

Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :

OPSEU	10,38 - 11,10	16 avril 2012 - 15 mars 2013	186 258 661

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

TI	11,06 - 11,31	1 ^{er} juin 2012 - 1 ^{er} août 2012	625 000 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC	Zéro	23 avril 2012 - 22 mars 2013	248 139 591

Société ontarienne d'hypothèques et de logement :

OHC	9,655	10 juillet 2012	6 561 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 172 063 057

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DMTN194	TCAB 3 M + 0,70	9 avril 2012	75 000 000
DMTN202	1,90	16 avril 2012	151 000 000
DMTN181	4,50	3 mai 2012.....	75 000 000
DMTN046	Zéro	9 juillet 2012	100 225
JA	9,4688	10 juillet 2012	2 249 413
DMTN053	5,375	3 décembre 2012	2 000 000 000
DMTN178	4,50	3 décembre 2012	1 500 000 000

			3 803 349 638

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

1995	Divers	1 ^{er} mars 2000.....	79 800
1996	Divers	21 juin 2001.....	31 800
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004.....	193 600
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005.....	82 300
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006.....	199 000
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007.....	258 100
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008.....	727 100
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009.....	639 400
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010.....	1 412 400
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011.....	1 179 600
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012.....	19 890 700
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013.....	14 302 800
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014.....	300 118 000
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2015.....	13 750 400
2009	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2016.....	38 683 800
2010	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2020.....	19 859 200
2011	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2021.....	28 945 700
2012	Divers	21 juin 2012 - 21 juin 2022.....	137 687 500

			578 041 200

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS

HJ	9,24	18 février 2013.....	250 000 000

			250 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

EMTN81	5,125	21 novembre 2012.....	200 000 000

			200 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 2,16024 \$.....			432 048 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

PW	TIOL 3 M + 0,45	22 mai 2012.....	1 525 000 000
PN	4,95	1 ^{er} juin 2012	900 000 000
NQ	5,125	17 juillet 2012	707 600 000
G45	1,875	19 novembre 2012.....	3 000 000 000
G46	TIOL 3 M + 0,15	19 novembre 2012.....	500 000 000
NU	4,375	15 février 2013	500 000 000

			7 132 600 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,08069 \$.....			7 708 156 500

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			8 140 204 500
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires			20 402 261
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			14 964 060 656
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(127 812 515)
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			14 836 248 141
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			1 685 738 671
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME.....			16 521 986 812
			=====

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor.....			886 688 000
Effets de commerce américains			1 910 105 705

			2 796 793 705
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor.....			200 008 000
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			11 650 021

TOTAL – AUGMENTATION (DIMINUTION)			
NETTE DE LA DETTE À COURT TERME			3 008 451 726
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	-	625 000 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 002 740 000	9 927 605 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	655 777 223	1 047 855 640
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique.	311 529 995	497 788 657
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	777 805 696	976 945 008
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	-	6 561 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	95 492 278	109 380 665
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	11 843 345 192	13 191 135 970
	-----	-----
Investisseurs publics	217 454 874 370	195 751 501 605
Obligations d'épargne de l'Ontario.....	2 795 401 700	2 599 906 100
Bons du Trésor.....	12 336 061 000	11 449 373 000
Effets de commerce américains	6 611 437 355	4 701 331 650
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	239 197 774 425	214 502 112 355
	-----	-----
Dette du trust des conseils scolaires.....	739 012 748	759 415 008
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	251 780 132 365	228 452 663 333
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 949 041 519	1 860 827 629
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	253 729 173 884	230 313 490 962
	=====	=====
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	17 789 808 599	17 618 233 478
Bons du Trésor.....	1 381 265 000	1 181 257 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	19 401 539 599	19 029 956 478
Dette directe de la SFIEO	7 934 474 000	7 934 474 000
	-----	-----
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	27 336 013 599	26 964 430 478
	=====	=====
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	281 065 187 483	257 277 921 440
	=====	=====
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000
	-----	-----

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2013**

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en couronnes norvégiennes et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2013**

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars et a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux et l'élimination de la dette contractée par la province pour ces organismes et les bons du Trésor et obligations de l'Ontario qu'ils détiennent.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2014	2005	CPP	4,17	44 887 000
2016	2008	CPP	4,68	42 300 000
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000
2036	2006-2012	CPP	4,35 - 4,73	681 066 000
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	CPP	4,63 - 4,68	241 756 000
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000
2043	2013	CPP	3,36 - 3,62	775 272 000

10 002 740 000

(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2014	1997	OPB	11,10	204 838 516	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				655 777 223	(4)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2014	1997	OPPT	11,10	97 309 482	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				311 529 995	(4)
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2014	2009	OIIC104-105			
		107-114 116-117 Zéro.....		270 245 557	
2015	2010	OIIC118-129	Zéro.....	273 768 875	
2016	2011	OIIC130-138	Zéro.....	230 062 447	
				774 076 879	
Moins : Escompte non amorti				30 371 690	
				743 705 189	
2017	2012	OIIC139-142	1,917 - 2,501	13 210 686	
2017	2013	OIIC143	2,17	6 612 419	
2018	2013	OIIC144-145	2,04 - 2,21	14 277 402	
				34 100 507	
Total - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				777 805 696	(5)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	892 788	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	1 568 570	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	4 939 575	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	4 644 957	
2000-2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	14 588 480	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	18 754 194	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	32 455 507	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	16 914 163	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	734 044	

				95 492 278	(6)

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				11 843 345 192	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

2 avril 2013	2 avril 2009	DMTN193	TCAB 3 M + 0,99.	827 000 000	(7)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	3 566 000 000	
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur	100 000 000	(8)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	5 100 000 000	
8 septembre 2014	30 juin 2009	DMTN197	3,25	3 500 000 000	
28 octobre 2014	3 novembre 2009	DMTN198	TCAB 3 M + 0,25.	1 965 000 000	(7)
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14.	115 000 000	(7)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(7)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	
12 mai 2015	12 mai 2010	DMTN203	TCAB 3 M + 0,18.	40 000 000	(7)
1 ^{er} septembre 2015	1 ^{er} septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(7)
8 septembre 2015	9 mars 2010	DMTN201	3,15	2 150 000 000	
5 octobre 2015	5 octobre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23.	1 121 000 000	(7)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	
12 avril 2016	12 avril 2011	DMTN209	TCAB 3 M + 0,125	1 090 000 000	(7)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(9)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	TCAB 3 M + 0,62.	275 000 000	(7)
27 juin 2016	27 mai 2011	DMTN210	TCAB 3 M + 0,18.	1 000 000 000	(7)
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	
14 septembre 2016	14 juillet 2011	DMTN211	TCAB 3 M + 0,15.	1 050 000 000	(7)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(10)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(7)
8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	5 250 000 000	
22 septembre 2017	22 février 2013	DMTN219	TCAB 3 M + 0,19.	1 119 500 000	(7)
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3 M + 0,25.	750 000 000	(7)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(7)
8 septembre 2018	15 janvier 2013	DMTN218	2,10	2 500 000 000	
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(7)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(7)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	7 875 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(7)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	10 271 700 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	3 557 500 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(11)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur.....	188 000 000	
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(12)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(13)
”	”	JA	9,4688	5 763 294	(13)
”	”	JB	9,4688	8 482 324	(13)
”	”	JC	9,4688	4 764 354	(13)
”	”	JD	9,4688	3 171 134	(13)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur.....	150 000 000	(14)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	2 426 300 481	(15)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(16)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	232 200 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	9 400 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(17)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	450 000 000	
				157 044 626 667	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(36 229 614)	(15)
				157 008 397 053	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	23 589 500	
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	31 638 500	
21 juin 2013	21 juin 2008	Annuel	Accélérateur.....	22 024 400	
21 juin 2013	21 juin 2008	Composé	Accélérateur.....	24 312 200	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	2,50	35 630 900	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	2,50	40 158 700	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	Variable	12 451 700	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	Variable	11 271 000	
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	19 784 900	
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	28 368 900	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	3,00	30 152 500	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	3,00	29 399 200	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	Accélérateur.....	446 172 600	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	Accélérateur.....	253 341 600	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	2,15	25 986 000	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	2,15	22 757 300	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	Variable	4 264 600	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	Variable	4 753 800	
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	19 036 800	
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	19 941 100	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2015	21 juin 2010	Annuel	Accélérateur	344 029 100	
21 juin 2015	21 juin 2010	Composé	Accélérateur	191 836 100	
21 juin 2015	21 juin 2012	Annuel	Variable	3 546 000	
21 juin 2015	21 juin 2012	Composé	Variable	4 328 300	
21 juin 2015	21 juin 2012	Annuel	1,50	6 874 900	
21 juin 2015	21 juin 2012	Composé	1,50	5 584 900	
21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable	7 268 600	
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable	7 738 300	
21 juin 2016	21 juin 2011	Annuel	Accélérateur	209 889 500	
21 juin 2016	21 juin 2011	Composé	Accélérateur	107 064 700	
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 782 900	
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 818 200	
21 juin 2017	21 juin 2012	Annuel	Accélérateur	340 189 400	
21 juin 2017	21 juin 2012	Composé	Accélérateur	265 756 300	
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 749 100	
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 381 600	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	42 758 000	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 759 800	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	12 140 400	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	13 286 300	
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	4 164 600	
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 404 900	
Séries en circulation				2 739 388 100	(18)
Séries arrivées à échéance				56 013 600	(19)
TOTAL - OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				2 795 401 700	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				159 803 798 753	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3 M + 0,03.	250 000 000	(7)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				825 000 000	

Dettes en devises étrangères (20)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	AUD2	6,25	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01231 \$				506 154 720	(20a)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS.....				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$.....				88 595 320	(20a)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				4 500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,39503 \$.....				6 277 640 228	(20b)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	PT	4,25	750 000 000	
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	120 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				1 620 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,57463 \$.....				2 550 894 752	(20c)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
27 novembre 2013	28 novembre 2008	EMTN89	2,98	200 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN92	3,50	230 000 000	
11 avril 2014	20 avril 2009	EMTN96	2,94	300 000 000	
7 juin 2015	7 juin 2010	EMTN103	HIBOR 3 M + 0,04	1 550 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				2 780 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,14766 \$				410 505 942	(20a)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				13 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,009965 \$				129 542 711	(20d)
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
12 novembre 2013	12 novembre 2008	EMTN85	1,89	6 000 000 000	
12 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN87	1,805	3 000 000 000	
8 juin 2015	7 juin 2010	EMTN104	0,93	95 700 000 000	
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				146 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,010878 \$				1 594 708 240	(20d)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				718 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$				643 050 875	(20a)
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					
14 mai 2013	14 mai 2010	EMTN102	3,00	2 500 000 000	
11 juin 2015	11 juin 2010	EMTN106	3,25	1 350 000 000	
20 janvier 2016	23 décembre 2010	EMTN108	3,375	750 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES				4 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16834 \$				774 374 611	(20a)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
10 décembre 2013	18 janvier 2011	EMTN109	2,00	375 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				375 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,56149 \$				585 559 825	(20e)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS.....				360 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$.....				67 708 404	(20a)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000	
4 décembre 2014	4 décembre 2009	EMTN98	1,625	400 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
1 ^{er} décembre 2015	1 ^{er} décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000	
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000	
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000	
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				2 400 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,06049 \$.....				2 545 166 729	(20f)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 \$				488 450 000	(20a)

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

1 ^{er} avril 2015	29 février 2012	USMTN1	TIOL 3 M + 0,15 ..	750 000 000	
23 novembre 2017	23 novembre 2012	USMTN2	TIOL 3 M + 0,25 ..	250 000 000	

TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				1 000 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99967 \$				999 672 250	(20g)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
7 mai 2013	7 mai 2010	G49	TIOL 3 M + 0,16 ..	500 000 000	
15 juillet 2013	9 avril 2008	PQ	3,50	1 000 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	3 445 000 000	
16 juin 2014	16 juin 2009	PX	4,10	4 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
5 février 2015	5 février 2010	G47	2,95	3 000 000 000	
26 mai 2015	24 mai 2012	G57	0,95	3 500 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2010	G50	2,70	2 500 000 000	
13 août 2015	7 février 2013	G61	TIOL 3 M + 0,05 ..	500 000 000	
15 septembre 2015	15 septembre 2010	G51	1,875	1 250 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
10 mai 2016	10 mai 2011	G54	2,30	3 000 000 000	
21 septembre 2016	21 septembre 2011	G56	1,60	2 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
25 octobre 2017	25 octobre 2012	G60	1,10	2 250 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	705 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				39 391 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03412 \$.....				40 735 107 458	(20h)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
TOTAL - OBLIGATIONS				220 132 630 818	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				117 645 252	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES					
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				220 250 276 070	
BONS DU TRÉSOR.....				12 336 061 000	

EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				6 545 500 000	(21)

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
 AU TAUX DE CHANGE DE 1,01007 \$.....				6 611 437 355	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				239 197 774 425	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
 ET HORS DES MARCHÉS PUBLICS				251 041 119 617	
				=====	
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(151 987 252)	

				739 012 748	(22)

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				251 780 132 365	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :

Société ontarienne d'hypothèques et de logement	473 528 636
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	1 108 049 000

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :

Infrastructure Ontario	1 908 509 650
Commission des parcs du Niagara.....	27 364 362
Commission de transport Ontario Northland.....	18 511 072
ORNGE	314 394 842
Centre des congrès d'Ottawa	2 237 823

TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :

Obligations	(1 210 022 696)
Bons du Trésor	(693 531 170)

TOTAL - REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION	1 949 041 519	(23)

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION	253 729 173 884

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29.....	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				230 466 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	2 164 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 200 000 000	
8 septembre 2014	9 octobre 2009	DMTN197	3,25	150 000 000	
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14.	135 000 000	(7)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 septembre 2015	10 décembre 2010	DMTN201	3,15	100 000 000	
5 octobre 2015	26 novembre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23.	50 000 000	(7)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 300 000 000	
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	TCAB 3 M + 0,25.	205 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	475 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	442 500 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	792 169 000	(15)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				14 660 069 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

17 avril 2013	13 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	TCAB 3 M + 0,07.	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Dettes en devises étrangères					(20)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$				262 525 500	(20i)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	105 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$				179 340 000	(20i)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 \$				82 572 774	(20i)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				625 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,19749 \$				748 433 982	(20i)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$				73 650 000	(20i)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	55 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	295 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				850 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,06204 \$				902 735 000	(20i)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
TOTAL – OBLIGATIONS.....				17 759 326 256	
GAINS (PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				30 482 343	
TOTAL - OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS.....				17 789 808 599	
BONS DU TRÉSOR.....				1 381 265 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				19 171 073 599	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				19 401 539 599	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				7 934 474 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				27 336 013 599	
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE.....				281 065 187 483	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf tel qu'indiqué dans les notes. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Habituellement, le taux est rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; HIBOR - taux interbancaire offert à Hong Kong; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries d'obligations suivantes sont émises aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN69; DMTN93; DMTN197; DMTN199; DMTN135; DMTN201; DMTN205; DMTN163; DMTN208; DMTN173; DMTN217; DMTN183; DMTN79; DMTN195; DMTN140; DMTN200; DMTN207; DMTN212; DMTN215; HP; KJ; LQ; DMTN158; DMTN164; DMTN182; DMTN204; DMTN214; EMTN56; G53; PE; G62; PU; et EMTN82.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO). Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
5. OIIC : Le montant total de l'encours s'élève à 778 millions de dollars, dont 744 millions de dollars d'obligations à coupon zéro et 34 millions de dollars d'obligations à taux fixe composé.
6. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
7. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN193 - 2,44 %; DMTN198 - 3,02 %; DMTN199 - 2,75 %; MW TCAB 3 M - 0,05 %; DMTN203 - 3,39 %; DMTN1 TCAB 3 M - 0,02 %; DMTN205 - 2,61 %; DMTN209 - 2,83 %; DMTN196 - 3,73 %; DMTN210 - 2,77 %; DMTN211 - 2,31 %; DMTN173 TCAB 3 M - 0,279 % (210 millions de dollars); DMTN219 - 1,95 %; DMTN217 - 1,88 %; DMTN79 - 4,84 % (125 millions de dollars); DMTN105 - 4,94 %; DMTN195 TCAB 3 M + 0,58 % (600 millions de dollars); DMTN180 - 4,52 %; et EMTN73 - 4,34 %.
La SFIEO a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN199 - 2,06 %; et DMTN205 - 2,67 %.
8. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,08 %.
9. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
10. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair le 14 décembre 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2013

11. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
12. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
13. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2012-2013, le principal remboursé était de 2,2 millions de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.
14. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,00 % jusqu'au 2 décembre 2014, et au taux de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,26 %.
15. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
16. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une forte prime offrant un rendement de 5,74 %.
17. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
18. OEO : Les Obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivant les dates de rachat précitées. Les obligations à taux fixe ne sont rachetables qu'à l'échéance. Depuis 2009, les obligations à taux variable émises ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
OEO – Taux fixe :
 En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans; en 2010 et 2011, les termes étaient de trois, sept et dix ans; en 2012, les termes n'étaient que de trois et dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
 Série 2008 : l'intérêt est payable au taux de 2,6 %, 2,8 %, 3,0 %, 3,2 %, et 4,0 %;
 Série 2009 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %;
 Série 2010 : l'intérêt est payable au taux de 1,0 %, 2,0 %, 3,0 %, 3,75 % et 4,25 %;
 Série 2011 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,5 % et 3,75 %;
 Série 2012 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %, les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.
OEO – Taux variable uniquement :
 Pour les obligations émises avant 2009, le ministre des Finances rajuste le taux d'intérêt tous les six mois. Depuis 2009, le taux d'intérêt n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin. Le 21 juin 2012 et le 21 décembre 2012, le taux d'intérêt a été rajusté à 1,25 %.
19. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
20. La dette en devises étrangères a été convertie en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elle était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2013, 97,1 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2013 étaient les suivants : dollar australien - 1,05848 \$; euro - 1,30340 \$; dollar de Hong Kong - 0,130939 \$; yen japonais - 0,010798 \$; dollar néo-zélandais - 0,85026 \$; couronne norvégienne - 0,174126 \$; rand sud-africain - 0,11055 \$; franc suisse - 1,07113 \$; dollar américain - 1,01645 \$; livre sterling - 1,54394 \$.
 De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :
 - a) en Australie en dollars australiens - 3,82 %; EMTN en dollars australiens - 5,59 %; EMTN en dollars de Hong Kong - 3,78 %; sur les marchés internationaux en dollars néo-zélandais - 4,24 %; EMTN en couronnes norvégiennes - 2,9 %; EMTN en rands sud-africains - 4,36 %; au Canada en dollars américains - 4,47 %;
 - b) EMTN en euros : 4,56 % (4 556 millions de dollars); TCAB 3 M + 1,41 % (1 722 millions de dollars);
 - c) sur les marchés internationaux en euros : 5,04 % (1 395 millions de dollars); 4,76 % (1 156 millions de dollars; taux mixte);
 - d) au Japon en yens : 4,34 % (76 millions de dollars); EMTN en yens : 2,57 % (163 millions de dollars);
 - e) EMTN en livres sterling : 2,43 % (120 millions de dollars); TCAB 3 M + 0,2 % (466 millions de dollars);
 - f) EMTN en francs suisses : 4,12 % (1 823 millions de dollars); 5,33 % (240 millions de dollars; taux mixte);
 - g) aux É.-U. en dollars américains : 1,64 % (257 millions de dollars); 1,25 % (743 millions de dollars, taux mixte);

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2013

h) sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,59 % (26 430 millions de dollars); TCAB 3 M + 0,37 % (13 030 millions de dollars); 1,55 % (1 275 millions de dollars; taux mixte).

La SFIEO a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :

i) en Australie en dollars australiens – 4,24 %; sur les marchés internationaux en euros – 4,0 %; EMTN en dollars de Hong Kong – 4,13 %; EMTN en francs suisses – 5,32 %; EMTN en dollars américains – 4,22 %; sur les marchés internationaux en dollars américains : 5,02 % (553 millions de dollars), TCAB 3 M + 0,32 % (295 millions de dollars) et TCAB 3 M + 0,3 % (55 millions de dollars).

21. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte ayant des termes de 270 jours maximum.

22. SBT : Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars et a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

23. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette contractée par la province pour ces organismes et les titres de l'Ontario qu'ils détiennent. Les titres de l'Ontario détenus par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

AgriCorp : DMTN93 – 23,6 millions de dollars; DMTN197 – 3 millions de dollars; MW – 3 millions de dollars; DMTN135 – 10,1 millions de dollars; DMTN132 – 18 millions de dollars; et DMTN173 – 20 millions de dollars.

Fonds de reboisement : DMTN173 – 2,5 millions de dollars; DMTN195 – 1,6 million de dollars.

Infrastructure Ontario : DMTN93 – 32,2 millions de dollars; DMTN197 – 15 millions de dollars; DMTN212 – 95,3 millions de dollars; DMTN213 – 84,7 millions de dollars; DMTN214 – 27,1 millions de dollars; DMTN215 – 1,7 million de dollars; et DMTN218 – 31,2 millions de dollars.

Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN69 – 0,9 million de dollars; DMTN93 – 2,8 millions de dollars; et DMTN201 – 0,9 million de dollars.

Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN69 – 11,7 millions de dollars; DMTN93 – 11,6 millions de dollars; DMTN135 – 11,5 millions de dollars; DMTN197 – 11,8 millions de dollars; et DMTN201 – 11,9 millions de dollars.

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 104-145 – 777,8 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Infrastructure Ontario : 474 millions de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 126 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 38 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 40 millions de dollars; Fonds de reboisement : 1 million de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 14 millions de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013

	2013 \$	2012 \$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(1 685 738 671)	(547 106 742)
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	1 870 800 000	326 540 554
Variation nette des emprunts à court terme.....	200 008 000	11 933 000
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	385 069 329	(208 633 188)
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	751 962 690	742 284 845
à court terme.....	12 749 510	10 711 321
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	779 022 902	767 306 868
Recouvrements de la SFIEO :		
Remboursements d'emprunt provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	1 685 738 671	547 106 742
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(1 870 800 000)	(326 540 554)
Variation nette des emprunts à court terme.....	(200 008 000)	(11 933 000)
Recouvrements/(avances) nets	(385 069 329)	208 633 188
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(751 962 690)	(742 284 845)
à court terme.....	(12 749 510)	(10 711 321)
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	(779 022 902)	(767 306 868)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	Solde au 1 ^{er} avril 2012 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2013 \$
Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation et des Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	28 776 705	4 512 100	6 275 679	-	27 013 126
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	1 621 590	-	-	(803)	1 620 787
	30 398 295	4 512 100	6 275 679	(803)	28 633 913
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	271 963	51 400	88 300	-	235 063
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir	23 578	-	-	(7 979)	15 599
	295 541	51 400	88 300	(7 979)	250 662
Ministère du Développement économique et Innovation:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	175 309 647	-	-	-	175 309 647
Moins : Escompte non amorti	(115 441 690)	-	-	3 362 629	(112 079 061)
	59 867 957	-	-	3 362 629	63 230 586
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	193 656 771	5 563 742	23 256 193	-	175 964 320
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe – Intérêts à recevoir	-	-	-	327 167	327 167
Moins : Escompte non amorti	(13 697 259)	-	-	5 160 536	(8 536 723)
	179 959 512	5 563 742	23 256 193	5 487 703	167 754 764
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	28 270 634	15 789 380	1 000 000	-	43 060 014
Moins : Escompte non amorti	(2 593 659)	-	-	(559 527)	(3 153 186)
	25 676 975	15 789 380	1 000 000	(559 527)	39 906 828
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	3 200 000	-	600 000	-	2 600 000
Fonds pour les projets pilotes d'innovation – Intérêts à recevoir	-	-	-	32 567	32 567
Moins : Escompte non amorti	(106 267)	-	-	25 004	(81 263)
	3 093 733	-	600 000	57 571	2 551 304
Ministère des Finances :					
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti	(715 200)	-	-	178 800	(536 400)
	36 784 800	-	-	178 800	36 963 600

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	Solde au 1 ^{er} avril 2012	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2013
Ministère des Finances (suite) :					
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	2 434 680 827	445 000 000	-	-	2 879 680 827
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	2 081 355 320	647 297 881	405 000 000	-	2 323 653 201
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	(115 900 000)	-	805 800 000	-	(921 700 000)
• Billets à terme adossés à des actifs	438 366 697	-	15 753 474	-	422 613 223
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	3 093 628 842	-	505 624	-	3 093 123 218
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires.....	4 664 769 081	502 052 596	127 549 197	-	5 039 272 480
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	131 570 610	19 256 386	58 048 152	-	92 778 844
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit	83 000 000	10 000 000	20 000 000	-	73 000 000
Office de l'électricité de l'Ontario*	75 000 000	405 545 129	480 545 129	-	0
Musée royal de l'Ontario*	42 200 000	-	2 300 000	-	39 900 000
Corporation de la ville de Windsor.....	17 184 396	-	1 278 852	-	15 905 544
Commission de transport Ontario Northland* ...	11 996 180	-	3 119 585	-	8 876 595
Commission des parcs du Niagara*	6 018 745	-	264 815	-	5 753 930
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	2 500 000	-	500 000	-	2 000 000
Centre des congrès d'Ottawa*	40 000 000	-	-	-	40 000 000
Institut universitaire de technologie de l'Ontario	28 137 279	-	3 979 505	-	24 157 774
Collèges d'arts appliqués et de technologie	105 598 864	72 219 022	21 242 727	-	156 575 159
Total des prêts – Office ontarien de financement..	5 207 975 155	1 009 073 133	718 827 962	-	5 498 220 326
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*.....	242 000 000	-	11 000 000	-	231 000 000
Moins : Escompte non amorti	(118 514 440)	-	-	5 387 020	(113 127 420)
	123 485 560	-	11 000 000	5 387 020	117 872 580
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	218 853	-	-	-	218 853
Ministère de l'Infrastructure :					
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario.....	4 524 828	-	171 250	-	4 353 578

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	Solde au 1 ^{er} avril 2012	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2013
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	26 970	-	7 058	-	19 912
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	213 464	-	18 209	-	195 255
• Ville de Toronto	170 171 125	-	-	-	170 171 125
Moins : Escompte non amorti	(12 625 108)	-	-	-	(12 625 108)
	157 546 017	-	-	-	157 546 017
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	51 323 798	5 467 917	-	(44 683 437)	12 108 278
Développement économique-Intérêts à recevoir ..	-	-	-	221 150	221 150
	51 323 798	5 467 917	-	(44 462 287)	12 329 428
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	14 272 498	1 520 300	3 045 486	-	12 747 312
• Prêts aux étudiants	492 841 001	70 101 257	109 732 567	-	453 209 691
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT					
LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2013					23 191 658 850
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2013.....					(3 018 899 040)

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le ministère a accordé un prêt conditionnel de 173 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère a aussi accordé un prêt conditionnel de 2,2 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

Le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le programme vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies novatrices en Ontario.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires en 2004. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2013, il existe un billet à ordre de 800 millions de dollars qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, au 31 mars 2013, la province avait prêté 2 080 millions de dollars à Infrastructure Ontario.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2013, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 922 millions de dollars et avait investi ce montant auprès de la province.

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1^{er} avril 2012, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 3 094 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 1 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 3 093 millions de dollars au 31 mars 2013.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2013, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 5 039 millions de dollars (4 665 millions de dollars en 2012). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,42 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2038.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 93 millions de dollars (131 millions de dollars en 2012) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 2,32 % et 3,22 %. Ils arrivent à échéance entre novembre 2013 et janvier 2018.

Infrastructure Ontario a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 200 millions de dollars qui arrivera à échéance en juin 2019. Infrastructure Ontario a utilisé un prêt de 73 millions de dollars (83 millions de dollars en 2012) de ce crédit à des taux d'intérêt variant entre 1,59 % et 2,64 %.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) est une société sans but lucratif indépendante en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Cette société a obtenu une facilité de crédit de 975 millions de dollars au maximum pour financer le compte d'écart de la grille tarifaire réglementée. Cette facilité expire le 31 décembre 2013. Cette facilité n'avait pas été utilisée au 31 mars 2013 (2012 – 75 millions de dollars).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 39,9 millions de dollars (42,2 millions de dollars en 2012). Ce prêt est constitué de 15,3 millions de dollars à un taux fixe de 5,04 % et de 24,6 millions de dollars à taux variable (taux actuel de 2,68 %). Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 15,9 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2012).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 8,9 millions de dollars (12,0 millions de dollars en mars 2012) arrivent à échéance entre 2014 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 6,29 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 5,8 millions de dollars (6,0 millions de dollars en 2012) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 2,0 millions de dollars (2,5 millions de dollars en 2012) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 40 millions de dollars (40 millions de dollars en mars 2011) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036. Conformément à une directive signée par le ministre des Finances le 2 novembre 2012, l'Office ontarien de financement a reporté la date de remboursement du principal et de l'intérêt par le Centre des congrès d'Ottawa d'une période pouvant atteindre cinq ans.

L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario est une société établie en vertu de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*. La province a accordé un prêt de cinq ans de 28,1 millions de dollars à un taux d'intérêt de 2,77 %, qui arrive à échéance en octobre 2017.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 157 millions de dollars (106 millions de dollars en 2012) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,43 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2013 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La province a conclu un accord de prêt sous forme de débentures avec la ville de Toronto en 2004. Le principal impayé est désormais estimé à quelque 170,2 millions de dollars. L'intérêt couru sera d'environ 61,1 millions de dollars et le montant total remis sera de 231,3 millions de dollars.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 84 220 720 \$ (98 072 899 \$ en 2011-2012).

Développement économique : Entre 2008 et 2013, le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé des prêts d'une valeur totale de 56 465 864 \$ à cinq entreprises du Nord de l'Ontario à des fins de développement économique. Pendant cette période, le ministère du Développement du Nord et des Mines a reçu des remboursements de principal de 1 750 001 \$ et a enregistré un intérêt couru à recevoir sur un solde de prêts en cours, 844 310 \$ d'intérêt à recevoir et 1 452 692 \$ d'intérêts capitalisés à recevoir. Le ministère a reçu l'approbation du ministère des Finances de radier deux prêts, le principal et l'intérêt couru, d'un montant de 44 683 437 \$ au cours de l'exercice 2012-2013.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	Solde au 1 ^{er} avril 2012 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2013 \$
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	7 783 936	2 622 447	10 406 383
• Fonds d'aide aux victimes	33 582 608	(5 308 689)	28 273 919
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	5 873 102	(313 407)	5 559 695
• Produits de la criminalité	5 833 327	118 349	5 951 676
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	9 845 378	(2 557 043)	7 288 335
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 427 240	(296 157)	5 131 083
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	30 512 139	(2 929 960)	27 582 179
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 508 832	12 095	1 520 927
• Entente de partage des coûts – Port Loring	882 216	(151 308)	730 908
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	45 300 314	(3 821 802)	41 478 512
• Réserve pour chèques en circulation	44 470 755	6 256 340	50 727 095
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	10 026 301	(434 132)	9 592 169
Ministère des Services gouvernementaux :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	18 940 621	330 048	19 270 669
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	748 319 205	52 722 124	801 041 329
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	48 971 249	(2 159 347)	46 811 902
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	221 664 762	29 503 668	251 168 430
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	7 994 884	1 124 742	9 119 626
- Régime complémentaire des juges de paix	12 421 260	2 542 639	14 963 899

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

	Solde au 1 ^{er} avril 2012 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2013 \$
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 222 961	(34 518)	16 189 305
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de réserve forestier	1 762 314	96 272	1 858 586
• Fonds de reboisement	1 218 516	31 357	1 249 873
• Pêche et faune	21 139 889	(8 616 805)	12 523 084
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	14 683 940	973 542	15 657 482
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	26 842 107	4 747 093	31 589 200
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	10 748 330	1 171 075	11 919 405
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	5 270 069	(937 920)	4 332 149
• Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	11 345 206	2 158 751	13 503 957
• Prestation des services – Examens de conduite	4 462 249	371 669	4 833 918

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2013, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 9 035 094 \$ et ceux relatifs aux alcools à 1 371 289 \$, soit un montant total pour ce compte de 10 406 383 \$.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2013.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2013.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2013.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013**

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité. Cela englobe les régies des routes locales. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. (Serco) remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le ministère des Transports puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013****PRÊTS GARANTIS**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2013	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2012-13	Divers	11 576 837	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement.....	2012-13	Divers	15 244 796	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2012-13	Divers	485 636	

TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			27 307 269	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains – Project Co..	2012-13	15,0	243 000 000	

TOTAL, MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE.....			243 000 000	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Olav Haavaldsrud Timber Company Ltd. – projet de cogénération.....	2011	7,5	2 400 000	

TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....			2 400 000	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

PRÊTS GARANTIS – Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2013	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	4 589 018	
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	850 552	
Catégorie C.....	Divers	Préférentiel+1	74 656 801	

TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			80 096 371	

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			352 803 640	
			=====	

AUTRE GARANTIES :

MINISTÈRE DES FINANCES

Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association.....	2005	4,75	561 115	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones.....	2011	Divers	107 517 302	(4)

TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			108 078 417	

TOTAL DES AUTRES GARANTIES			108 078 417	

TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL.....			460 882 057	
			=====	

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette garantie, jusqu'à hauteur de 1,551 milliard de dollars, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 (auparavant 1,545 milliard de dollars), a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur estimée du fonds de l'ONFA au 1^{er} janvier 2013. En retour, la province reçoit de l'OPG des droits annuels équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie. La garantie provinciale est en vigueur jusqu'à la fin de 2017, lorsque le prochain plan de référence pour la CCSN devrait être approuvé.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 120 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1^{er} avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. La province a fourni deux garanties en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones au cours de l'exercice 2011-2012 pour une valeur combinée de 106 millions de dollars plus tout intérêt impayé. Ces deux garanties arriveront à échéance au cours de l'exercice 2025-2026. Les emprunteurs ont versé à la province des droits de garantie d'emprunt de 0,15 % du montant garanti. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones permet aux Autochtones d'obtenir des garanties d'emprunt pour appuyer leur participation au capital social dans des projets de production et de transport d'énergie renouvelable et a une enveloppe de programme maximale de 400 millions de dollars.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2013**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
2. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
3. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
4. Chuang, David, D^r, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour conduite sexuelle.
5. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
6. D^r Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
7. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
8. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
9. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
10. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
11. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
12. Sud-Ouest – Rosalind Bechard en tant que tutrice à l'instance pour Mary Ellen Fox, plaignante, et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia entre 1876 et 2008.
13. Rideau – David Mckillop par sa tutrice à l'instance Christine Victoria Grace Clarke et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2013**

14. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
15. George Stifel : Recours collectif en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs* et dommages-intérêts contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et La Great-West, compagnie d'assurance-vie pour la déduction de paiements du Régime de pensions du Canada indexés en fonction des ajustements au coût de la vie en 1996 relativement à des prestations d'invalidité de longue durée.
16. Janice Cerra et autres c. la Corporation de la cité de Thunder Bay : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et le ministère de l'Environnement résultant de défaillances présumées de l'infrastructure des eaux usées et de déversements de contaminants ayant affecté des propriétaires fonciers et des occupants de la cité de Thunder Bay à la suite de l'inondation et du refoulement des égouts qui ont débuté vers le 28 mai 2012 et qui ont continué avec la même intensité pendant des semaines.
17. Northern Superior Resources Inc. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts résultant de concessions minières non concédées par patente appartenant à la société demanderesse situées sur des terres de la Red Lake Mining Division, nord-ouest de Thunder Bay.
18. SkyPower CL 1 LP, et al. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et l'Office de l'électricité de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts pour inexécutions de contrats ou présentation inexacte des faits par négligence en ce qui a trait au traitement de demandes présentées au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) et à des modifications apportées à ce programme en juillet 2012.
19. Reverend Brother Ethier c. Sa Majesté la reine : Demande en dommages-intérêts résultant d'incarcérations et d'arrestations présumées illégales du demandeur à la suite de plusieurs accusations portées contre lui en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.
20. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
21. Papassay, Holly c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Recours collectif pour dommages-intérêts et blessures subies par des membres pendant qu'ils étaient dans des foyers d'accueil de sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario relevant du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
22. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
23. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
24. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
25. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
26. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
27. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
28. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
29. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
30. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
31. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
32. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
33. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2013**

34. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
35. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
36. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
37. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
38. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
39. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
40. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
41. Première nation Pic Mober : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
42. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
43. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
44. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
45. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
46. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
47. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
48. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructrice.
49. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
50. Atikameksheng Anishnawbek c. HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
51. Première nation crie de Kapuskasing c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, le ministre des Affaires autochtones, Ontario Power Generation et autres : dommages-intérêts pour ingérence quant au titre et aux droits autochtones sans consultation, diverses déclarations, l'annulation de diverses décisions et approbations provinciales, et une ordonnance obligeant une reconnaissance en vertu de la *Loi sur les Indiens* et l'établissement d'une réserve.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin****Au 31 mars 2013**

52. Première nation Wahgoshig c. Solid Gold et Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Début des activités d'exploration minière et de forage par Solid Gold sur le territoire traditionnel de la Première nation Wahgoshig sans avoir donné d'avis à cette première nation.
53. Première nation Aundeck OMNI Kaning et al. : Contestation des demandeurs de la validité quant à l'équité et de la portée du Traité 94 (1862) qui contenait l'abandon de la plupart des terres censément réservées aux demandeurs par le Traité 45 (1836).
54. DaSilva-Mepham c. le Canada et l'Ontario : recours collectif pour dommages-intérêts pour des impôts perçus et des droits de récolte refusés d'après la définition de statut en vertu de la *Loi sur les Indiens* qui a été déterminée comme étant discriminatoire.
55. Ilha c. l'Ontario concernant une contestation en vertu du Code des droits de la personne alléguant que le financement par l'Ontario de la fécondation in vitro est discriminatoire en fonction d'un handicap ou du sexe, ce qui est contraire au Code.
56. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
57. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Mesa Power Group allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Office de l'électricité de l'Ontario lors de l'attribution de la capacité de transport et de l'octroi de contrats de rachats garantis dans la région de Bruce.
58. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Windstream Energy allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Ontario en ce qui a trait au report de l'établissement d'un cadre stratégique pour la production d'énergie éolienne extracôtière et au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG).

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 58 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2013
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)